

# Gazette officielle du Québec

## Partie 2 Lois et règlements

130<sup>e</sup> année  
23 septembre 1998  
N<sup>o</sup> 39

### Sommaire

Table des matières  
Entrée en vigueur de lois  
Règlements et autres actes  
Projets de règlement  
Décisions  
Décrets  
Index

Dépôt légal — 1<sup>er</sup> trimestre 1968  
Bibliothèque nationale du Québec  
© Éditeur officiel du Québec, 1998

Tous droits de traduction et d'adaptation, en totalité ou en partie, réservés pour tous pays. Toute reproduction par procédé mécanique ou électronique, y compris la microreproduction, est interdite sans l'autorisation écrite de l'Éditeur officiel du Québec.



## Table des matières

Page

### Entrée en vigueur de lois

1164-98	Cours municipales et la Loi sur les tribunaux judiciaires, Loi modifiant la Loi sur les... — Entrée en vigueur de certaines dispositions .....	5249
---------	---	------

### Règlements et autres actes

1155-98	Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, Loi sur le... — Modification à l'annexe I de la loi .....	5251
1163-98	Tarif en matière criminelle .....	5251
1184-98	Conservation et la mise en valeur de la faune, Loi sur la... — Partie des droits qu'un organisme doit verser à la personne morale reconnue en application de l'article 106.3 de la loi .....	5253
Chasse (Mod.)	.....	5254
Piégeage et commerce de fourrure (Mod.)	.....	5256

### Projets de règlement

	Accidents du travail et les maladies professionnelles, Loi sur les... — Table des indemnités de remplacement du revenu pour l'année 1999 .....	5263
	Accidents du travail et les maladies professionnelles, Loi sur les... — Table des revenus bruts annuels d'emplois convenables pour l'année 1999 .....	5294
	Code des professions — Administrateurs agréés — Code de déontologie .....	5295
	Refuge faunique de la Rivière-des-Mille-Îles .....	5301

### Décisions

6846	Producteurs de bovins — Contributions — Prélèvement (Mod.) .....	5303
6859	Producteurs de bovins — Acheteurs, veaux d'embouche — Garantie de responsabilité financière (Mod.) .....	5304
6859A	Producteurs de bovins — Fonds de garantie (Mod.) .....	5305

### Décrets

1120-98	Exercice des fonctions de certains ministres .....	5307
1121-98	Nomination de madame Suzanne Chassé comme sous-ministre adjointe au Tourisme au ministère de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie .....	5307
1122-98	Nomination d'un substitut à un membre des comités de réexamen constitués en vertu de la Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels .....	5307
1123-98	Composition et mandat de la délégation québécoise à la réunion interprovinciale des ministres responsables de la négociation d'une Entente-cadre sur l'union sociale qui se tiendra à Toronto les 8 et 9 septembre 1998 .....	5308
1124-98	Versement d'une aide financière de 10 400 000 \$ à la Société de développement du Massif de Petite-Rivière-Saint-François pour la réalisation du projet d'aménagement d'une piste de descente de calibre international au centre de ski le Massif de Petite-Rivière-Saint-François dans le cadre de l'activité « Infrastructures Québec » .....	5308

1125-98	Entente entre la Municipalité de Saint-Gabriel-de-Valcartier et le gouvernement du Canada relativement à la cession de certaines infrastructures situées dans le secteur des logements familiaux de la Base militaire de Valcartier .....	5309
1126-98	Contrat de location à intervenir entre la Société de la Place des Arts de Montréal et Bijouterie et Librairies Le Parchemin Inc. ....	5309
1127-98	Contrat de location d'espaces de stationnement à intervenir entre la Société de la Place des Arts de Montréal et la Communauté Urbaine de Montréal .....	5310
1128-98	Versement à la Société de télédiffusion du Québec d'une subvention de 1 500 000 \$ pour les activités de production et de distribution de matériel audiovisuel à caractère éducatif pour l'année 1998-1999 .....	5311
1129-98	Octroi d'une subvention au Fonds pour la formation de chercheurs et l'aide à la recherche pour l'année universitaire 1998-1999 et d'un acompte pour l'année universitaire 1999-2000 ..	5312
1130-98	Nomination de monsieur André Caron comme membre de la Commission des partenaires du marché du travail .....	5313
1131-98	Nomination de monsieur Gérald Lemoine comme président de l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris .....	5313
1132-98	Acquisition par expropriation de certains immeubles pour l'agrandissement du parc de conservation du Saguenay .....	5314
1133-98	Délivrance d'un certificat d'autorisation en faveur d'Hydro-Québec pour la réfection des protections en enrochement de l'aménagement de la Hart-Jaune, à l'intérieur des anciennes limites de la Ville de Gagnon sur le territoire non organisé de la MRC de Caniapiscau .....	5314
1134-98	Nomination de onze membres au conseil d'administration de la Fondation de la faune du Québec .....	5316
1135-98	Composition de la délégation québécoise à la réunion du Comité gouvernemental de l'Accord intergouvernemental canadien concernant l'Accord nord-américain de coopération dans le domaine de l'environnement, qui se tiendra à Inuvik (Territoires du Nord-Ouest), le 10 septembre 1998 .....	5317
1136-98	Composition et mandat de la délégation québécoise à la réunion du Conseil canadien des ministres de l'Environnement (CCME), qui se tiendra à Inuvik (Territoires du Nord-Ouest), les 10 et 11 septembre 1998 .....	5317
1137-98	Création d'un compte à fin déterminée intitulé « Compte pour le financement de certains organismes, projets et activités du secteur du loisir et du sport » .....	5318
1138-98	Modification au programme de relance d'entreprises manufacturières et commerciales situées dans des régions affectées par les pluies diluviennes survenues les 19 et 20 juillet 1996 .....	5319
1139-98	Octroi de la subvention au Centre interuniversitaire de recherche en analyse des organisations (CIRANO) pour les exercices financiers 1998-1999 à 2000-2001 .....	5319
1140-98	Me Jean-Pierre Marcotte, secrétaire du Conseil de la magistrature .....	5320
1143-98	Financement temporaire de l'Agence métropolitaine de transport .....	5322
1144-98	Nomination de huit membres de l'Office de la protection du consommateur .....	5324
1145-98	Autorisation à Hydro-Québec de construire la ligne biterne à 120 kV Saint-Blaise-Val-d'Or, ainsi que les infrastructures et équipements connexes et d'acquérir par voie d'expropriation les immeubles et droits réels requis et d'obtenir les immeubles du domaine public et les droits réels nécessaires à cette fin .....	5325
1146-98	Nomination de cinq membres de l'Office des personnes handicapées du Québec .....	5325
1147-98	Cession par le ministre des Transports de terrains situés à l'intérieur du Parc technologique du Québec métropolitain .....	5326
1165-98	Nomination de monsieur le juge Gilles Charest comme juge en chef des cours municipales ...	5328
1166-98	Rémunération du juge en chef des cours municipales et dépenses faites dans l'exercice de ses fonctions .....	5328

---

## Entrée en vigueur de lois

---

Gouvernement du Québec

### **Décret 1164-98, 9 septembre 1998**

#### **Loi modifiant la Loi sur les cours municipales et la Loi sur les tribunaux judiciaires (1998, c. 30)**

##### **— Entrée en vigueur de certaines dispositions**

CONCERNANT l'entrée en vigueur de certaines dispositions de la Loi modifiant la Loi sur les cours municipales et la Loi sur les tribunaux judiciaires

ATTENDU QUE la Loi modifiant la Loi sur les cours municipales et la Loi sur les tribunaux judiciaires (1998, c. 30) a été sanctionnée le 17 juin 1998;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 45 de cette loi, les dispositions de celle-ci entreront en vigueur à la date ou aux dates fixées par le gouvernement, à l'exception des articles 1 à 3, 17, 20, 29, 32 à 35 et 43 qui sont entrés en vigueur le 17 juin 1998;

ATTENDU QU'il y a lieu de fixer la date d'entrée en vigueur de certaines dispositions de cette loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de la Justice:

QUE le 9 septembre 1998 soit fixé comme date d'entrée en vigueur des dispositions des articles 6, 7, 14, 16 et 21 de la Loi modifiant la Loi sur les cours municipales et la Loi sur les tribunaux judiciaires (1998, c. 30);

QUE le 15 octobre 1998 soit fixé comme date d'entrée en vigueur des dispositions des articles 4, 5, 8 à 13, 18, 19, 22 à 28, 30, 31, 36, 40 à 42 et 44 de la Loi modifiant la Loi sur les cours municipales et la Loi sur les tribunaux judiciaires (1998, c. 30).

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
Michel Noël de Tilly

30768



## Règlements et autres actes

Gouvernement du Québec

### Décret 1155-98, 9 septembre 1998

Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (L.R.Q., c. R-10)

#### Modification à l'annexe I de la loi

CONCERNANT une modification à l'annexe I de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics

ATTENDU QU'en vertu de l'article 1 de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (L.R.Q., c. R-10), le régime de retraite s'applique aux employés et personnes désignés à l'annexe I, et aux employés et personnes désignés à l'annexe II qui ne participaient pas à un régime de retraite le 30 juin 1973 ou qui sont nommés ou embauchés après le 30 juin 1973;

ATTENDU QU'en vertu du premier alinéa de l'article 220 de cette loi, le gouvernement peut, par décret, modifier les annexes I, II, II.1, II.2, III, III.1 et VI et que tel décret peut avoir effet au plus 12 mois avant son adoption;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique et président du Conseil du trésor:

QUE la modification à l'annexe I de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (L.R.Q., c. R-10), ci-annexée, soit édictée.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
MICHEL NOËL DE TILLY

### Modification à l'annexe I de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics\*

Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (L.R.Q., c. R-10, a. 220)

**1.** L'annexe I de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (L.R.Q., c. R-10) est modifiée par l'insertion, au paragraphe 1 et suivant l'ordre alphabétique, des mots: « le Syndicat des enseignantes et enseignants de Charlevoix ».

**2.** Le présent décret entre en vigueur le jour de son édicition par le gouvernement mais a effet douze mois avant la date de son édicition.

30767

Gouvernement du Québec

### Décret 1163-98, 9 septembre 1998

Code criminel  
(L.R.C., 1985, c. C-46)

#### Tarif en matière criminelle

CONCERNANT le Tarif en matière criminelle

ATTENDU QU'en vertu de l'article 809 du Code criminel (L.R.C., 1985, c. C-46), la cour des poursuites sommaires peut, à sa discrétion, condamner une partie au paiement des frais qu'elle estime raisonnables et non

\* L'annexe I de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (L.R.Q., c. R-10) a été modifiée, depuis la dernière mise à jour des Lois refondues du Québec, au 1<sup>er</sup> mars 1997, par les décrets 629-97 du 13 mai 1997 (1997, G.O. 2, 3017), 788-97 du 18 juin 1997 (1997, G.O. 2, 4280), 1105-97 du 28 août 1997 (1997, G.O. 2, 5819), 1652-97 du 17 décembre 1997 (1997, G.O. 2, 8116), 296-98 du 18 mars 1998 (1998, G.O. 2, 1785), 297-98 du 18 mars 1998 (1998, G.O. 2, 1786), 730-98 du 3 juin 1998 (1998, G.O. 2, 3057) et 764-98 du 10 juin 1998 (1998, G.O. 2, 3185) ainsi que par les articles 35 du chapitre 26 des lois de 1997, 33 du chapitre 27 des lois de 1997, 13 du chapitre 36 des lois de 1997, 631 du chapitre 43 des lois de 1997, 57 du chapitre 50 des lois de 1997, 121 du chapitre 63 des lois de 1997, 52 du chapitre 79 des lois de 1997 et 37 du chapitre 83 des lois de 1997.

incompatibles avec ceux des honoraires établis par l'article 840 de ce code, lesquels peuvent être prélevés ou admis pour les procédures faites devant la cour des poursuites sommaires;

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe 2 de l'article 840 de ce code, modifié par l'article 114 du chapitre 18 des Lois de 1997, le lieutenant-gouverneur en conseil d'une province peut décréter que tout ou partie des honoraires et allocations actuellement mentionnés à l'annexe de la partie XXVII de ce code ne seront pas prélevés ou admis dans les procédures intentées dans cette province;

ATTENDU QU'en vertu de cette disposition, le lieutenant-gouverneur en conseil d'une province peut en outre remplacer les honoraires et allocations mentionnés à l'annexe de cette partie du code;

ATTENDU QU'il y a lieu de décréter que les honoraires et allocations actuellement mentionnés à l'annexe de la partie XXVII de ce code ne seront plus prélevés ou admis et qu'ils seront remplacés par ceux édictés au Tarif en matière criminelle, annexé au présent décret;

ATTENDU QUE conformément aux articles 10 et 11 de la Loi sur les règlements (L.R.Q., c. R-18.1), le Tarif en matière criminelle a été publié à la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* le 13 mai 1998 avec avis qu'à l'expiration d'un délai de 45 jours à compter de cette publication, il pourra être édicté par le gouvernement;

ATTENDU QUE, durant ce délai, des demandes de renseignements additionnels et des commentaires écrits ont été adressés ou transmis au ministre de la Justice;

ATTENDU QU'il y a lieu d'édicter le Tarif en matière criminelle, avec modifications;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de la Justice:

QUE soit édicté le Tarif en matière criminelle, annexé au présent décret.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
MICHEL NOËL DE TILLY

## Tarif en matière criminelle

Code criminel  
(L.R.C., 1985, c. C-46, a. 840, par. 2; L.C., 1997, c. 18, a. 114)

**1.** Les honoraires et allocations mentionnés à l'annexe de la partie XXVII du Code criminel et pris en vertu de l'article 840 de ce code ne sont pas prélevés ou

admis au Québec dans les procédures devant les cours des poursuites sommaires et devant les juges de paix et sont remplacés par les suivants:

1<sup>o</sup> honoraires et allocations que peuvent exiger les cours des poursuites sommaires et les juges de paix:

a) pour décerner une sommation ou un mandat d'arrestation en premier lieu ainsi que pour confirmer une citation, une promesse ou un engagement à comparaître: ..... 26,00 \$;

b) pour une promesse remise ou un engagement contracté devant un juge de paix aux fins de la mise en liberté provisoire: ..... 26,00 \$;

c) pour un mandat d'incarcération sur déclaration de culpabilité, un mandat de renvoi ou un mandat d'arrestation à la suite d'un défaut de comparaître ou de se présenter devant le tribunal: ..... 26,00 \$;

d) pour chaque témoin assigné: ..... 12,00 \$;

e) pour l'assignation d'un témoin dont le tribunal constate que le témoignage aurait pu se faire par le dépôt d'un document pour tenir lieu de témoignage, en sus des frais prévus dans un tarif judiciaire pour l'assignation et le déplacement de ce témoin: ..... 31,00 \$;

f) pour le dépôt d'une requête ou d'une demande écrite: ..... 16,00 \$;

g) pour un ajournement accordé à la demande du défendeur: ..... 23,00 \$;

h) pour un jugement de culpabilité rendu à la suite d'une audition ex parte ou à la suite d'un plaidoyer de culpabilité: ..... 46,00 \$;

i) pour un jugement de culpabilité rendu lors de l'instruction contestée: ..... 71,00 \$;

j) pour obtenir une copie d'une bande magnétique ou vidéo ou une autre chose qui ne peut être photocopiée, le coût réel;

k) pour un avis à la Société de l'assurance automobile du Québec de toute déclaration de culpabilité ou de toute ordonnance d'interdiction de conduire: ... 26,00 \$;

2<sup>o</sup> honoraires et allocations qui peuvent être accordés aux huissiers:

a) pour la signification d'une sommation, d'une assignation de témoin et de tout avis, le tarif prévu au Tarif d'honoraires et des frais de transport des huissiers

(R.R.Q., 1981, c. H-4, r.3, compte tenu des modifications qui y ont été ou pourront y être apportées);

b) pour une arrestation ou un emprisonnement d'une personne sauf pour non-paiement d'une amende (a. 734 (7)) et pour l'exécution d'un mandat d'amener un témoin, le tarif d'honoraires et des frais de transport des huissiers (R.R.Q., 1981, c. H-4, r.3, compte tenu des modifications qui y ont été ou pourront y être apportées).

**2.** Les montants mentionnés au présent règlement sont majorés le 1<sup>er</sup> avril 1999, et par la suite à tous les trois ans, à cette même date, de la manière suivante:

1<sup>o</sup> lorsque le montant applicable le 31 mars qui précède est égal ou supérieur à 35 \$, il est majoré selon le taux d'augmentation cumulatif de l'indice général des prix à la consommation pour le Canada, tel que déterminé par Statistiques Canada pour une période de trois ans se terminant le 31 décembre de l'année précédente;

2<sup>o</sup> lorsque le montant applicable le 31 mars qui précède est inférieur à 35 \$, la majoration est faite en appliquant au montant exigible à la date d'entrée en vigueur du règlement le taux d'augmentation cumulatif de l'indice général des prix à la consommation pour le Canada tel que déterminé par Statistiques Canada pour la période débutant le 1<sup>er</sup> janvier de l'année qui précède celle de l'entrée en vigueur de telle disposition et se terminant le 31 décembre de l'année qui précède cette majoration.

Les montants ajustés de la manière prescrite sont diminués au dollar le plus près s'ils comprennent une fraction de dollar inférieure à 0,50 \$; ils sont augmentés au dollar le plus près s'ils comprennent une fraction de dollar égale ou supérieure à 0,50 \$.

Le ministre de la Justice informe le public du résultat de l'indexation faite en vertu du présent article, par voie de la *Gazette officielle du Québec* et s'il le croit opportun par tout autre moyen approprié.

**3.** Le présent règlement entre en vigueur le quinzième jour qui suit la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

30766

Gouvernement du Québec

## Décret 1184-98, 16 septembre 1998

Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (L.R.Q., c. C-61.1)

### Partie des droits qu'un organisme doit verser à la personne morale reconnue en application de l'article 106.3 de la loi

CONCERNANT le Règlement sur la partie des droits qu'un organisme doit verser à la personne morale reconnue en application de l'article 106.3 de la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune

ATTENDU QU'en vertu de l'article 106.6 de la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (L.R.Q., c. C-61.1), introduit par l'article 4 du chapitre 95 des lois de 1997, le gouvernement détermine par règlement la partie des droits dévolus à un organisme partie à un protocole d'entente que celui-ci doit verser pour contribuer au financement de la personne morale reconnue par le ministre pour agir à titre de représentante de cet organisme ainsi que les conditions et les modalités de ce versement et ce pour une période de trois ans à compter de la date déterminée par le gouvernement;

ATTENDU QUE l'article 9 de la Loi modifiant de nouveau la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (1997, c. 95) prévoit qu'un règlement pris en application de l'article 106.6 de la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune n'est pas soumis à l'obligation de publication prévue à l'article 8 de la Loi sur les règlements (L.R.Q., c. R-18.1);

ATTENDU QU'il y a lieu d'édicter le Règlement sur la partie des droits qu'un organisme doit verser à la personne morale reconnue en application de l'article 106.3 de la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune, annexé au présent décret;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de l'Environnement et de la Faune:

QUE le Règlement sur la partie des droits qu'un organisme doit verser à la personne morale reconnue en application de l'article 106.3 de la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune, annexé au présent décret, soit édicté.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
MICHEL NOËL DE TILLY

## Règlement sur la partie des droits qu'un organisme doit verser à la personne morale reconnue en application de l'article 106.3 de la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune

Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (L.R.Q., c. C-61.1, a. 106.6; 1997, c. 95, a. 4)

**1.** Dans le présent règlement, on entend par:

«*organisme*»: un organisme signataire d'un protocole d'entente concernant la gestion d'une zone d'exploitation contrôlée conclu avec le ministre de l'Environnement et de la Faune en vertu de l'article 106 de la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (L.R.Q., c. C-61.1).

**2.** Tout organisme doit, à compter de la date de la publication à la *Gazette officielle du Québec* de l'avis de reconnaissance de la personne morale sans but lucratif visée à l'article 106.3 de la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune, verser à cette personne morale, pour chacune des années 1998, 1999 et 2000, une partie des droits qui lui sont dévolus en vertu de cette loi, pour être membre de cet organisme, pour circuler sur le territoire dont il a la gestion et pour y pratiquer une activité de chasse ou de pêche, laquelle est déterminée comme suit:

1<sup>o</sup> pour l'année 1998: 600 \$, auxquels s'ajoute un montant correspondant à 0,5 % du montant total annuel des droits perçus par l'organisme pendant son exercice financier 1996, pour en être membre, pour circuler sur le territoire dont il a la gestion et pour y pratiquer une activité de chasse ou de pêche; la somme de ces deux montants ne peut toutefois excéder le moindre des deux montants suivants:

a) 2 250 \$;

b) 1,5 % du montant total des droits perçus, visés au présent article, au cours de son exercice financier 1996;

2<sup>o</sup> pour l'année 1999: 1 200 \$ auxquels s'ajoute un montant total correspondant à 1 % du montant total annuel des droits perçus, visés au présent article, au cours de l'exercice financier 1997; la somme de ces deux montants ne peut toutefois excéder le moindre des deux montants suivants:

a) 4 500 \$;

b) 3 % du montant total des droits perçus, visés au présent article, au cours de l'exercice financier 1997;

3<sup>o</sup> pour l'année 2000: 1 200 \$ auxquels s'ajoute un montant correspondant à 1 % du montant total annuel des droits perçus, visés au présent article, au cours de l'exercice financier 1998; la somme de ces deux montants ne peut toutefois excéder le moindre des deux montants suivants:

a) 4 500 \$;

b) 3 % du montant total des droits perçus, visés au présent article, au cours de l'exercice financier 1998.

**3.** La partie des droits, déterminée de la façon prévue à l'article 2, doit être versée par l'organisme en un seul versement pour l'année 1998, soit le 15 octobre 1998 et en deux versements égaux pour les années 1999 et 2000, soit respectivement le 1<sup>er</sup> juin et le 1<sup>er</sup> octobre.

**4.** Le présent règlement entre en vigueur le quinzième jour qui suit la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

30773

**A.M., 1998-012**

**Arrêté du ministre de l'Environnement et de la Faune en date du 14 septembre 1998**

Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (L.R.Q., c. C-61.1)

CONCERNANT le Règlement modifiant le Règlement sur la chasse

LE MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE,

VU les deuxième et troisième alinéas de l'article 56 de la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (L.R.Q., c. C-61.1) modifié par l'article 8 du chapitre 29 des lois de 1998, lequel prévoit que le ministre peut, par règlement, permettre la chasse et le piégeage aux conditions et pour tout animal ou celui d'une catégorie d'animaux qu'il indique et y déterminer en outre:

«1<sup>o</sup> en fonction de son sexe ou de son âge, tout animal ou celui d'une catégorie d'animaux qui peut être chassé;

2<sup>o</sup> la période de l'année, de la journée ou de la nuit pendant laquelle il peut être chassé ou piégé;

3<sup>o</sup> la zone, le territoire ou l'endroit où il peut être chassé ou piégé;

4<sup>o</sup> la catégorie d'armes ou de pièges qui peut être employée.»;

VU l'édition du Règlement sur la chasse par le décret 1383-89 du 23 août 1989;

VU l'édition du Règlement modifiant le Règlement sur la chasse par l'arrêté du ministre de l'Environnement et de la Faune, 1998-1 du 14 juillet 1998;

VU l'article 164 de la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune remplacé par l'article 23 du chapitre 29 des lois de 1998, lequel prévoit qu'un règlement pris par le ministre en vertu des articles 54.1 et 56 n'est pas soumis à l'obligation de publication prévue à l'article 8 de la Loi sur les règlements (L.R.Q., c. R-18.1);

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de remplacer certaines dispositions du Règlement sur la chasse;

ARRÊTE ce qui suit:

Est édicté le Règlement modifiant le Règlement sur la chasse, ci-annexé.

Québec, le 14 septembre 1998

*Le ministre de l'Environnement  
et de la Faune,*  
PAUL BÉGIN

## Règlement modifiant le Règlement sur la chasse<sup>(\*)</sup>

Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (L.R.Q., c. C-61.1, a. 56; 1998, c. 29, a. 8)

**1.** Le premier alinéa de l'article 27 du Règlement sur la chasse est remplacé par le suivant:

«**27.** Sous réserve des deuxième, troisième et quatrième alinéas, la chasse est permise pour les animaux et dans les conditions prévues à l'annexe III; toutefois, dans les parties de territoires dont les plans apparaissent aux annexes XXXV à CXCI, la période de chasse à l'original est déterminée par les dispositions de l'annexe

III.1 sous réserve des deuxième, troisième et quatrième alinéas et dans les zones d'exploitation contrôlée, la chasse à l'original et au cerf de Virginie au moyen des engins de chasse de type 1 ou 2 est régie par l'annexe IV sous réserve des deuxième, troisième et quatrième alinéas.».

**2.** L'annexe III.1 de ce règlement est remplacée par la suivante:

### ANNEXE III.1

(a. 27)

#### PÉRIODES DE CHASSE DANS CERTAINES PARTIES DE TERRITOIRES

Colonne I Animal	Colonne II Parties de territoires	Colonne III Périodes de chasse
Original	Parties dont les plans apparaissent aux annexes XXXV à XL	Période établie pour la réserve faunique Ashuapmushuan <sup>(1)</sup>
	Partie dont le plan apparaît à l'annexe XLI	Période établie pour la réserve faunique des Chic-Chocs <sup>(1)</sup>
	Parties dont les plans apparaissent aux annexes XLII à CXI, CXC, CXCI	Période établie pour la réserve faunique des Laurentides <sup>(1)</sup>
	Parties dont les plans apparaissent aux annexes CXII à CLXXIX	Période établie pour la réserve faunique La Vérendrye <sup>(1)</sup>
	Parties dont les plans apparaissent aux annexes CLXXX à CLXXXIX	Période établie pour la réserve faunique Papineau-Labelle <sup>(1)</sup>

<sup>(1)</sup> Les périodes de chasse indiquées à cette colonne renvoient aux périodes de chasse à l'original prévues à l'annexe I du Règlement sur la chasse dans les réserves fauniques édicté par le décret 838-84 du 4 avril 1984 (1984, G.O. 2, 1750).

**3.** Le présent règlement entre en vigueur le quinzième jour qui suit la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

30774

<sup>(\*)</sup> Les dernières modifications au Règlement sur la chasse, édicté par le décret 1383-89 du 23 août 1989 (1989, G.O. 2, 4959), ont été apportées par les règlements édictés par le décret 538-98 du 22 avril 1998 (1998, G.O. 2, 2248), le décret 965-98 du 21 juillet 1998 (1998, G.O. 2, 4461) et l'arrêté ministériel 1998-1 du 14 juillet 1998 (1998, G.O. 2, 4465). Pour les modifications antérieures, voir le «Tableau des modifications et Index sommaire», Éditeur officiel du Québec, 1998, à jour au 1<sup>er</sup> mars 1998.

**A.M., 1998-008**

**Arrêté du ministre de l'Environnement et de la Faune en date du 14 septembre 1998**

Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (L.R.Q., c. C-61.1)

CONCERNANT le Règlement modifiant le Règlement sur le piégeage et le commerce des fourrures

LE MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA FAUNE,

VU l'article 26.1 de la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (L.R.Q., c. C-61.1) remplacé par l'article 1 du chapitre 29 des lois de 1998, lequel prévoit que le titulaire d'un permis de piégeage peut, durant la période et aux conditions déterminées par règlement du ministre de l'Environnement et de la Faune, endommager le barrage d'un castor pour vérifier la présence de l'espèce ou pour y installer un piège; cet article prévoit également que le titulaire d'un permis de piégeage peut, durant la période et aux conditions déterminées par règlement du ministre, ouvrir la tanière d'un rat musqué pour y installer un piège;

VU le paragraphe 2° de l'article 54.1 de cette loi remplacé par l'article 7 du chapitre 29 des lois de 1998, lequel prévoit que le ministre peut, par règlement:

«2° déterminer la teneur et la durée d'un permis ou d'un certificat, son mode de délivrance, de remplacement ou de renouvellement selon les catégories ou selon l'espèce faunique recherchée, son âge ou son sexe.»;

VU les deuxième et troisième alinéas de l'article 56 de cette loi modifié par l'article 8 du chapitre 29 des lois de 1998, lesquels prévoient notamment que le ministre peut, par règlement, permettre le piégeage aux conditions et pour tout animal ou celui d'une catégorie d'animaux qu'il indique et y déterminer en outre:

«2° la période de l'année, de la journée ou de la nuit pendant laquelle il peut être chassé ou piégé;

3° la zone, le territoire ou l'endroit où il peut être chassé ou piégé;

4° la catégorie d'armes ou de pièges qui peut être employée.»;

VU le quatrième alinéa de l'article 56 de cette loi, lequel prévoit que le ministre peut, également, par règlement:

«1° déterminer les moyens et leurs caractéristiques, ainsi que les animaux, incluant les animaux domestiques et le chien, à l'aide desquels la chasse, le piégeage ou la capture d'un animal qu'il indique est permis;

2° déterminer le nombre maximum d'animaux qui peuvent être tués ou capturés par une personne ou un groupe de personnes pendant une période et dans une zone, un territoire ou dans un endroit qu'il indique.»;

VU l'article 35 de la Loi modifiant la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune et la Loi sur les pêcheries et l'aquaculture commerciales (1998, c. 29), lequel prévoit notamment que les dispositions des règlements édictés par le gouvernement en vertu de l'article 56, des paragraphes 5°, 6°, 8° et 10° à l'égard de la détermination de la teneur et de la durée d'un permis ou d'un certificat, de son mode de délivrance, de remplacement ou de renouvellement selon les catégories de personnes ou selon l'espèce faunique recherchée, son âge ou son sexe ainsi que des paragraphes 14° et 15° de l'article 162 de la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune avant le 17 juin 1998 demeurent en vigueur jusqu'à ce qu'elles soient remplacées ou abrogées par un arrêté du ministre;

VU l'édition du Règlement sur le piégeage et le commerce des fourrures par le décret 1289-91 du 18 septembre 1991;

VU l'article 164 de la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune, remplacé par l'article 23 du chapitre 29 des lois de 1998, lequel prévoit qu'un règlement pris par le ministre en vertu des articles 26.1, 54.1 et 56 n'est pas soumis à l'obligation de publication prévue à l'article 8 de la Loi sur les règlements (L.R.Q., c. R-18.1);

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de remplacer certaines dispositions du Règlement sur le piégeage et le commerce des fourrures;

ARRÊTE ce qui suit:

Est édicté le Règlement modifiant le Règlement sur le piégeage et le commerce des fourrures, ci-annexé.

Québec, le 14 septembre 1998

*Le ministre de l'Environnement  
et de la Faune,*  
PAUL BÉGIN

## Règlement modifiant le Règlement sur le piégeage et le commerce des fourrures\*

Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (L.R.Q., c. C-61.1, a. 26.1, 54.1 et 56; 1998, c. 29, a. 1, 7 et 8)

**1.** L'article 9 du Règlement sur le piégeage et le commerce des fourrures est remplacé par le suivant:

«**9.** Un permis de piégeage doit être signé par son titulaire. De plus, il doit également être signé par la personne qui le délivre sauf pour le permis de piégeage professionnel et pour celui d'aide-piégeur.

Un permis de piégeage d'aide-piégeur doit, pour être valide, porter la signature du titulaire du permis de piégeage professionnel auquel l'aide-piégeur est rattaché. Un tel permis cesse d'être valide lorsque le permis du titulaire cosignataire devient invalide.

Un permis de piégeage professionnel doit, lorsque son titulaire piège sur les territoires visés au paragraphe 4<sup>o</sup> de l'article 26, porter une mention à cet effet inscrite par celui qui le délivre. »

**2.** L'article 18 de ce règlement est remplacé par le suivant:

«**18.** Le piégeage d'un animal est permis à l'aide des moyens suivants:

1<sup>o</sup> un appât, soit une substance nutritive ou olfactive destinée à attirer un animal pour le piéger;

2<sup>o</sup> un leurre, soit un objet inanimé, soit une reproduction artificielle de la forme d'un animal, incluant un animal naturalisé, servant à attirer ou à mettre en confiance un animal pour le piéger;

3<sup>o</sup> un engin de piégeage indiqué à la colonne II de l'annexe I pour chacune des espèces prévues à la colonne I de cette annexe.

Toutefois, le piégeage de l'ours noir est permis au moyen d'un engin de type 2 sauf du 15 mai au 30 juin.

Le titulaire d'un permis de piégeage qui utilise un engin de type 2, 3 ou 5 doit l'installer de manière à ce que l'animal piégé ne puisse jamais se retrouver suspendu sans point d'appui.

\* La dernière modification au Règlement sur le piégeage et le commerce des fourrures, édicté par le décret 1289-91 du 18 septembre 1991 (1991, G.O. 2, 5511), a été apportée par le règlement édicté par le décret 540-98 du 22 avril 1998 (1998, G.O. 2, 2257). Pour les modifications antérieures, voir le « Tableau des modifications et Index sommaire », Éditeur officiel du Québec, 1998, à jour au 1<sup>er</sup> mars 1998.

Le titulaire d'un permis de piégeage peut, durant la période de piégeage du castor et durant les 30 jours qui la précèdent, endommager le barrage de ce dernier pour y vérifier sa présence; il peut également, durant la période de piégeage du castor, endommager le barrage de ce dernier pour y installer un piège.

De plus, le titulaire d'un permis de piégeage peut, durant la période de piégeage du rat musqué, ouvrir la tanière de ce dernier pour y installer un piège sauf du 25 octobre au 1<sup>er</sup> mars dans les zones 4, 5, 6, 7 et 8; cependant il doit refermer la tanière du rat musqué immédiatement après l'installation du piège. »

**3.** L'article 29.1 de règlement est remplacé par le suivant:

«**29.1** Il est permis de capturer, au cours d'une année, deux ours noirs pour le titulaire d'un permis de piégeage général ou pour le titulaire d'un permis de piégeage professionnel.

Il est permis de capturer, dans chacune des zones 1, 2, 10, 11, 12, 14, 15, 18 et la partie sud de la zone 19, au cours d'une année, deux lynx du Canada pour le titulaire d'un permis de piégeage général ou pour le titulaire d'un permis de piégeage professionnel; cette limite de capture s'applique également dans chacune des réserves fauniques située dans ces zones.

La limite de capture visée au deuxième alinéa ne s'applique pas à la partie ouest de la zone 12 décrite à l'annexe XV et à la partie ouest de la zone 14 décrite à l'annexe XVI.

Toutefois, le titulaire d'un permis de piégeage professionnel qui piège sur un territoire visé au paragraphe 4<sup>o</sup> de l'article 26 peut bénéficier de la limite de capture d'un autre titulaire de permis de piégeage professionnel qui l'a autorisé à piéger en autant que ce dernier n'a pas encore atteint les limites de capture établies aux premier et deuxième alinéas.

Aux fins des premier, deuxième et quatrième alinéas, les ours et les lynx capturés par les aides-piégeurs d'un titulaire de permis de piégeage professionnel sont comptés comme des ours ou des lynx capturés par ce titulaire de permis de piégeage professionnel. »

**4.** Les annexes III et IV de ce règlement sont remplacées par les annexes III et IV ci-jointes.

**5.** Les annexes XV et XVI ci-jointes sont insérées après l'annexe XIV de ce règlement.

**6.** Le présent règlement entre en vigueur le quinzième jour qui suit la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

**ANNEXE III**

(a.17 et 19)

**PÉRIODES DE PIÉGEAGE DANS LES ZONES DE PÊCHE, DE CHASSE ET DE PIÉGEAGE**

Zones/espèces	Ours noir	Rat musqué	Belette à longue queue Belette pygmée Coyote Écureuil gris Écureuil roux Hermine Loup Mouffette rayée Raton laveur Renard arctique (bleu ou blanc) Renard roux (argenté, croisé ou roux)	Castor Vison d'Amérique Loutre de rivière	Martre d'Amérique Pékan	Lynx du Canada
1	15-05/30-06 18-10/15-12	01-11/30-04	18-10/01-03	01-11/01-03	01-11/31-12	15-11/15-12
2 sauf la partie décrite à l'annexe VI	15-05/30-06 18-10/15-12	25-10/30-04	18-10/01-03	25-10/01-03	01-11/31-12	15-11/15-12
3	15-05/30-06 25-10/15-12	25-10/30-04	25-10/01-03	25-10/01-03	25-10/31-01	—
4	15-05/30-06 25-10/15-12	25-10/15-04	25-10/01-03	15-11/01-03	25-10/31-01	—
5,6,7 sauf la partie décrite à l'annexe XII	15-05/30-06 25-10/15-12	25-10/15-04	25-10/01-03	15-11/01-03	25-10/31-01	—
8 sauf la partie décrite à l'annexe VII	15-05/30-06 25-10/15-12	25-10/15-04	25-10/01-03	08-11/01-03	08-11/31-01	—
9 sauf la partie décrite à l'annexe VIII	15-05/30-06 25-10/15-12	25-10/30-04	25-10/01-03	25-10/01-03	25-10/01-03	—
10 sauf les parties décrites aux annexes IX et XI	15-05/05-06 25-10/15-12	25-10/30-04	25-10/01-03	25-10/01-03	25-10/01-03	15-11/15-12
La partie de 10 décrite à l'annexe XI	15-05/05-06 25-10/15-12	25-10/25-11 01-03/15-04	25-10/01-03	25-10/01-03	25-10/01-03	—
11,15	15-05/30-06 25-10/15-12	25-10/30-04	25-10/01-03	25-10/01-03	25-10/01-03	01-12/31-12
12,13,14,16	15-05/30-06 18-10/15-12	18-10/30-04	18-10/01-03	18-10/15-03	18-10/01-03	15-11/15-12
18 sauf les parties décrites aux annexes X et XIII	15-05/30-06 18-10/15-12	18-10/30-04	18-10/01-03	18-10/15-03	18-10/01-03	01-12/31-12
Partie sud de la zone 19 sauf la partie décrite à l'annexe XIV	15-05/30-06 15-09/15-11	11-10/15-05	11-10/01-03	11-10/15-03	11-10/01-03	15-12/15-01
20	—	01-11/30-04	01-11/01-03 (note 2)	01-11/15-03 (note 2)	—	—
21	15-05/30-06 18-10/15-12	18-10/30-04	18-10/01-03 (note 1)	18-10/15-03	18-10/01-03	—

Note 1: Dans la zone 21, (Îles-de-la-Madeleine) le piégeage du Renard roux (argenté, croisé ou roux) est permis du 1<sup>er</sup> décembre au 15 décembre.

Note 2: Dans la zone 20, seul le piégeage de la Loutre de rivière, du Castor et du Renard roux (argenté, croisé ou roux) est permis.

**ANNEXE IV**

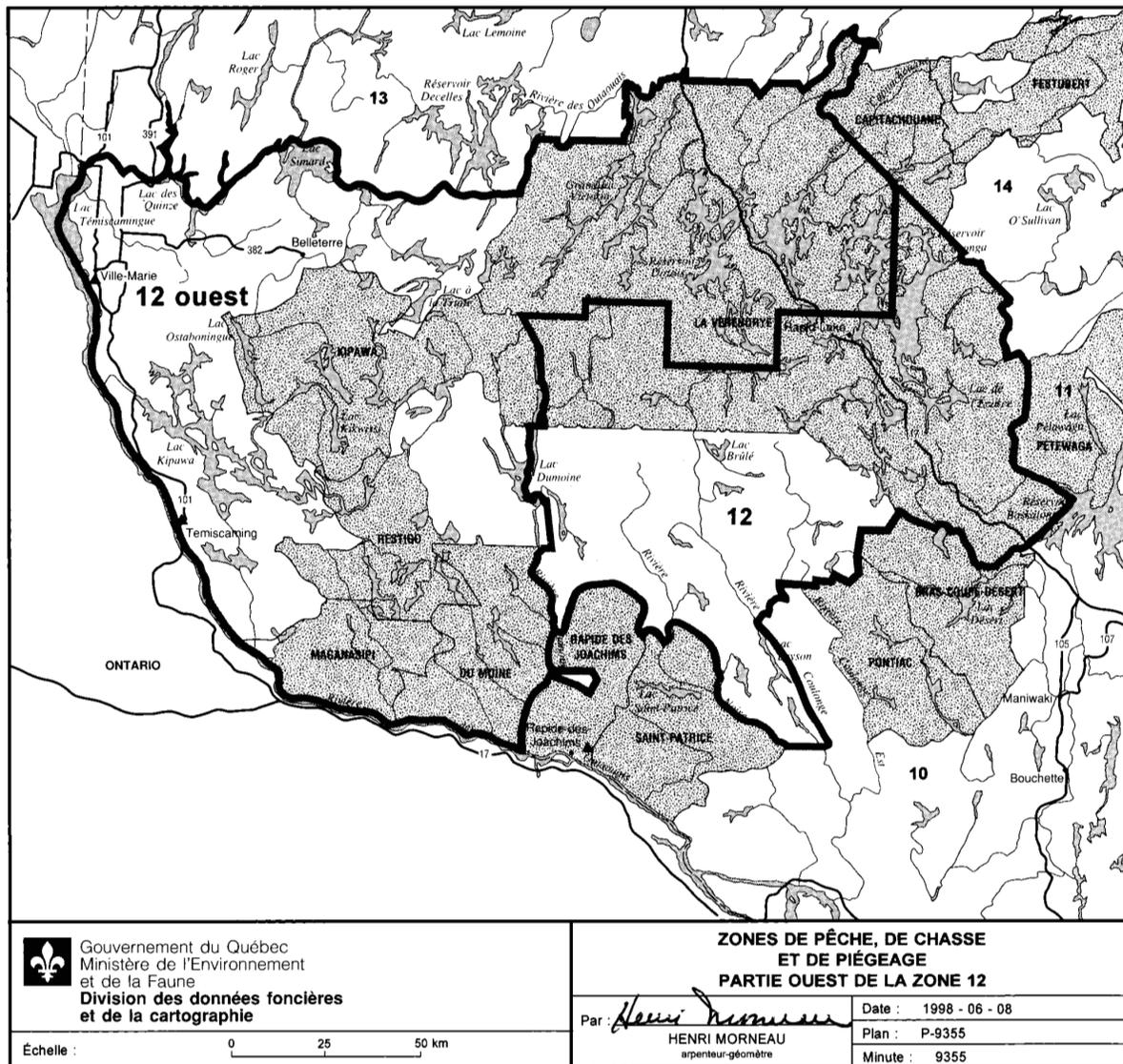
(a.17 et 19)

**PÉRIODES DE PIÉGEAGE DANS LES RÉSERVES FAUNIQUES**

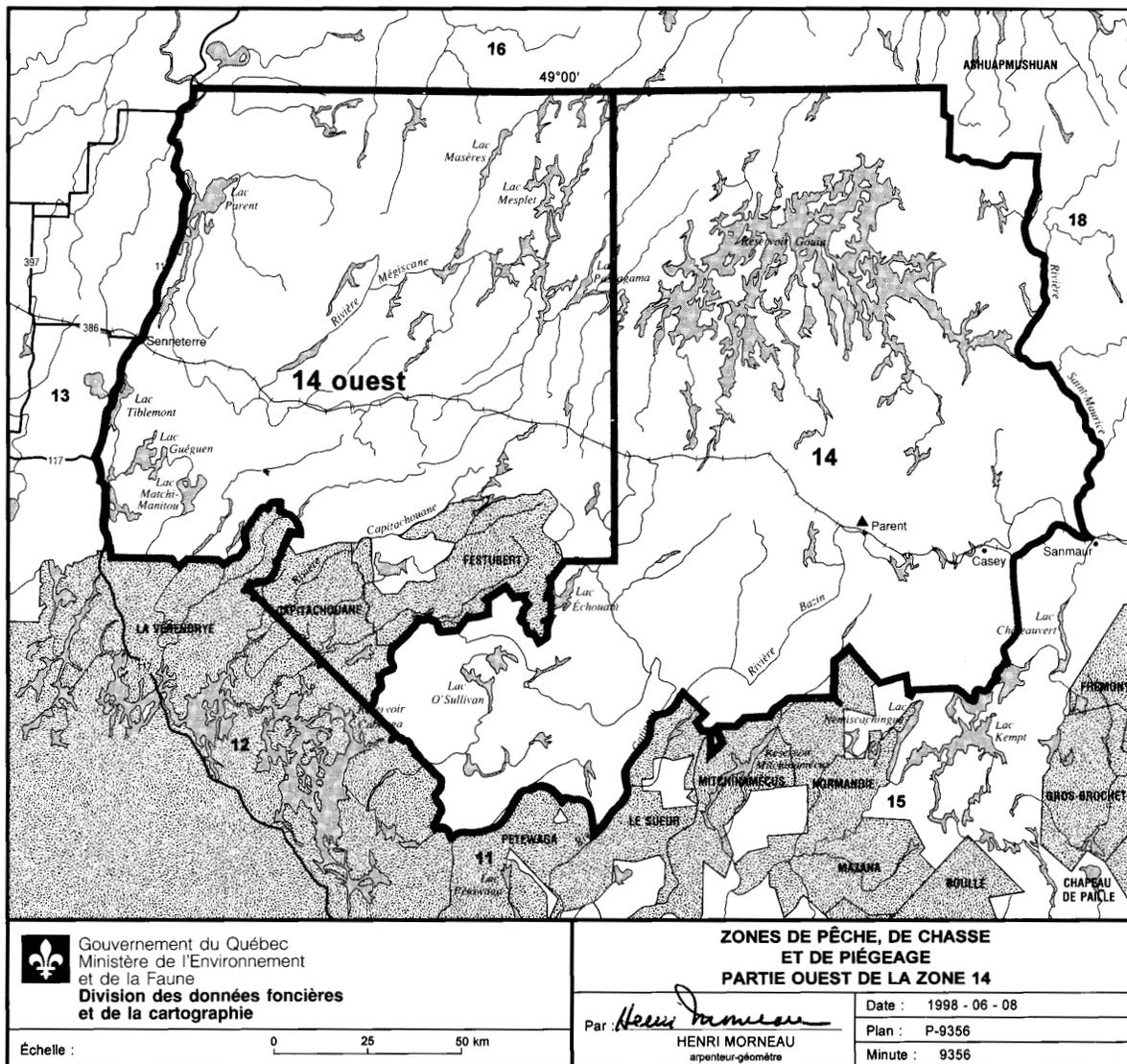
Réserve faunique	Ours noir	Rat musqué	Belette à longue queue Belette pygmée Coyote Écureuil gris Écureuil roux Hermine Loup Mouffette rayée Raton laveur Renard arctique (bleu ou blanc) Renard roux (argenté, croisé ou roux)	Castor Vison d'Amérique Loutre de rivière	Martre d'Amérique Pékan	Lynx du Canada
d'Aiguebelle	15-05/30-06 18-10/15-12	18-10/30-04	18-10/01-03	18-10/15-03	18-10/01-03	15-11/15-12
des Chic-Chocs	18-10/15-12	01-11/30-04	18-10/01-03	01-11/01-03	01-11/31-12	15-11/15-12
de Dunière	18-10/15-12	01-11/30-04	18-10/01-03	01-11/01-03	01-11/31-12	15-11/15-12
Laurentides	18-10/15-12	18-10/30-04	18-10/01-03	18-10/15-03	18-10/15-12	01-12/31-12
La Vérendrye	18-10/15-12	18-10/30-04	18-10/01-03	18-10/15-03	18-10/01-03	15-11/15-12
Mastigouche	25-10/15-12	25-10/30-04	25-10/01-03	25-10/01-03	25-10/01-03	01-12/31-12
de Matane	18-10/15-12	01-11/30-04	18-10/01-03	01-11/01-03	01-11/31-12	15-11/15-12
de Papineau-Labelle	15-05/05-06 25-10/15-12	25-10/30-04	25-10/01-03	25-10/01-03	15-11/01-12	15-11/15-12
de Plaisance	—	25-10/25-11 01-03/15-04	—	25-10/25-11 (note 1)	—	—
de Port-Daniel	15-05/30-06 18-10/15-12	01-11/30-04	18-10/01-03	01-11/01-03	01-11/31-12	15-11/15-12
de Portneuf	25-10/15-12	25-10/30-04	25-10/01-03	25-10/01-03	25-10/01-03	01-12/31-12
de Rimouski	18-10/15-12	25-10/30-04	18-10/01-03	25-10/01-03	01-11/31-12	15-11/15-12
de Rouge-Matawin	15-05/30-06 25-10/15-12	25-10/30-04	25-10/01-03	25-10/01-03	25-10/01-03	01-12/31-12
de Saint-Maurice	25-10/15-12	25-10/30-04	25-10/01-03	25-10/01-03	25-10/01-03	01-12/31-12
de Sept-Îles – Port-Cartier	15-05/30-06 11-10/15-11	11-10/15-05	11-10/01-03	11-10/15-03	11-10/01-03	15-12/15-01

(1) Dans la réserve faunique de Plaisance, seul le piégeage du Vison d'Amérique et du Castor est permis.

## ANNEXE XV



ANNEXE XVI





## Projets de règlement

### Projet de règlement

Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles  
(L.R.Q., c. A-3.001)

#### Table des indemnités de remplacement du revenu pour l'année 1999

Avis est donné par les présentes, conformément aux articles 10 et 11 de la Loi sur les règlements (L.R.Q., c. R-18.1), que le projet de «Règlement sur la table des indemnités de remplacement du revenu pour l'année 1999» dont le texte apparaît ci-dessous, pourra être adopté par la Commission de la santé et de la sécurité du travail à l'expiration d'un délai de 45 jours à compter de la présente publication.

Ce projet de règlement vise à ajuster la table des indemnités de remplacement du revenu en fonction des changements survenus à l'impôt sur le revenu payable en vertu de la Loi sur les impôts (L.R.Q., c. I-3) et de la Loi concernant les impôts sur le revenu (Statuts révisés du Canada, 1985, c. I, 5<sup>e</sup> supplément), à la cotisation ouvrière payable en vertu de la Loi sur l'assurance-emploi (Lois du Canada, 1996, c. 23) et à la cotisation payable par le travailleur en vertu de la Loi sur le régime de rentes du Québec (L.R.Q., c. R-9). Il vise également à ajuster l'indemnité de remplacement du revenu maximum en fonction du maximum annuel assurable déterminé conformément à l'article 66 de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (L.R.Q., c. A-3.001) pour l'année 1999.

À ce jour, l'étude du dossier révèle les impacts suivants sur les citoyens et les entreprises concernés directement par ces modifications:

— Comme tout autre travailleur recevant un salaire en 1999, le travailleur recevant une indemnité de remplacement du revenu verra son revenu net ajusté en fonction des changements survenus aux Lois de l'impôt, à l'assurance-emploi et à la Régie des rentes;

— Les travailleurs bénéficieront d'un seuil maximum plus élevé;

— Cette nouvelle table n'aura pas d'impact significatif dans la tarification servant à établir la cotisation des employeurs.

Des renseignements additionnels peuvent être obtenus en s'adressant à monsieur René Peterson, 524, rue Bourdages, à Québec, téléphone (418) 643-1227, télécopieur (418) 528-2081.

Toute personne intéressée ayant des commentaires à formuler à ce sujet est priée de les faire parvenir par

écrit, avant l'expiration de ce délai, à monsieur Roland Longchamps, vice-président aux finances, Commission de la santé et de la sécurité du travail, 524, rue Bourdages, Québec (Québec) G1K 7E2.

*Le président du conseil d'administration  
et chef de la direction  
de la Commission de la santé  
et de la sécurité du travail,*  
TREFFLÉ LACOMBE

### Règlement sur la table des indemnités de remplacement du revenu pour l'année 1999

Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles  
(L.R.Q., c. A-3.001, a. 63)

**1.** Aux fins de l'établissement de l'indemnité de remplacement du revenu à compter de la quinzième journée, le revenu brut du travailleur est pris en considération jusqu'à concurrence du maximum annuel assurable de 50 500 \$ pour l'année 1999.

**2.** Aux fins du calcul du revenu net retenu, les situations familiales sont déterminées de la façon suivante:

1<sup>o</sup> Travailleur avec conjoint à charge:

- a) Travailleur avec conjoint;
- b) Travailleur avec conjoint et 1 personne à charge;
- c) Travailleur avec conjoint et 2 personnes à charge;
- d) Travailleur avec conjoint et 3 personnes à charge;
- e) Travailleur avec conjoint et 4 personnes à charge et plus.

2<sup>o</sup> Travailleur avec conjoint non à charge:

- a) Travailleur sans personne à charge;
- b) Travailleur avec 1 personne à charge;
- c) Travailleur avec 2 personnes à charge;
- d) Travailleur avec 3 personnes à charge;
- e) Travailleur avec 4 personnes à charge et plus.

3<sup>o</sup> Célibataire ou famille monoparentale:

- a) Travailleur sans personne à charge;
- b) Travailleur avec 1 personne à charge;
- c) Travailleur avec 2 personnes à charge;
- d) Travailleur avec 3 personnes à charge;
- e) Travailleur avec 4 personnes à charge et plus.

**3.** Le présent règlement entre en vigueur le quinzième jour qui suit la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

Revenu brut annuel	Indemnités de remplacement du revenu (90 % du revenu net retenu pour 1999) Travailleur avec conjoint à charge Nombre de personnes à charge (incluant le conjoint)				
	1	2	3	4	5 et plus
100	87,57	87,57	87,57	87,57	87,57
200	175,14	175,14	175,14	175,14	175,14
300	262,71	262,71	262,71	262,71	262,71
400	350,28	350,28	350,28	350,28	350,28
500	437,85	437,85	437,85	437,85	437,85
600	525,42	525,42	525,42	525,42	525,42
700	612,99	612,99	612,99	612,99	612,99
800	700,56	700,56	700,56	700,56	700,56
900	788,13	788,13	788,13	788,13	788,13
1 000	875,70	875,70	875,70	875,70	875,70
1 100	963,27	963,27	963,27	963,27	963,27
1 200	1 050,84	1 050,84	1 050,84	1 050,84	1 050,84
1 300	1 138,41	1 138,41	1 138,41	1 138,41	1 138,41
1 400	1 225,98	1 225,98	1 225,98	1 225,98	1 225,98
1 500	1 313,55	1 313,55	1 313,55	1 313,55	1 313,55
1 600	1 401,12	1 401,12	1 401,12	1 401,12	1 401,12
1 700	1 488,69	1 488,69	1 488,69	1 488,69	1 488,69
1 800	1 576,26	1 576,26	1 576,26	1 576,26	1 576,26
1 900	1 663,83	1 663,83	1 663,83	1 663,83	1 663,83
2 000	1 751,40	1 751,40	1 751,40	1 751,40	1 751,40
2 100	1 838,97	1 838,97	1 838,97	1 838,97	1 838,97
2 200	1 926,54	1 926,54	1 926,54	1 926,54	1 926,54
2 300	2 014,11	2 014,11	2 014,11	2 014,11	2 014,11
2 400	2 101,68	2 101,68	2 101,68	2 101,68	2 101,68
2 500	2 189,25	2 189,25	2 189,25	2 189,25	2 189,25
2 600	2 276,82	2 276,82	2 276,82	2 276,82	2 276,82
2 700	2 364,39	2 364,39	2 364,39	2 364,39	2 364,39
2 800	2 451,96	2 451,96	2 451,96	2 451,96	2 451,96
2 900	2 539,53	2 539,53	2 539,53	2 539,53	2 539,53
3 000	2 627,10	2 627,10	2 627,10	2 627,10	2 627,10
3 100	2 714,67	2 714,67	2 714,67	2 714,67	2 714,67
3 200	2 802,24	2 802,24	2 802,24	2 802,24	2 802,24
3 300	2 889,81	2 889,81	2 889,81	2 889,81	2 889,81
3 400	2 977,38	2 977,38	2 977,38	2 977,38	2 977,38
3 500	3 064,95	3 064,95	3 064,95	3 064,95	3 064,95
3 600	3 149,37	3 149,37	3 149,37	3 149,37	3 149,37
3 700	3 233,79	3 233,79	3 233,79	3 233,79	3 233,79
3 800	3 318,21	3 318,21	3 318,21	3 318,21	3 318,21
3 900	3 402,63	3 402,63	3 402,63	3 402,63	3 402,63
4 000	3 487,05	3 487,05	3 487,05	3 487,05	3 487,05
4 100	3 571,47	3 571,47	3 571,47	3 571,47	3 571,47
4 200	3 655,89	3 655,89	3 655,89	3 655,89	3 655,89
4 300	3 740,31	3 740,31	3 740,31	3 740,31	3 740,31
4 400	3 824,73	3 824,73	3 824,73	3 824,73	3 824,73
4 500	3 909,15	3 909,15	3 909,15	3 909,15	3 909,15
4 600	3 993,57	3 993,57	3 993,57	3 993,57	3 993,57
4 700	4 077,99	4 077,99	4 077,99	4 077,99	4 077,99
4 800	4 162,41	4 162,41	4 162,41	4 162,41	4 162,41
4 900	4 246,83	4 246,83	4 246,83	4 246,83	4 246,83
5 000	4 331,25	4 331,25	4 331,25	4 331,25	4 331,25
5 100	4 415,67	4 415,67	4 415,67	4 415,67	4 415,67

Revenu brut annuel	Indemnités de remplacement du revenu (90 % du revenu net retenu pour 1999) Travailleur avec conjoint à charge Nombre de personnes à charge (incluant le conjoint)				
	1	2	3	4	5 et plus
5 200	4 500,09	4 500,09	4 500,09	4 500,09	4 500,09
5 300	4 584,51	4 584,51	4 584,51	4 584,51	4 584,51
5 400	4 668,93	4 668,93	4 668,93	4 668,93	4 668,93
5 500	4 753,35	4 753,35	4 753,35	4 753,35	4 753,35
5 600	4 837,77	4 837,77	4 837,77	4 837,77	4 837,77
5 700	4 922,19	4 922,19	4 922,19	4 922,19	4 922,19
5 800	5 006,61	5 006,61	5 006,61	5 006,61	5 006,61
5 900	5 091,03	5 091,03	5 091,03	5 091,03	5 091,03
6 000	5 175,45	5 175,45	5 175,45	5 175,45	5 175,45
6 100	5 259,87	5 259,87	5 259,87	5 259,87	5 259,87
6 200	5 344,29	5 344,29	5 344,29	5 344,29	5 344,29
6 300	5 428,71	5 428,71	5 428,71	5 428,71	5 428,71
6 400	5 513,13	5 513,13	5 513,13	5 513,13	5 513,13
6 500	5 597,55	5 597,55	5 597,55	5 597,55	5 597,55
6 600	5 681,97	5 681,97	5 681,97	5 681,97	5 681,97
6 700	5 766,39	5 766,39	5 766,39	5 766,39	5 766,39
6 800	5 850,81	5 850,81	5 850,81	5 850,81	5 850,81
6 900	5 935,23	5 935,23	5 935,23	5 935,23	5 935,23
7 000	6 019,65	6 019,65	6 019,65	6 019,65	6 019,65
7 100	6 104,07	6 104,07	6 104,07	6 104,07	6 104,07
7 200	6 188,49	6 188,49	6 188,49	6 188,49	6 188,49
7 300	6 272,91	6 272,91	6 272,91	6 272,91	6 272,91
7 400	6 357,33	6 357,33	6 357,33	6 357,33	6 357,33
7 500	6 441,75	6 441,75	6 441,75	6 441,75	6 441,75
7 600	6 526,17	6 526,17	6 526,17	6 526,17	6 526,17
7 700	6 610,59	6 610,59	6 610,59	6 610,59	6 610,59
7 800	6 695,01	6 695,01	6 695,01	6 695,01	6 695,01
7 900	6 779,43	6 779,43	6 779,43	6 779,43	6 779,43
8 000	6 863,85	6 863,85	6 863,85	6 863,85	6 863,85
8 100	6 948,27	6 948,27	6 948,27	6 948,27	6 948,27
8 200	7 032,69	7 032,69	7 032,69	7 032,69	7 032,69
8 300	7 117,11	7 117,11	7 117,11	7 117,11	7 117,11
8 400	7 201,53	7 201,53	7 201,53	7 201,53	7 201,53
8 500	7 285,95	7 285,95	7 285,95	7 285,95	7 285,95
8 600	7 370,37	7 370,37	7 370,37	7 370,37	7 370,37
8 700	7 454,79	7 454,79	7 454,79	7 454,79	7 454,79
8 800	7 539,21	7 539,21	7 539,21	7 539,21	7 539,21
8 900	7 623,63	7 623,63	7 623,63	7 623,63	7 623,63
9 000	7 708,05	7 708,05	7 708,05	7 708,05	7 708,05
9 100	7 792,47	7 792,47	7 792,47	7 792,47	7 792,47
9 200	7 876,89	7 876,89	7 876,89	7 876,89	7 876,89
9 300	7 961,31	7 961,31	7 961,31	7 961,31	7 961,31
9 400	8 045,73	8 045,73	8 045,73	8 045,73	8 045,73
9 500	8 130,15	8 130,15	8 130,15	8 130,15	8 130,15
9 600	8 214,57	8 214,57	8 214,57	8 214,57	8 214,57
9 700	8 298,99	8 298,99	8 298,99	8 298,99	8 298,99
9 800	8 383,41	8 383,41	8 383,41	8 383,41	8 383,41
9 900	8 467,83	8 467,83	8 467,83	8 467,83	8 467,83
10 000	8 552,25	8 552,25	8 552,25	8 552,25	8 552,25
10 100	8 636,67	8 636,67	8 636,67	8 636,67	8 636,67
10 200	8 721,09	8 721,09	8 721,09	8 721,09	8 721,09

Revenu brut annuel	Indemnités de remplacement du revenu (90 % du revenu net retenu pour 1999) Travailleur avec conjoint à charge Nombre de personnes à charge (incluant le conjoint)				
	1	2	3	4	5 et plus
10 300	8 805,51	8 805,51	8 805,51	8 805,51	8 805,51
10 400	8 889,93	8 889,93	8 889,93	8 889,93	8 889,93
10 500	8 974,35	8 974,35	8 974,35	8 974,35	8 974,35
10 600	9 058,77	9 058,77	9 058,77	9 058,77	9 058,77
10 700	9 143,19	9 143,19	9 143,19	9 143,19	9 143,19
10 800	9 227,61	9 227,61	9 227,61	9 227,61	9 227,61
10 900	9 312,03	9 312,03	9 312,03	9 312,03	9 312,03
11 000	9 396,45	9 396,45	9 396,45	9 396,45	9 396,45
11 100	9 480,87	9 480,87	9 480,87	9 480,87	9 480,87
11 200	9 565,29	9 565,29	9 565,29	9 565,29	9 565,29
11 300	9 649,71	9 649,71	9 649,71	9 649,71	9 649,71
11 400	9 734,13	9 734,13	9 734,13	9 734,13	9 734,13
11 500	9 818,55	9 818,55	9 818,55	9 818,55	9 818,55
11 600	9 902,97	9 902,97	9 902,97	9 902,97	9 902,97
11 700	9 987,39	9 987,39	9 987,39	9 987,39	9 987,39
11 800	10 071,81	10 071,81	10 071,81	10 071,81	10 071,81
11 900	10 156,23	10 156,23	10 156,23	10 156,23	10 156,23
12 000	10 240,65	10 240,65	10 240,65	10 240,65	10 240,65
12 100	10 325,07	10 325,07	10 325,07	10 325,07	10 325,07
12 200	10 409,49	10 409,49	10 409,49	10 409,49	10 409,49
12 300	10 493,91	10 493,91	10 493,91	10 493,91	10 493,91
12 400	10 578,33	10 578,33	10 578,33	10 578,33	10 578,33
12 500	10 662,75	10 662,75	10 662,75	10 662,75	10 662,75
12 600	10 747,17	10 747,17	10 747,17	10 747,17	10 747,17
12 700	10 831,59	10 831,59	10 831,59	10 831,59	10 831,59
12 800	10 916,01	10 916,01	10 916,01	10 916,01	10 916,01
12 900	11 000,43	11 000,43	11 000,43	11 000,43	11 000,43
13 000	11 084,85	11 084,85	11 084,85	11 084,85	11 084,85
13 100	11 169,27	11 169,27	11 169,27	11 169,27	11 169,27
13 200	11 253,69	11 253,69	11 253,69	11 253,69	11 253,69
13 300	11 338,11	11 338,11	11 338,11	11 338,11	11 338,11
13 400	11 422,53	11 422,53	11 422,53	11 422,53	11 422,53
13 500	11 506,95	11 506,95	11 506,95	11 506,95	11 506,95
13 600	11 585,84	11 585,84	11 585,84	11 585,84	11 585,84
13 700	11 658,27	11 658,27	11 658,27	11 658,27	11 658,27
13 800	11 730,71	11 730,71	11 730,71	11 730,71	11 730,71
13 900	11 803,15	11 803,15	11 803,15	11 803,15	11 803,15
14 000	11 875,13	11 875,13	11 875,13	11 875,13	11 875,13
14 100	11 947,06	11 947,06	11 947,06	11 947,06	11 947,06
14 200	12 018,99	12 018,99	12 018,99	12 018,99	12 018,99
14 300	12 090,91	12 090,91	12 090,91	12 090,91	12 090,91
14 400	12 162,84	12 162,84	12 162,84	12 162,84	12 162,84
14 500	12 234,76	12 234,76	12 234,76	12 234,76	12 234,76
14 600	12 306,69	12 306,69	12 306,69	12 306,69	12 306,69
14 700	12 378,61	12 378,61	12 378,61	12 378,61	12 378,61
14 800	12 450,54	12 450,54	12 450,54	12 450,54	12 450,54
14 900	12 522,46	12 522,46	12 522,46	12 522,46	12 522,46
15 000	12 594,39	12 594,39	12 594,39	12 594,39	12 594,39
15 100	12 666,32	12 666,32	12 666,32	12 666,32	12 666,32
15 200	12 738,24	12 738,24	12 738,24	12 738,24	12 738,24
15 300	12 810,17	12 810,17	12 810,17	12 810,17	12 810,17

Revenu brut annuel	Indemnités de remplacement du revenu (90 % du revenu net retenu pour 1999) Travailleur avec conjoint à charge Nombre de personnes à charge (incluant le conjoint)				
	1	2	3	4	5 et plus
15 400	12 882,09	12 882,09	12 882,09	12 882,09	12 882,09
15 500	12 954,02	12 954,02	12 954,02	12 954,02	12 954,02
15 600	13 025,94	13 025,94	13 025,94	13 025,94	13 025,94
15 700	13 097,87	13 097,87	13 097,87	13 097,87	13 097,87
15 800	13 169,79	13 169,79	13 169,79	13 169,79	13 169,79
15 900	13 241,72	13 241,72	13 241,72	13 241,72	13 241,72
16 000	13 313,65	13 313,65	13 313,65	13 313,65	13 313,65
16 100	13 385,57	13 385,57	13 385,57	13 385,57	13 385,57
16 200	13 457,50	13 457,50	13 457,50	13 457,50	13 457,50
16 300	13 529,42	13 529,42	13 529,42	13 529,42	13 529,42
16 400	13 601,35	13 601,35	13 601,35	13 601,35	13 601,35
16 500	13 673,27	13 673,27	13 673,27	13 673,27	13 673,27
16 600	13 745,20	13 745,20	13 745,20	13 745,20	13 745,20
16 700	13 817,12	13 817,12	13 817,12	13 817,12	13 817,12
16 800	13 889,05	13 889,05	13 889,05	13 889,05	13 889,05
16 900	13 960,98	13 960,98	13 960,98	13 960,98	13 960,98
17 000	14 032,90	14 032,90	14 032,90	14 032,90	14 032,90
17 100	14 104,83	14 104,83	14 104,83	14 104,83	14 104,83
17 200	14 176,75	14 176,75	14 176,75	14 176,75	14 176,75
17 300	14 248,68	14 248,68	14 248,68	14 248,68	14 248,68
17 400	14 320,60	14 320,60	14 320,60	14 320,60	14 320,60
17 500	14 392,53	14 392,53	14 392,53	14 392,53	14 392,53
17 600	14 464,46	14 464,46	14 464,46	14 464,46	14 464,46
17 700	14 536,38	14 536,38	14 536,38	14 536,38	14 536,38
17 800	14 608,31	14 608,31	14 608,31	14 608,31	14 608,31
17 900	14 680,23	14 680,23	14 680,23	14 680,23	14 680,23
18 000	14 752,16	14 752,16	14 752,16	14 752,16	14 752,16
18 100	14 824,08	14 824,08	14 824,08	14 824,08	14 824,08
18 200	14 896,01	14 896,01	14 896,01	14 896,01	14 896,01
18 300	14 967,93	14 967,93	14 967,93	14 967,93	14 967,93
18 400	15 039,86	15 039,86	15 039,86	15 039,86	15 039,86
18 500	15 111,79	15 111,79	15 111,79	15 111,79	15 111,79
18 600	15 183,71	15 183,71	15 183,71	15 183,71	15 183,71
18 700	15 255,64	15 255,64	15 255,64	15 255,64	15 255,64
18 800	15 327,56	15 327,56	15 327,56	15 327,56	15 327,56
18 900	15 399,49	15 399,49	15 399,49	15 399,49	15 399,49
19 000	15 466,90	15 471,41	15 471,41	15 471,41	15 471,41
19 100	15 520,77	15 543,34	15 543,34	15 543,34	15 543,34
19 200	15 574,64	15 615,26	15 615,26	15 615,26	15 615,26
19 300	15 628,51	15 687,19	15 687,19	15 687,19	15 687,19
19 400	15 682,39	15 759,12	15 759,12	15 759,12	15 759,12
19 500	15 736,26	15 831,04	15 831,04	15 831,04	15 831,04
19 600	15 790,13	15 902,97	15 902,97	15 902,97	15 902,97
19 700	15 844,00	15 974,89	15 974,89	15 974,89	15 974,89
19 800	15 897,87	16 046,82	16 046,82	16 046,82	16 046,82
19 900	15 951,74	16 118,74	16 118,74	16 118,74	16 118,74
20 000	16 005,61	16 190,67	16 190,67	16 190,67	16 190,67
20 100	16 059,49	16 262,59	16 262,59	16 262,59	16 262,59
20 200	16 113,36	16 334,52	16 334,52	16 334,52	16 334,52
20 300	16 167,23	16 406,45	16 406,45	16 406,45	16 406,45
20 400	16 221,10	16 478,37	16 478,37	16 478,37	16 478,37

Revenu brut annuel	Indemnités de remplacement du revenu (90 % du revenu net retenu pour 1999) Travailleur avec conjoint à charge Nombre de personnes à charge (incluant le conjoint)				
	1	2	3	4	5 et plus
20 500	16 274,97	16 550,30	16 550,30	16 550,30	16 550,30
20 600	16 328,84	16 622,22	16 622,22	16 622,22	16 622,22
20 700	16 382,72	16 694,15	16 694,15	16 694,15	16 694,15
20 800	16 436,59	16 766,07	16 766,07	16 766,07	16 766,07
20 900	16 490,46	16 838,00	16 838,00	16 838,00	16 838,00
21 000	16 544,33	16 909,92	16 909,92	16 909,92	16 909,92
21 100	16 598,20	16 981,85	16 981,85	16 981,85	16 981,85
21 200	16 652,07	17 053,78	17 053,78	17 053,78	17 053,78
21 300	16 705,95	17 125,70	17 125,70	17 125,70	17 125,70
21 400	16 759,82	17 197,63	17 197,63	17 197,63	17 197,63
21 500	16 813,69	17 269,55	17 269,55	17 269,55	17 269,55
21 600	16 867,56	17 341,48	17 341,48	17 341,48	17 341,48
21 700	16 921,43	17 413,40	17 413,40	17 413,40	17 413,40
21 800	16 975,30	17 485,33	17 485,33	17 485,33	17 485,33
21 900	17 029,17	17 557,25	17 557,25	17 557,25	17 557,25
22 000	17 083,05	17 629,18	17 629,18	17 629,18	17 629,18
22 100	17 136,92	17 701,11	17 701,11	17 701,11	17 701,11
22 200	17 190,79	17 773,03	17 773,03	17 773,03	17 773,03
22 300	17 244,66	17 844,96	17 844,96	17 844,96	17 844,96
22 400	17 298,53	17 916,88	17 916,88	17 916,88	17 916,88
22 500	17 352,40	17 988,81	17 988,81	17 988,81	17 988,81
22 600	17 406,28	18 060,73	18 060,73	18 060,73	18 060,73
22 700	17 460,15	18 132,66	18 132,66	18 132,66	18 132,66
22 800	17 514,02	18 204,58	18 204,58	18 204,58	18 204,58
22 900	17 567,89	18 276,51	18 276,51	18 276,51	18 276,51
23 000	17 621,76	18 348,44	18 348,44	18 348,44	18 348,44
23 100	17 675,63	18 420,36	18 420,36	18 420,36	18 420,36
23 200	17 729,50	18 492,29	18 492,29	18 492,29	18 492,29
23 300	17 783,38	18 564,21	18 564,21	18 564,21	18 564,21
23 400	17 837,25	18 636,14	18 636,14	18 636,14	18 636,14
23 500	17 891,12	18 708,06	18 708,06	18 708,06	18 708,06
23 600	17 944,99	18 779,99	18 779,99	18 779,99	18 779,99
23 700	17 998,86	18 851,91	18 851,91	18 851,91	18 851,91
23 800	18 052,73	18 923,84	18 923,84	18 923,84	18 923,84
23 900	18 106,61	18 995,77	18 995,77	18 995,77	18 995,77
24 000	18 160,48	19 067,69	19 067,69	19 067,69	19 067,69
24 100	18 214,35	19 139,62	19 139,62	19 139,62	19 139,62
24 200	18 268,22	19 211,54	19 211,54	19 211,54	19 211,54
24 300	18 322,09	19 283,47	19 283,47	19 283,47	19 283,47
24 400	18 375,96	19 355,39	19 355,39	19 355,39	19 355,39
24 500	18 429,84	19 427,32	19 427,32	19 427,32	19 427,32
24 600	18 483,71	19 499,24	19 499,24	19 499,24	19 499,24
24 700	18 537,58	19 571,17	19 571,17	19 571,17	19 571,17
24 800	18 591,45	19 643,10	19 643,10	19 643,10	19 643,10
24 900	18 645,32	19 715,02	19 715,02	19 715,02	19 715,02
25 000	18 699,19	19 786,95	19 786,95	19 786,95	19 786,95
25 100	18 750,36	19 858,87	19 858,87	19 858,87	19 858,87
25 200	18 801,52	19 930,80	19 930,80	19 930,80	19 930,80
25 300	18 852,68	20 002,72	20 002,72	20 002,72	20 002,72
25 400	18 903,85	20 074,65	20 074,65	20 074,65	20 074,65
25 500	18 955,01	20 146,57	20 146,57	20 146,57	20 146,57

Revenu brut annuel	Indemnités de remplacement du revenu (90 % du revenu net retenu pour 1999) Travailleur avec conjoint à charge Nombre de personnes à charge (incluant le conjoint)				
	1	2	3	4	5 et plus
25 600	19 006,17	20 218,50	20 218,50	20 218,50	20 218,50
25 700	19 057,34	20 290,43	20 290,43	20 290,43	20 290,43
25 800	19 108,50	20 362,35	20 362,35	20 362,35	20 362,35
25 900	19 159,66	20 434,28	20 434,28	20 434,28	20 434,28
26 000	19 210,83	20 506,20	20 506,20	20 506,20	20 506,20
26 100	19 261,99	20 578,13	20 578,13	20 578,13	20 578,13
26 200	19 313,15	20 650,05	20 650,05	20 650,05	20 650,05
26 300	19 364,32	20 721,98	20 721,98	20 721,98	20 721,98
26 400	19 415,48	20 793,90	20 793,90	20 793,90	20 793,90
26 500	19 466,64	20 865,83	20 865,83	20 865,83	20 865,83
26 600	19 517,81	20 937,76	20 937,76	20 937,76	20 937,76
26 700	19 568,97	21 009,68	21 009,68	21 009,68	21 009,68
26 800	19 620,14	21 081,61	21 081,61	21 081,61	21 081,61
26 900	19 671,30	21 153,53	21 153,53	21 153,53	21 153,53
27 000	19 722,46	21 225,46	21 225,46	21 225,46	21 225,46
27 100	19 773,63	21 297,38	21 297,38	21 297,38	21 297,38
27 200	19 824,79	21 369,31	21 369,31	21 369,31	21 369,31
27 300	19 875,95	21 441,23	21 441,23	21 441,23	21 441,23
27 400	19 927,12	21 513,16	21 513,16	21 513,16	21 513,16
27 500	19 978,28	21 585,09	21 585,09	21 585,09	21 585,09
27 600	20 029,44	21 657,01	21 657,01	21 657,01	21 657,01
27 700	20 080,61	21 728,94	21 728,94	21 728,94	21 728,94
27 800	20 131,77	21 800,86	21 800,86	21 800,86	21 800,86
27 900	20 182,93	21 872,79	21 872,79	21 872,79	21 872,79
28 000	20 234,10	21 944,71	21 944,71	21 944,71	21 944,71
28 100	20 285,26	22 016,64	22 016,64	22 016,64	22 016,64
28 200	20 336,42	22 088,56	22 088,56	22 088,56	22 088,56
28 300	20 387,59	22 156,88	22 160,49	22 160,49	22 160,49
28 400	20 438,75	22 202,63	22 232,42	22 232,42	22 232,42
28 500	20 489,91	22 248,37	22 304,34	22 304,34	22 304,34
28 600	20 541,08	22 294,12	22 376,27	22 376,27	22 376,27
28 700	20 592,24	22 339,87	22 448,19	22 448,19	22 448,19
28 800	20 643,40	22 385,62	22 520,12	22 520,12	22 520,12
28 900	20 694,57	22 431,36	22 592,04	22 592,04	22 592,04
29 000	20 745,73	22 477,11	22 663,97	22 663,97	22 663,97
29 100	20 796,89	22 522,86	22 735,89	22 735,89	22 735,89
29 200	20 848,06	22 568,60	22 807,82	22 807,82	22 807,82
29 300	20 899,22	22 614,35	22 879,75	22 879,75	22 879,75
29 400	20 950,39	22 660,10	22 951,67	22 951,67	22 951,67
29 500	21 001,55	22 705,85	23 023,60	23 023,60	23 023,60
29 600	21 052,04	22 750,92	23 094,85	23 094,85	23 094,85
29 700	21 096,44	22 789,90	23 160,01	23 160,01	23 160,01
29 800	21 140,84	22 828,88	23 225,17	23 225,17	23 225,17
29 900	21 185,24	22 867,87	23 290,33	23 290,33	23 290,33
30 000	21 229,64	22 906,85	23 355,49	23 355,49	23 355,49
30 100	21 274,04	22 945,84	23 420,66	23 420,66	23 420,66
30 200	21 318,44	22 984,82	23 483,11	23 485,82	23 485,82
30 300	21 362,84	23 023,80	23 522,09	23 550,98	23 550,98
30 400	21 407,24	23 062,79	23 561,08	23 616,14	23 616,14
30 500	21 451,64	23 101,77	23 600,06	23 681,30	23 681,30

Revenu brut annuel	Indemnités de remplacement du revenu (90 % du revenu net retenu pour 1999) Travailleur avec conjoint à charge Nombre de personnes à charge (incluant le conjoint)				
	1	2	3	4	5 et plus
30 600	21 496,04	23 140,75	23 639,05	23 746,47	23 746,47
30 700	21 540,44	23 179,74	23 678,03	23 811,63	23 811,63
30 800	21 584,84	23 218,72	23 717,01	23 876,79	23 876,79
30 900	21 629,24	23 257,71	23 756,00	23 941,95	23 941,95
31 000	21 673,64	23 296,69	23 794,98	24 007,11	24 007,11
31 100	21 718,04	23 335,67	23 833,96	24 072,28	24 072,28
31 200	21 762,44	23 374,66	23 872,95	24 137,44	24 137,44
31 300	21 806,84	23 413,64	23 911,93	24 202,60	24 202,60
31 400	21 851,24	23 452,62	23 950,92	24 267,76	24 267,76
31 500	21 895,64	23 491,61	23 989,90	24 332,93	24 332,93
31 600	21 940,04	23 530,59	24 028,88	24 398,09	24 398,09
31 700	21 984,44	23 569,58	24 067,87	24 463,25	24 463,25
31 800	22 028,84	23 608,56	24 106,85	24 528,41	24 528,41
31 900	22 073,24	23 647,54	24 145,83	24 593,57	24 593,57
32 000	22 117,63	23 686,53	24 184,82	24 658,74	24 658,74
32 100	22 162,03	23 725,51	24 223,80	24 722,09	24 723,90
32 200	22 206,43	23 764,50	24 262,79	24 761,08	24 789,06
32 300	22 250,83	23 803,48	24 301,77	24 800,06	24 854,22
32 400	22 295,23	23 842,46	24 340,75	24 839,04	24 919,38
32 500	22 339,63	23 881,45	24 379,74	24 878,03	24 984,55
32 600	22 384,03	23 920,43	24 418,72	24 917,01	25 049,71
32 700	22 428,43	23 959,41	24 457,70	24 955,99	25 114,87
32 800	22 472,83	23 998,40	24 496,69	24 994,98	25 180,03
32 900	22 517,23	24 037,38	24 535,67	25 033,96	25 245,19
33 000	22 561,63	24 076,37	24 574,66	25 072,95	25 310,36
33 100	22 606,03	24 115,35	24 613,64	25 111,93	25 375,52
33 200	22 650,43	24 154,33	24 652,62	25 150,91	25 440,68
33 300	22 694,83	24 193,32	24 691,61	25 189,90	25 505,84
33 400	22 739,23	24 232,30	24 730,59	25 228,88	25 571,00
33 500	22 783,63	24 271,28	24 769,57	25 267,86	25 636,17
33 600	22 828,03	24 310,27	24 808,56	25 306,85	25 701,33
33 700	22 872,43	24 349,25	24 847,54	25 345,83	25 766,49
33 800	22 916,83	24 388,24	24 886,53	25 384,82	25 831,65
33 900	22 961,23	24 427,22	24 925,51	25 423,80	25 896,81
34 000	23 005,63	24 466,20	24 964,49	25 462,78	25 961,07
34 100	23 050,03	24 505,19	25 003,48	25 501,77	26 000,06
34 200	23 094,43	24 544,17	25 042,46	25 540,75	26 039,04
34 300	23 138,83	24 583,15	25 081,44	25 579,73	26 078,03
34 400	23 183,23	24 622,14	25 120,43	25 618,72	26 117,01
34 500	23 227,63	24 661,12	25 159,41	25 657,70	26 155,99
34 600	23 272,03	24 700,11	25 198,40	25 696,69	26 194,98
34 700	23 316,43	24 739,09	25 237,38	25 735,67	26 233,96
34 800	23 360,83	24 778,07	25 276,36	25 774,65	26 272,94
34 900	23 405,23	24 817,06	25 315,35	25 813,64	26 311,93
35 000	23 449,63	24 856,04	25 354,33	25 852,62	26 350,91
35 100	23 494,03	24 895,02	25 393,31	25 891,60	26 389,90
35 200	23 538,43	24 934,01	25 432,30	25 930,59	26 428,88
35 300	23 582,83	24 972,99	25 471,28	25 969,57	26 467,86
35 400	23 627,23	25 011,98	25 510,27	26 008,56	26 506,85
35 500	23 671,63	25 050,96	25 549,25	26 047,54	26 545,83

Revenu brut  
annuelIndemnités de remplacement du revenu  
(90 % du revenu net retenu pour 1999)

## Travailleur avec conjoint à charge

## Nombre de personnes à charge (incluant le conjoint)

	1	2	3	4	5 et plus
35 600	23 716,03	25 089,94	25 588,23	26 086,52	26 584,81
35 700	23 760,43	25 128,93	25 627,22	26 125,51	26 623,80
35 800	23 804,83	25 167,91	25 666,20	26 164,49	26 662,78
35 900	23 849,23	25 206,89	25 705,18	26 203,48	26 701,77
36 000	23 893,63	25 245,88	25 744,17	26 242,46	26 740,75
36 100	23 938,03	25 284,86	25 783,15	26 281,44	26 779,73
36 200	23 982,43	25 323,85	25 822,14	26 320,43	26 818,72
36 300	24 026,83	25 362,83	25 861,12	26 359,41	26 857,70
36 400	24 071,23	25 401,81	25 900,10	26 398,39	26 896,68
36 500	24 115,63	25 440,80	25 939,09	26 437,38	26 935,67
36 600	24 160,03	25 479,78	25 978,07	26 476,36	26 974,65
36 700	24 204,43	25 518,76	26 017,05	26 515,35	27 013,64
36 800	24 248,83	25 557,75	26 056,04	26 554,33	27 052,62
36 900	24 293,23	25 596,73	26 095,02	26 593,31	27 091,60
37 000	24 340,34	25 638,42	26 136,71	26 635,00	27 133,29
37 100	24 387,44	25 680,11	26 178,40	26 676,69	27 174,98
37 200	24 434,54	25 721,79	26 220,08	26 718,37	27 216,66
37 300	24 481,64	25 763,48	26 261,77	26 760,06	27 258,35
37 400	24 528,75	25 805,16	26 303,46	26 801,75	27 300,04
37 500	24 575,85	25 846,85	26 345,14	26 843,43	27 341,72
37 600	24 622,95	25 888,54	26 386,83	26 885,12	27 383,41
37 700	24 670,06	25 930,22	26 428,52	26 926,81	27 425,10
37 800	24 717,16	25 971,91	26 470,20	26 968,49	27 466,78
37 900	24 764,26	26 013,60	26 511,89	27 010,18	27 508,47
38 000	24 811,36	26 055,28	26 553,58	27 051,87	27 550,16
38 100	24 858,47	26 096,97	26 595,26	27 093,55	27 591,84
38 200	24 905,57	26 138,66	26 636,95	27 135,24	27 633,53
38 300	24 952,67	26 180,34	26 678,63	27 176,93	27 675,22
38 400	24 999,78	26 222,03	26 720,32	27 218,61	27 716,90
38 500	25 046,88	26 263,72	26 762,01	27 260,30	27 758,59
38 600	25 093,98	26 305,40	26 803,69	27 301,99	27 800,28
38 700	25 141,08	26 347,09	26 845,38	27 343,67	27 841,96
38 800	25 188,19	26 388,78	26 887,07	27 385,36	27 883,65
38 900	25 235,29	26 430,46	26 928,75	27 427,05	27 925,34
39 000	25 282,84	26 472,60	26 970,89	27 469,18	27 967,47
39 100	25 332,54	26 516,88	27 015,17	27 513,46	28 011,75
39 200	25 382,24	26 561,17	27 059,46	27 557,75	28 056,04
39 300	25 431,94	26 605,45	27 103,74	27 602,03	28 100,32
39 400	25 481,64	26 649,73	27 148,02	27 646,31	28 144,60
39 500	25 531,34	26 694,01	27 192,30	27 690,59	28 188,89
39 600	25 581,04	26 738,30	27 236,59	27 734,88	28 233,17
39 700	25 630,73	26 782,58	27 280,87	27 779,16	28 277,45
39 800	25 680,43	26 826,86	27 325,15	27 823,44	28 321,73
39 900	25 730,13	26 871,14	27 369,44	27 867,73	28 366,02
40 000	25 779,83	26 915,43	27 413,72	27 912,01	28 410,30
40 100	25 829,53	26 959,71	27 458,00	27 956,29	28 454,58
40 200	25 879,23	27 003,99	27 502,28	28 000,57	28 498,86
40 300	25 928,93	27 048,28	27 546,57	28 044,86	28 543,15
40 400	25 978,63	27 092,56	27 590,85	28 089,14	28 587,43
40 500	26 028,33	27 136,84	27 635,13	28 133,42	28 631,71

Revenu brut annuel	Indemnités de remplacement du revenu (90 % du revenu net retenu pour 1999) Travailleur avec conjoint à charge Nombre de personnes à charge (incluant le conjoint)				
	1	2	3	4	5 et plus
40 600	26 078,02	27 181,12	27 679,41	28 177,70	28 675,99
40 700	26 127,72	27 225,41	27 723,70	28 221,99	28 720,28
40 800	26 177,42	27 269,69	27 767,98	28 266,27	28 764,56
40 900	26 227,12	27 313,97	27 812,26	28 310,55	28 808,84
41 000	26 276,82	27 358,25	27 856,54	28 354,84	28 853,13
41 100	26 326,52	27 402,54	27 900,83	28 399,12	28 897,41
41 200	26 376,22	27 446,82	27 945,11	28 443,40	28 941,69
41 300	26 425,92	27 491,10	27 989,39	28 487,68	28 985,97
41 400	26 475,62	27 535,39	28 033,68	28 531,97	29 030,26
41 500	26 525,31	27 579,67	28 077,96	28 576,25	29 074,54
41 600	26 575,01	27 623,95	28 122,24	28 620,53	29 118,82
41 700	26 624,71	27 668,23	28 166,52	28 664,81	29 163,10
41 800	26 674,41	27 712,52	28 210,81	28 709,10	29 207,39
41 900	26 724,11	27 756,80	28 255,09	28 753,38	29 251,67
42 000	26 773,81	27 801,08	28 299,37	28 797,66	29 295,95
42 100	26 823,51	27 845,36	28 343,65	28 841,95	29 340,24
42 200	26 873,21	27 889,65	28 387,94	28 886,23	29 384,52
42 300	26 922,91	27 933,93	28 432,22	28 930,51	29 428,80
42 400	26 972,60	27 978,21	28 476,50	28 974,79	29 473,08
42 500	27 022,30	28 022,50	28 520,79	29 019,08	29 517,37
42 600	27 072,00	28 066,78	28 565,07	29 063,36	29 561,65
42 700	27 121,70	28 111,06	28 609,35	29 107,64	29 605,93
42 800	27 171,40	28 155,34	28 653,63	29 151,92	29 650,21
42 900	27 221,10	28 199,63	28 697,92	29 196,21	29 694,50
43 000	27 270,80	28 243,91	28 742,20	29 240,49	29 738,78
43 100	27 320,50	28 288,19	28 786,48	29 284,77	29 783,06
43 200	27 370,20	28 332,47	28 830,76	29 329,05	29 827,35
43 300	27 419,89	28 376,76	28 875,05	29 373,34	29 871,63
43 400	27 469,59	28 421,04	28 919,33	29 417,62	29 915,91
43 500	27 519,29	28 465,32	28 963,61	29 461,90	29 960,19
43 600	27 568,99	28 509,60	29 007,90	29 506,19	30 004,48
43 700	27 618,69	28 553,89	29 052,18	29 550,47	30 048,76
43 800	27 668,39	28 598,17	29 096,46	29 594,75	30 093,04
43 900	27 718,09	28 642,45	29 140,74	29 639,03	30 137,32
44 000	27 767,79	28 686,74	29 185,03	29 683,32	30 181,61
44 100	27 817,49	28 731,02	29 229,31	29 727,60	30 225,89
44 200	27 867,18	28 775,30	29 273,59	29 771,88	30 270,17
44 300	27 916,88	28 819,58	29 317,87	29 816,16	30 314,45
44 400	27 966,58	28 863,87	29 362,16	29 860,45	30 358,74
44 500	28 016,28	28 908,15	29 406,44	29 904,73	30 403,02
44 600	28 065,98	28 952,43	29 450,72	29 949,01	30 447,30
44 700	28 115,68	28 996,71	29 495,00	29 993,30	30 491,59
44 800	28 165,38	29 041,00	29 539,29	30 037,58	30 535,87
44 900	28 215,08	29 085,28	29 583,57	30 081,86	30 580,15
45 000	28 264,78	29 129,56	29 627,85	30 126,14	30 624,43
45 100	28 314,47	29 173,85	29 672,14	30 170,43	30 668,72
45 200	28 364,17	29 218,13	29 716,42	30 214,71	30 713,00
45 300	28 413,87	29 262,41	29 760,70	30 258,99	30 757,28
45 400	28 463,57	29 306,69	29 804,98	30 303,27	30 801,56
45 500	28 513,27	29 350,98	29 849,27	30 347,56	30 845,85

Revenu brut annuel	Indemnités de remplacement du revenu (90 % du revenu net retenu pour 1999) Travailleur avec conjoint à charge Nombre de personnes à charge (incluant le conjoint)				
	1	2	3	4	5 et plus
45 600	28 562,97	29 395,26	29 893,55	30 391,84	30 890,13
45 700	28 612,67	29 439,54	29 937,83	30 436,12	30 934,41
45 800	28 662,37	29 483,82	29 982,11	30 480,40	30 978,70
45 900	28 712,07	29 528,11	30 026,40	30 524,69	31 022,98
46 000	28 761,76	29 572,39	30 070,68	30 568,97	31 067,26
46 100	28 811,46	29 616,67	30 114,96	30 613,25	31 111,54
46 200	28 861,16	29 660,95	30 159,25	30 657,54	31 155,83
46 300	28 910,86	29 705,24	30 203,53	30 701,82	31 200,11
46 400	28 960,56	29 749,52	30 247,81	30 746,10	31 244,39
46 500	29 010,26	29 793,80	30 292,09	30 790,38	31 288,67
46 600	29 059,96	29 838,09	30 336,38	30 834,67	31 332,96
46 700	29 109,66	29 882,37	30 380,66	30 878,95	31 377,24
46 800	29 159,36	29 926,65	30 424,94	30 923,23	31 421,52
46 900	29 209,06	29 970,93	30 469,22	30 967,51	31 465,81
47 000	29 258,75	30 015,22	30 513,51	31 011,80	31 510,09
47 100	29 308,45	30 059,50	30 557,79	31 056,08	31 554,37
47 200	29 358,15	30 103,78	30 602,07	31 100,36	31 598,65
47 300	29 407,85	30 148,06	30 646,36	31 144,65	31 642,94
47 400	29 457,55	30 192,35	30 690,64	31 188,93	31 687,22
47 500	29 507,25	30 236,63	30 734,92	31 233,21	31 731,50
47 600	29 556,95	30 280,91	30 779,20	31 277,49	31 775,78
47 700	29 606,65	30 325,20	30 823,49	31 321,78	31 820,07
47 800	29 656,35	30 369,48	30 867,77	31 366,06	31 864,35
47 900	29 706,04	30 413,76	30 912,05	31 410,34	31 908,63
48 000	29 755,74	30 458,04	30 956,33	31 454,62	31 952,91
48 100	29 805,44	30 502,33	31 000,62	31 498,91	31 997,20
48 200	29 855,14	30 546,61	31 044,90	31 543,19	32 041,48
48 300	29 904,84	30 590,89	31 089,18	31 587,47	32 085,76
48 400	29 954,54	30 635,17	31 133,46	31 631,76	32 130,05
48 500	30 004,24	30 679,46	31 177,75	31 676,04	32 174,33
48 600	30 053,94	30 723,74	31 222,03	31 720,32	32 218,61
48 700	30 103,64	30 768,02	31 266,31	31 764,60	32 262,89
48 800	30 153,33	30 812,31	31 310,60	31 808,89	32 307,18
48 900	30 203,03	30 856,59	31 354,88	31 853,17	32 351,46
49 000	30 252,73	30 900,87	31 399,16	31 897,45	32 395,74
49 100	30 302,43	30 945,15	31 443,44	31 941,73	32 440,02
49 200	30 352,13	30 989,44	31 487,73	31 986,02	32 484,31
49 300	30 401,83	31 033,72	31 532,01	32 030,30	32 528,59
49 400	30 451,53	31 078,00	31 576,29	32 074,58	32 572,87
49 500	30 501,23	31 122,28	31 620,57	32 118,86	32 617,16
49 600	30 550,93	31 166,57	31 664,86	32 163,15	32 661,44
49 700	30 600,62	31 210,85	31 709,14	32 207,43	32 705,72
49 800	30 650,32	31 255,13	31 753,42	32 251,71	32 750,00
49 900	30 700,02	31 299,41	31 797,71	32 296,00	32 794,29
50 000	30 749,72	31 343,70	31 841,99	32 340,28	32 838,57
50 100	30 796,71	31 385,27	31 883,56	32 381,85	32 880,14
50 200	30 843,70	31 426,85	31 925,14	32 423,43	32 921,72
50 300	30 890,69	31 468,42	31 966,71	32 465,00	32 963,29
50 400	30 937,68	31 510,00	32 008,29	32 506,58	33 004,87
50 500	30 984,67	31 551,57	32 049,86	32 548,15	33 046,44

Revenu brut annuel	Indemnités de remplacement du revenu (90 % du revenu net retenu pour 1999) Travailleur avec conjoint non à charge				
	Nombre de personnes à charge				
	0	1	2	3	4 et plus
100	87,57	87,57	87,57	87,57	87,57
200	175,14	175,14	175,14	175,14	175,14
300	262,71	262,71	262,71	262,71	262,71
400	350,28	350,28	350,28	350,28	350,28
500	437,85	437,85	437,85	437,85	437,85
600	525,42	525,42	525,42	525,42	525,42
700	612,99	612,99	612,99	612,99	612,99
800	700,56	700,56	700,56	700,56	700,56
900	788,13	788,13	788,13	788,13	788,13
1 000	875,70	875,70	875,70	875,70	875,70
1 100	963,27	963,27	963,27	963,27	963,27
1 200	1 050,84	1 050,84	1 050,84	1 050,84	1 050,84
1 300	1 138,41	1 138,41	1 138,41	1 138,41	1 138,41
1 400	1 225,98	1 225,98	1 225,98	1 225,98	1 225,98
1 500	1 313,55	1 313,55	1 313,55	1 313,55	1 313,55
1 600	1 401,12	1 401,12	1 401,12	1 401,12	1 401,12
1 700	1 488,69	1 488,69	1 488,69	1 488,69	1 488,69
1 800	1 576,26	1 576,26	1 576,26	1 576,26	1 576,26
1 900	1 663,83	1 663,83	1 663,83	1 663,83	1 663,83
2 000	1 751,40	1 751,40	1 751,40	1 751,40	1 751,40
2 100	1 838,97	1 838,97	1 838,97	1 838,97	1 838,97
2 200	1 926,54	1 926,54	1 926,54	1 926,54	1 926,54
2 300	2 014,11	2 014,11	2 014,11	2 014,11	2 014,11
2 400	2 101,68	2 101,68	2 101,68	2 101,68	2 101,68
2 500	2 189,25	2 189,25	2 189,25	2 189,25	2 189,25
2 600	2 276,82	2 276,82	2 276,82	2 276,82	2 276,82
2 700	2 364,39	2 364,39	2 364,39	2 364,39	2 364,39
2 800	2 451,96	2 451,96	2 451,96	2 451,96	2 451,96
2 900	2 539,53	2 539,53	2 539,53	2 539,53	2 539,53
3 000	2 627,10	2 627,10	2 627,10	2 627,10	2 627,10
3 100	2 714,67	2 714,67	2 714,67	2 714,67	2 714,67
3 200	2 802,24	2 802,24	2 802,24	2 802,24	2 802,24
3 300	2 889,81	2 889,81	2 889,81	2 889,81	2 889,81
3 400	2 977,38	2 977,38	2 977,38	2 977,38	2 977,38
3 500	3 064,95	3 064,95	3 064,95	3 064,95	3 064,95
3 600	3 149,37	3 149,37	3 149,37	3 149,37	3 149,37
3 700	3 233,79	3 233,79	3 233,79	3 233,79	3 233,79
3 800	3 318,21	3 318,21	3 318,21	3 318,21	3 318,21
3 900	3 402,63	3 402,63	3 402,63	3 402,63	3 402,63
4 000	3 487,05	3 487,05	3 487,05	3 487,05	3 487,05
4 100	3 571,47	3 571,47	3 571,47	3 571,47	3 571,47
4 200	3 655,89	3 655,89	3 655,89	3 655,89	3 655,89
4 300	3 740,31	3 740,31	3 740,31	3 740,31	3 740,31
4 400	3 824,73	3 824,73	3 824,73	3 824,73	3 824,73
4 500	3 909,15	3 909,15	3 909,15	3 909,15	3 909,15
4 600	3 993,57	3 993,57	3 993,57	3 993,57	3 993,57
4 700	4 077,99	4 077,99	4 077,99	4 077,99	4 077,99
4 800	4 162,41	4 162,41	4 162,41	4 162,41	4 162,41
4 900	4 246,83	4 246,83	4 246,83	4 246,83	4 246,83
5 000	4 331,25	4 331,25	4 331,25	4 331,25	4 331,25

Revenu brut annuel	Indemnités de remplacement du revenu (90 % du revenu net retenu pour 1999) Travailleur avec conjoint non à charge				
	Nombre de personnes à charge				
	0	1	2	3	4 et plus
5 100	4 415,67	4 415,67	4 415,67	4 415,67	4 415,67
5 200	4 500,09	4 500,09	4 500,09	4 500,09	4 500,09
5 300	4 584,51	4 584,51	4 584,51	4 584,51	4 584,51
5 400	4 668,93	4 668,93	4 668,93	4 668,93	4 668,93
5 500	4 753,35	4 753,35	4 753,35	4 753,35	4 753,35
5 600	4 837,77	4 837,77	4 837,77	4 837,77	4 837,77
5 700	4 922,19	4 922,19	4 922,19	4 922,19	4 922,19
5 800	5 006,61	5 006,61	5 006,61	5 006,61	5 006,61
5 900	5 091,03	5 091,03	5 091,03	5 091,03	5 091,03
6 000	5 175,45	5 175,45	5 175,45	5 175,45	5 175,45
6 100	5 259,87	5 259,87	5 259,87	5 259,87	5 259,87
6 200	5 344,29	5 344,29	5 344,29	5 344,29	5 344,29
6 300	5 428,71	5 428,71	5 428,71	5 428,71	5 428,71
6 400	5 513,13	5 513,13	5 513,13	5 513,13	5 513,13
6 500	5 597,55	5 597,55	5 597,55	5 597,55	5 597,55
6 600	5 681,97	5 681,97	5 681,97	5 681,97	5 681,97
6 700	5 766,39	5 766,39	5 766,39	5 766,39	5 766,39
6 800	5 850,81	5 850,81	5 850,81	5 850,81	5 850,81
6 900	5 935,23	5 935,23	5 935,23	5 935,23	5 935,23
7 000	6 019,65	6 019,65	6 019,65	6 019,65	6 019,65
7 100	6 104,07	6 104,07	6 104,07	6 104,07	6 104,07
7 200	6 188,49	6 188,49	6 188,49	6 188,49	6 188,49
7 300	6 269,38	6 269,38	6 269,38	6 269,38	6 269,38
7 400	6 341,30	6 341,30	6 341,30	6 341,30	6 341,30
7 500	6 413,23	6 413,23	6 413,23	6 413,23	6 413,23
7 600	6 485,15	6 485,15	6 485,15	6 485,15	6 485,15
7 700	6 557,08	6 557,08	6 557,08	6 557,08	6 557,08
7 800	6 629,00	6 629,00	6 629,00	6 629,00	6 629,00
7 900	6 700,93	6 700,93	6 700,93	6 700,93	6 700,93
8 000	6 772,86	6 772,86	6 772,86	6 772,86	6 772,86
8 100	6 844,78	6 844,78	6 844,78	6 844,78	6 844,78
8 200	6 916,71	6 916,71	6 916,71	6 916,71	6 916,71
8 300	6 988,63	6 988,63	6 988,63	6 988,63	6 988,63
8 400	7 060,56	7 060,56	7 060,56	7 060,56	7 060,56
8 500	7 132,48	7 132,48	7 132,48	7 132,48	7 132,48
8 600	7 204,41	7 204,41	7 204,41	7 204,41	7 204,41
8 700	7 276,33	7 276,33	7 276,33	7 276,33	7 276,33
8 800	7 348,26	7 348,26	7 348,26	7 348,26	7 348,26
8 900	7 420,19	7 420,19	7 420,19	7 420,19	7 420,19
9 000	7 492,11	7 492,11	7 492,11	7 492,11	7 492,11
9 100	7 564,04	7 564,04	7 564,04	7 564,04	7 564,04
9 200	7 635,96	7 635,96	7 635,96	7 635,96	7 635,96
9 300	7 707,89	7 707,89	7 707,89	7 707,89	7 707,89
9 400	7 779,81	7 779,81	7 779,81	7 779,81	7 779,81
9 500	7 849,48	7 851,74	7 851,74	7 851,74	7 851,74
9 600	7 903,35	7 923,66	7 923,66	7 923,66	7 923,66
9 700	7 957,23	7 995,59	7 995,59	7 995,59	7 995,59
9 800	8 011,10	8 067,52	8 067,52	8 067,52	8 067,52
9 900	8 064,97	8 139,44	8 139,44	8 139,44	8 139,44
10 000	8 118,84	8 211,37	8 211,37	8 211,37	8 211,37

Revenu brut annuel	Indemnités de remplacement du revenu (90 % du revenu net retenu pour 1999) Travailleur avec conjoint non à charge				
	Nombre de personnes à charge				
	0	1	2	3	4 et plus
10 100	8 172,71	8 283,29	8 283,29	8 283,29	8 283,29
10 200	8 226,58	8 355,22	8 355,22	8 355,22	8 355,22
10 300	8 280,45	8 427,14	8 427,14	8 427,14	8 427,14
10 400	8 334,33	8 499,07	8 499,07	8 499,07	8 499,07
10 500	8 388,20	8 570,99	8 570,99	8 570,99	8 570,99
10 600	8 442,07	8 642,92	8 642,92	8 642,92	8 642,92
10 700	8 495,94	8 714,85	8 714,85	8 714,85	8 714,85
10 800	8 549,81	8 786,77	8 786,77	8 786,77	8 786,77
10 900	8 603,68	8 858,70	8 858,70	8 858,70	8 858,70
11 000	8 657,56	8 930,62	8 930,62	8 930,62	8 930,62
11 100	8 711,43	9 002,55	9 002,55	9 002,55	9 002,55
11 200	8 765,30	9 074,47	9 074,47	9 074,47	9 074,47
11 300	8 819,17	9 146,40	9 146,40	9 146,40	9 146,40
11 400	8 873,04	9 218,32	9 218,32	9 218,32	9 218,32
11 500	8 926,91	9 290,25	9 290,25	9 290,25	9 290,25
11 600	8 980,78	9 362,18	9 362,18	9 362,18	9 362,18
11 700	9 034,66	9 434,10	9 434,10	9 434,10	9 434,10
11 800	9 088,53	9 506,03	9 506,03	9 506,03	9 506,03
11 900	9 142,40	9 577,95	9 577,95	9 577,95	9 577,95
12 000	9 196,27	9 649,88	9 649,88	9 649,88	9 649,88
12 100	9 250,14	9 721,80	9 721,80	9 721,80	9 721,80
12 200	9 304,01	9 793,73	9 793,73	9 793,73	9 793,73
12 300	9 357,89	9 865,65	9 865,65	9 865,65	9 865,65
12 400	9 411,76	9 937,58	9 937,58	9 937,58	9 937,58
12 500	9 465,63	10 009,51	10 009,51	10 009,51	10 009,51
12 600	9 519,50	10 081,43	10 081,43	10 081,43	10 081,43
12 700	9 573,37	10 153,36	10 153,36	10 153,36	10 153,36
12 800	9 627,24	10 225,28	10 225,28	10 225,28	10 225,28
12 900	9 681,11	10 297,21	10 297,21	10 297,21	10 297,21
13 000	9 734,99	10 369,13	10 369,13	10 369,13	10 369,13
13 100	9 788,86	10 441,06	10 441,06	10 441,06	10 441,06
13 200	9 842,73	10 512,98	10 512,98	10 512,98	10 512,98
13 300	9 896,60	10 584,91	10 584,91	10 584,91	10 584,91
13 400	9 950,47	10 656,84	10 656,84	10 656,84	10 656,84
13 500	10 004,34	10 728,76	10 728,76	10 728,76	10 728,76
13 600	10 058,22	10 800,69	10 800,69	10 800,69	10 800,69
13 700	10 112,09	10 872,61	10 872,61	10 872,61	10 872,61
13 800	10 165,96	10 944,54	10 944,54	10 944,54	10 944,54
13 900	10 219,83	11 016,46	11 016,46	11 016,46	11 016,46
14 000	10 273,70	11 088,39	11 088,39	11 088,39	11 088,39
14 100	10 327,57	11 160,31	11 160,31	11 160,31	11 160,31
14 200	10 381,45	11 232,24	11 232,24	11 232,24	11 232,24
14 300	10 435,32	11 304,17	11 304,17	11 304,17	11 304,17
14 400	10 489,19	11 376,09	11 376,09	11 376,09	11 376,09
14 500	10 543,06	11 448,02	11 448,02	11 448,02	11 448,02
14 600	10 596,93	11 519,94	11 519,94	11 519,94	11 519,94
14 700	10 650,80	11 591,87	11 591,87	11 591,87	11 591,87
14 800	10 704,67	11 663,79	11 663,79	11 663,79	11 663,79
14 900	10 758,55	11 735,72	11 735,72	11 735,72	11 735,72
15 000	10 812,42	11 807,64	11 807,64	11 807,64	11 807,64

**Revenu brut  
annuel****Indemnités de remplacement du revenu  
(90 % du revenu net retenu pour 1999)  
Travailleur avec conjoint non à charge****Nombre de personnes à charge**

	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>4 et plus</b>
15 100	10 866,29	11 879,57	11 879,57	11 879,57	11 879,57
15 200	10 920,16	11 951,50	11 951,50	11 951,50	11 951,50
15 300	10 974,03	12 023,42	12 023,42	12 023,42	12 023,42
15 400	11 027,90	12 095,35	12 095,35	12 095,35	12 095,35
15 500	11 081,78	12 163,21	12 167,27	12 167,27	12 167,27
15 600	11 135,65	12 211,67	12 239,20	12 239,20	12 239,20
15 700	11 189,52	12 260,12	12 311,12	12 311,12	12 311,12
15 800	11 243,39	12 308,58	12 383,05	12 383,05	12 383,05
15 900	11 297,26	12 357,03	12 454,97	12 454,97	12 454,97
16 000	11 351,13	12 405,49	12 526,90	12 526,90	12 526,90
16 100	11 405,00	12 453,94	12 598,83	12 598,83	12 598,83
16 200	11 458,88	12 502,40	12 670,75	12 670,75	12 670,75
16 300	11 512,75	12 550,85	12 742,68	12 742,68	12 742,68
16 400	11 566,62	12 599,31	12 814,60	12 814,60	12 814,60
16 500	11 620,49	12 647,76	12 886,53	12 886,53	12 886,53
16 600	11 674,36	12 696,22	12 958,45	12 958,45	12 958,45
16 700	11 728,23	12 744,67	13 030,38	13 030,38	13 030,38
16 800	11 782,11	12 793,13	13 102,30	13 102,30	13 102,30
16 900	11 835,98	12 841,59	13 174,23	13 174,23	13 174,23
17 000	11 889,85	12 890,04	13 246,16	13 246,16	13 246,16
17 100	11 943,72	12 938,50	13 318,08	13 318,08	13 318,08
17 200	11 997,59	12 986,95	13 390,01	13 390,01	13 390,01
17 300	12 051,46	13 035,41	13 461,93	13 461,93	13 461,93
17 400	12 105,34	13 083,86	13 533,86	13 533,86	13 533,86
17 500	12 159,21	13 132,32	13 605,78	13 605,78	13 605,78
17 600	12 213,08	13 180,77	13 677,71	13 677,71	13 677,71
17 700	12 266,95	13 229,23	13 727,52	13 749,63	13 749,63
17 800	12 320,82	13 277,68	13 775,97	13 821,56	13 821,56
17 900	12 374,69	13 326,14	13 824,43	13 893,49	13 893,49
18 000	12 428,56	13 374,59	13 872,88	13 965,41	13 965,41
18 100	12 482,44	13 423,05	13 921,34	14 037,34	14 037,34
18 200	12 536,31	13 471,50	13 969,80	14 109,26	14 109,26
18 300	12 590,18	13 519,96	14 018,25	14 181,19	14 181,19
18 400	12 644,05	13 568,42	14 066,71	14 253,11	14 253,11
18 500	12 697,92	13 616,87	14 115,16	14 325,04	14 325,04
18 600	12 751,79	13 665,33	14 163,62	14 396,96	14 396,96
18 700	12 805,67	13 713,78	14 212,07	14 468,89	14 468,89
18 800	12 859,54	13 762,24	14 260,53	14 540,82	14 540,82
18 900	12 913,41	13 810,69	14 308,98	14 612,74	14 612,74
19 000	12 967,28	13 859,15	14 357,44	14 684,67	14 684,67
19 100	13 021,15	13 907,60	14 405,89	14 756,59	14 756,59
19 200	13 075,02	13 956,06	14 454,35	14 828,52	14 828,52
19 300	13 128,89	14 004,51	14 502,80	14 900,44	14 900,44
19 400	13 182,77	14 052,97	14 551,26	14 972,37	14 972,37
19 500	13 236,64	14 101,42	14 599,71	15 044,29	15 044,29
19 600	13 290,51	14 150,88	14 648,16	15 116,21	15 116,21
19 700	13 344,38	14 199,33	14 697,61	15 188,13	15 188,13
19 800	13 398,25	14 248,79	14 746,06	15 260,05	15 260,05
19 900	13 452,12	14 297,24	14 795,51	15 331,97	15 331,97
20 000	13 506,00	14 346,69	14 844,96	15 403,89	15 403,89

Revenu brut annuel	Indemnités de remplacement du revenu (90 % du revenu net retenu pour 1999) Travailleur avec conjoint non à charge				
	Nombre de personnes à charge				
	0	1	2	3	4 et plus
20 100	13 563,16	14 395,45	14 893,74	15 392,03	15 479,14
20 200	13 617,54	14 444,41	14 942,70	15 440,99	15 551,58
20 300	13 671,92	14 493,38	14 991,67	15 489,96	15 624,01
20 400	13 726,31	14 542,35	15 040,64	15 538,93	15 696,45
20 500	13 780,69	14 591,31	15 089,60	15 587,89	15 768,89
20 600	13 835,07	14 640,28	15 138,57	15 636,86	15 841,32
20 700	13 889,45	14 689,25	15 187,54	15 685,83	15 913,76
20 800	13 943,84	14 738,21	15 236,50	15 734,79	15 986,20
20 900	13 998,22	14 787,18	15 285,47	15 783,76	16 058,63
21 000	14 052,60	14 836,15	15 334,44	15 832,73	16 131,07
21 100	14 106,98	14 885,11	15 383,40	15 881,69	16 203,50
21 200	14 161,37	14 934,08	15 432,37	15 930,66	16 275,94
21 300	14 215,75	14 983,04	15 481,33	15 979,63	16 348,38
21 400	14 270,13	15 032,01	15 530,30	16 028,59	16 420,81
21 500	14 324,51	15 080,98	15 579,27	16 077,56	16 493,25
21 600	14 378,90	15 129,94	15 628,23	16 126,52	16 565,69
21 700	14 433,28	15 178,91	15 677,20	16 175,49	16 638,12
21 800	14 487,66	15 227,88	15 726,17	16 224,46	16 710,56
21 900	14 542,04	15 276,84	15 775,13	16 273,42	16 771,71
22 000	14 596,43	15 325,81	15 824,10	16 322,39	16 820,68
22 100	14 650,81	15 374,78	15 873,07	16 371,36	16 869,65
22 200	14 705,19	15 423,74	15 922,03	16 420,32	16 918,61
22 300	14 759,58	15 472,71	15 971,00	16 469,29	16 967,58
22 400	14 813,96	15 521,67	16 019,96	16 518,26	17 016,55
22 500	14 868,34	15 570,64	16 068,93	16 567,22	17 065,51
22 600	14 922,72	15 619,61	16 117,90	16 616,19	17 114,48
22 700	14 977,11	15 668,57	16 166,86	16 665,15	17 163,44
22 800	15 031,49	15 717,54	16 215,83	16 714,12	17 212,41
22 900	15 085,87	15 766,51	16 264,80	16 763,09	17 261,38
23 000	15 140,25	15 815,47	16 313,76	16 812,05	17 310,34
23 100	15 194,64	15 864,44	16 362,73	16 861,02	17 359,31
23 200	15 249,02	15 913,41	16 411,70	16 909,99	17 408,28
23 300	15 303,40	15 962,37	16 460,66	16 958,95	17 457,24
23 400	15 357,78	16 011,34	16 509,63	17 007,92	17 506,21
23 500	15 412,17	16 060,30	16 558,60	17 056,89	17 555,18
23 600	15 466,55	16 109,27	16 607,56	17 105,85	17 604,14
23 700	15 520,93	16 158,24	16 656,53	17 154,82	17 653,11
23 800	15 575,31	16 207,20	16 705,49	17 203,78	17 702,08
23 900	15 629,70	16 256,17	16 754,46	17 252,75	17 751,04
24 000	15 684,08	16 305,14	16 803,43	17 301,72	17 800,01
24 100	15 738,46	16 354,10	16 852,39	17 350,68	17 848,97
24 200	15 792,84	16 403,07	16 901,36	17 399,65	17 897,94
24 300	15 847,23	16 452,04	16 950,33	17 448,62	17 946,91
24 400	15 901,61	16 501,00	16 999,29	17 497,58	17 995,87
24 500	15 955,99	16 549,97	17 048,26	17 546,55	18 044,84
24 600	16 010,37	16 598,93	17 097,23	17 595,52	18 093,81
24 700	16 064,76	16 647,90	17 146,19	17 644,48	18 142,77
24 800	16 119,14	16 696,87	17 195,16	17 693,45	18 191,74
24 900	16 173,52	16 745,83	17 244,12	17 742,41	18 240,71
25 000	16 227,90	16 794,80	17 293,09	17 791,38	18 289,67

Revenu brut annuel	Indemnités de remplacement du revenu (90 % du revenu net retenu pour 1999) Travailleur avec conjoint non à charge				
	Nombre de personnes à charge				
	0	1	2	3	4 et plus
25 100	16 279,58	16 841,06	17 339,35	17 837,64	18 335,93
25 200	16 331,25	16 887,32	17 385,61	17 883,90	18 382,19
25 300	16 382,93	16 933,58	17 431,87	17 930,16	18 428,45
25 400	16 434,60	16 979,83	17 478,12	17 976,41	18 474,70
25 500	16 486,28	17 026,09	17 524,38	18 022,67	18 520,96
25 600	16 537,95	17 077,77	17 576,06	18 074,35	18 572,64
25 700	16 589,63	17 129,44	17 627,73	18 126,02	18 624,31
25 800	16 641,30	17 181,12	17 679,41	18 177,70	18 675,99
25 900	16 692,98	17 232,79	17 731,08	18 229,37	18 727,66
26 000	16 744,65	17 284,46	17 782,75	18 281,05	18 779,34
26 100	16 796,32	17 336,14	17 834,43	18 332,72	18 831,01
26 200	16 848,00	17 387,81	17 886,10	18 384,39	18 882,68
26 300	16 899,67	17 439,49	17 937,78	18 436,07	18 934,36
26 400	16 951,35	17 491,16	17 989,45	18 487,74	18 986,03
26 500	17 003,02	17 542,84	18 041,13	18 539,42	19 037,71
26 600	17 054,70	17 594,51	18 092,80	18 591,09	19 089,38
26 700	17 106,37	17 646,19	18 144,48	18 642,77	19 141,06
26 800	17 158,05	17 697,86	18 196,15	18 694,44	19 192,73
26 900	17 209,72	17 749,53	18 247,82	18 746,12	19 244,41
27 000	17 261,39	17 801,21	18 299,50	18 797,79	19 296,08
27 100	17 313,07	17 852,88	18 351,17	18 849,46	19 347,75
27 200	17 364,74	17 904,56	18 402,85	18 901,14	19 399,43
27 300	17 416,42	17 956,23	18 454,52	18 952,81	19 451,10
27 400	17 468,09	18 007,91	18 506,20	19 004,49	19 502,78
27 500	17 519,77	18 059,58	18 557,87	19 056,16	19 554,45
27 600	17 571,44	18 111,26	18 609,55	19 107,84	19 606,13
27 700	17 623,12	18 162,93	18 661,22	19 159,51	19 657,80
27 800	17 674,79	18 214,60	18 712,90	19 211,19	19 709,48
27 900	17 726,46	18 266,28	18 764,57	19 262,86	19 761,15
28 000	17 778,14	18 317,95	18 816,24	19 314,53	19 812,83
28 100	17 829,81	18 369,63	18 867,92	19 366,21	19 864,50
28 200	17 881,49	18 421,30	18 919,59	19 417,88	19 916,17
28 300	17 933,16	18 472,98	18 971,27	19 469,56	19 967,85
28 400	17 984,84	18 524,65	19 022,94	19 521,23	20 019,52
28 500	18 036,51	18 576,33	19 074,62	19 572,91	20 071,20
28 600	18 088,19	18 628,00	19 126,29	19 624,58	20 122,87
28 700	18 139,86	18 679,68	19 177,97	19 676,26	20 174,55
28 800	18 191,54	18 731,35	19 229,64	19 727,93	20 226,22
28 900	18 243,21	18 783,02	19 281,31	19 779,60	20 277,90
29 000	18 294,88	18 834,70	19 332,99	19 831,28	20 329,57
29 100	18 346,56	18 886,37	19 384,66	19 882,95	20 381,24
29 200	18 398,23	18 938,05	19 436,34	19 934,63	20 432,92
29 300	18 449,91	18 989,72	19 488,01	19 986,30	20 484,59
29 400	18 501,58	19 041,40	19 539,69	20 037,98	20 536,27
29 500	18 553,26	19 093,07	19 591,36	20 089,65	20 587,94
29 600	18 604,93	19 144,75	19 642,04	20 141,33	20 639,62
29 700	18 656,61	19 196,43	19 693,72	20 193,01	20 691,30
29 800	18 708,28	19 248,11	19 745,40	20 244,69	20 742,98
29 900	18 759,96	19 300,00	19 797,08	20 296,37	20 794,66
30 000	18 783,90	19 323,71	19 822,00	20 320,29	20 818,58
30 100	18 828,81	19 368,62	19 866,91	20 365,20	20 863,50

Revenu brut annuel	Indemnités de remplacement du revenu (90 % du revenu net retenu pour 1999) Travailleur avec conjoint non à charge				
	0	1	2	3	4 et plus
30 200	18 873,72	19 413,54	19 911,83	20 410,12	20 908,41
30 300	18 918,63	19 458,45	19 956,74	20 455,03	20 953,32
30 400	18 963,54	19 503,36	20 001,65	20 499,94	20 998,23
30 500	19 008,45	19 548,27	20 046,56	20 544,85	21 043,14
30 600	19 053,36	19 593,18	20 091,47	20 589,76	21 088,05
30 700	19 098,28	19 638,09	20 136,38	20 634,67	21 132,96
30 800	19 143,19	19 683,00	20 181,29	20 679,58	21 177,87
30 900	19 188,10	19 727,91	20 226,20	20 724,49	21 222,78
31 000	19 233,01	19 772,82	20 271,11	20 769,40	21 267,69
31 100	19 277,92	19 817,73	20 316,02	20 814,31	21 312,61
31 200	19 322,83	19 862,64	20 360,94	20 859,23	21 357,52
31 300	19 367,74	19 907,56	20 405,85	20 904,14	21 402,43
31 400	19 412,65	19 952,47	20 450,76	20 949,05	21 447,34
31 500	19 457,56	19 997,38	20 495,67	20 993,96	21 492,25
31 600	19 502,47	20 042,29	20 540,58	21 038,87	21 537,16
31 700	19 547,39	20 087,20	20 585,49	21 083,78	21 582,07
31 800	19 592,30	20 132,11	20 630,40	21 128,69	21 626,98
31 900	19 637,21	20 177,02	20 675,31	21 173,60	21 671,89
32 000	19 682,12	20 221,93	20 720,22	21 218,51	21 716,80
32 100	19 727,03	20 266,84	20 765,13	21 263,42	21 761,71
32 200	19 771,94	20 311,75	20 810,05	21 308,34	21 806,63
32 300	19 816,85	20 356,67	20 854,96	21 353,25	21 851,54
32 400	19 861,76	20 401,58	20 899,87	21 398,16	21 896,45
32 500	19 906,67	20 446,49	20 944,78	21 443,07	21 941,36
32 600	19 951,58	20 491,40	20 989,69	21 487,98	21 986,27
32 700	19 996,49	20 536,31	21 034,60	21 532,89	22 031,18
32 800	20 041,41	20 581,22	21 079,51	21 577,80	22 076,09
32 900	20 086,32	20 626,13	21 124,42	21 622,71	22 121,00
33 000	20 131,23	20 671,04	21 169,33	21 667,62	22 165,91
33 100	20 176,14	20 715,95	21 214,24	21 712,53	22 210,82
33 200	20 221,05	20 760,86	21 259,15	21 757,45	22 255,74
33 300	20 265,96	20 805,78	21 304,07	21 802,36	22 300,65
33 400	20 310,87	20 850,69	21 348,98	21 847,27	22 345,56
33 500	20 355,78	20 895,60	21 393,89	21 892,18	22 390,47
33 600	20 400,69	20 940,51	21 438,80	21 937,09	22 435,38
33 700	20 445,60	20 985,42	21 483,71	21 982,00	22 480,29
33 800	20 490,52	21 030,33	21 528,62	22 026,91	22 525,20
33 900	20 535,43	21 075,24	21 573,53	22 071,82	22 570,11
34 000	20 580,34	21 120,15	21 618,44	22 116,73	22 615,02
34 100	20 625,25	21 165,06	21 663,35	22 161,64	22 659,93
34 200	20 670,16	21 209,97	21 708,26	22 206,56	22 704,85
34 300	20 715,07	21 254,89	21 753,18	22 251,47	22 749,76
34 400	20 759,98	21 299,80	21 798,09	22 296,38	22 794,67
34 500	20 804,89	21 344,71	21 843,00	22 341,29	22 839,58
34 600	20 849,80	21 389,62	21 887,91	22 386,20	22 884,49
34 700	20 894,71	21 434,53	21 932,82	22 431,11	22 929,40
34 800	20 939,63	21 479,44	21 977,73	22 476,02	22 974,31
34 900	20 984,54	21 524,35	22 022,64	22 520,93	23 019,22
35 000	21 029,45	21 569,26	22 067,55	22 565,84	23 064,13
35 100	21 074,36	21 614,17	22 112,46	22 610,75	23 109,04
35 200	21 119,27	21 659,08	22 157,37	22 655,66	23 153,96

Revenu brut  
annuelIndemnités de remplacement du revenu  
(90 % du revenu net retenu pour 1999)  
Travailleur avec conjoint non à charge  
Nombre de personnes à charge

	0	1	2	3	4 et plus
35 300	21 164,18	21 704,00	22 202,29	22 700,58	23 198,87
35 400	21 209,09	21 748,91	22 247,20	22 745,49	23 243,78
35 500	21 254,00	21 793,82	22 292,11	22 790,40	23 288,69
35 600	21 298,91	21 838,73	22 337,02	22 835,31	23 333,60
35 700	21 343,82	21 883,64	22 381,93	22 880,22	23 378,51
35 800	21 388,74	21 928,55	22 426,84	22 925,13	23 423,42
35 900	21 433,65	21 973,46	22 471,75	22 970,04	23 468,33
36 000	21 478,56	22 018,37	22 516,66	23 014,95	23 513,24
36 100	21 523,47	22 063,28	22 561,57	23 059,86	23 558,15
36 200	21 568,38	22 108,19	22 606,48	23 104,77	23 603,07
36 300	21 613,29	22 153,10	22 651,40	23 149,69	23 647,98
36 400	21 658,20	22 198,02	22 696,31	23 194,60	23 692,89
36 500	21 703,11	22 242,93	22 741,22	23 239,51	23 737,80
36 600	21 748,02	22 287,84	22 786,13	23 284,42	23 782,71
36 700	21 792,93	22 332,75	22 831,04	23 329,33	23 827,62
36 800	21 837,85	22 377,66	22 875,95	23 374,24	23 872,53
36 900	21 882,76	22 422,57	22 920,86	23 419,15	23 917,44
37 000	21 930,37	22 470,18	22 968,48	23 466,77	23 965,06
37 100	21 977,98	22 517,80	23 016,09	23 514,38	24 012,67
37 200	22 025,60	22 565,41	23 063,70	23 561,99	24 060,28
37 300	22 073,21	22 613,03	23 111,32	23 609,61	24 107,90
37 400	22 120,83	22 660,64	23 158,93	23 657,22	24 155,51
37 500	22 168,44	22 708,25	23 206,54	23 704,83	24 203,13
37 600	22 216,05	22 755,87	23 254,16	23 752,45	24 250,74
37 700	22 263,67	22 803,48	23 301,77	23 800,06	24 298,35
37 800	22 311,28	22 851,10	23 349,39	23 847,68	24 345,97
37 900	22 358,89	22 898,71	23 397,00	23 895,29	24 393,58
38 000	22 406,51	22 946,32	23 444,61	23 942,90	24 441,19
38 100	22 454,12	22 993,94	23 492,23	23 990,52	24 488,81
38 200	22 501,74	23 041,55	23 539,84	24 038,13	24 536,42
38 300	22 549,35	23 089,16	23 587,45	24 085,75	24 584,04
38 400	22 596,96	23 136,78	23 635,07	24 133,36	24 631,65
38 500	22 644,58	23 184,39	23 682,68	24 180,97	24 679,26
38 600	22 692,19	23 232,01	23 730,30	24 228,59	24 726,88
38 700	22 739,81	23 279,62	23 777,91	24 276,20	24 774,49
38 800	22 787,42	23 327,23	23 825,52	24 323,81	24 822,10
38 900	22 835,03	23 374,85	23 873,14	24 371,43	24 869,72
39 000	22 882,65	23 422,46	23 920,75	24 419,04	24 917,33
39 100	22 932,35	23 472,16	23 970,45	24 468,74	24 967,03
39 200	22 982,04	23 521,86	24 020,15	24 518,44	25 016,73
39 300	23 031,74	23 571,56	24 069,85	24 568,14	25 066,43
39 400	23 081,44	23 621,26	24 119,55	24 617,84	25 116,13
39 500	23 131,14	23 670,96	24 169,25	24 667,54	25 165,83
39 600	23 180,84	23 720,65	24 218,95	24 717,24	25 215,53
39 700	23 230,54	23 770,35	24 268,64	24 766,93	25 265,22
39 800	23 280,24	23 820,05	24 318,34	24 816,63	25 314,92
39 900	23 329,94	23 869,75	24 368,04	24 866,33	25 364,62
40 000	23 379,64	23 919,45	24 417,74	24 916,03	25 414,32
40 100	23 429,33	23 969,15	24 467,44	24 965,73	25 464,02
40 200	23 479,03	24 018,85	24 517,14	25 015,43	25 513,72
40 300	23 528,73	24 068,55	24 566,84	25 065,13	25 563,42

Revenu brut annuel	Indemnités de remplacement du revenu (90 % du revenu net retenu pour 1999) Travailleur avec conjoint non à charge				
	Nombre de personnes à charge				
	0	1	2	3	4 et plus
40 400	23 578,43	24 118,25	24 616,54	25 114,83	25 613,12
40 500	23 628,13	24 167,94	24 666,24	25 164,53	25 662,82
40 600	23 677,83	24 217,64	24 715,93	25 214,22	25 712,51
40 700	23 727,53	24 267,34	24 765,63	25 263,92	25 762,21
40 800	23 777,23	24 317,04	24 815,33	25 313,62	25 811,91
40 900	23 826,93	24 366,74	24 865,03	25 363,32	25 861,61
41 000	23 876,62	24 416,44	24 914,73	25 413,02	25 911,31
41 100	23 926,32	24 466,14	24 964,43	25 462,72	25 961,01
41 200	23 976,02	24 515,84	25 014,13	25 512,42	26 010,71
41 300	24 025,72	24 565,54	25 063,83	25 562,12	26 060,41
41 400	24 075,42	24 615,23	25 113,53	25 611,82	26 110,11
41 500	24 125,12	24 664,93	25 163,22	25 661,51	26 159,81
41 600	24 174,82	24 714,63	25 212,92	25 711,21	26 209,50
41 700	24 224,52	24 764,33	25 262,62	25 760,91	26 259,20
41 800	24 274,22	24 814,03	25 312,32	25 810,61	26 308,90
41 900	24 323,91	24 863,73	25 362,02	25 860,31	26 358,60
42 000	24 373,61	24 913,43	25 411,72	25 910,01	26 408,30
42 100	24 423,31	24 963,13	25 461,42	25 959,71	26 458,00
42 200	24 473,01	25 012,83	25 511,12	26 009,41	26 507,70
42 300	24 522,71	25 062,53	25 560,82	26 059,11	26 557,40
42 400	24 572,41	25 112,22	25 610,51	26 108,80	26 607,10
42 500	24 622,11	25 161,92	25 660,21	26 158,50	26 656,79
42 600	24 671,81	25 211,62	25 709,91	26 208,20	26 706,49
42 700	24 721,51	25 261,32	25 759,61	26 257,90	26 756,19
42 800	24 771,20	25 311,02	25 809,31	26 307,60	26 805,89
42 900	24 820,90	25 360,72	25 859,01	26 357,30	26 855,59
43 000	24 870,60	25 410,42	25 908,71	26 407,00	26 905,29
43 100	24 920,30	25 460,12	25 958,41	26 456,70	26 954,99
43 200	24 970,00	25 509,82	26 008,11	26 506,40	27 004,69
43 300	25 019,70	25 559,51	26 057,80	26 556,09	27 054,39
43 400	25 069,40	25 609,21	26 107,50	26 605,79	27 104,08
43 500	25 119,10	25 658,91	26 157,20	26 655,49	27 153,78
43 600	25 168,80	25 708,61	26 206,90	26 705,19	27 203,48
43 700	25 218,50	25 758,31	26 256,60	26 754,89	27 253,18
43 800	25 268,19	25 808,01	26 306,30	26 804,59	27 302,88
43 900	25 317,89	25 857,71	26 356,00	26 854,29	27 352,58
44 000	25 367,59	25 907,41	26 405,70	26 903,99	27 402,28
44 100	25 417,29	25 957,11	26 455,40	26 953,69	27 451,98
44 200	25 466,99	26 006,80	26 505,09	27 003,38	27 501,68
44 300	25 516,69	26 056,50	26 554,79	27 053,08	27 551,37
44 400	25 566,39	26 106,20	26 604,49	27 102,78	27 601,07
44 500	25 616,09	26 155,90	26 654,19	27 152,48	27 650,77
44 600	25 665,79	26 205,60	26 703,89	27 202,18	27 700,47
44 700	25 715,48	26 255,30	26 753,59	27 251,88	27 750,17
44 800	25 765,18	26 305,00	26 803,29	27 301,58	27 799,87
44 900	25 814,88	26 354,70	26 852,99	27 351,28	27 849,57
45 000	25 864,58	26 404,40	26 902,69	27 400,98	27 899,27
45 100	25 914,28	26 454,09	26 952,38	27 450,68	27 948,97
45 200	25 963,98	26 503,79	27 002,08	27 500,37	27 998,66
45 300	26 013,68	26 553,49	27 051,78	27 550,07	28 048,36
45 400	26 063,38	26 603,19	27 101,48	27 599,77	28 098,06

Revenu brut annuel	Indemnités de remplacement du revenu (90 % du revenu net retenu pour 1999) Travailleur avec conjoint non à charge				
	Nombre de personnes à charge				
	0	1	2	3	4 et plus
45 500	26 113,08	26 652,89	27 151,18	27 649,47	28 147,76
45 600	26 162,77	26 702,59	27 200,88	27 699,17	28 197,46
45 700	26 212,47	26 752,29	27 250,58	27 748,87	28 247,16
45 800	26 262,17	26 801,99	27 300,28	27 798,57	28 296,86
45 900	26 311,87	26 851,69	27 349,98	27 848,27	28 346,56
46 000	26 361,57	26 901,38	27 399,67	27 897,97	28 396,26
46 100	26 411,27	26 951,08	27 449,37	27 947,66	28 445,95
46 200	26 460,97	27 000,78	27 499,07	27 997,36	28 495,65
46 300	26 510,67	27 050,48	27 548,77	28 047,06	28 545,35
46 400	26 560,37	27 100,18	27 598,47	28 096,76	28 595,05
46 500	26 610,06	27 149,88	27 648,17	28 146,46	28 644,75
46 600	26 659,76	27 199,58	27 697,87	28 196,16	28 694,45
46 700	26 709,46	27 249,28	27 747,57	28 245,86	28 744,15
46 800	26 759,16	27 298,98	27 797,27	28 295,56	28 793,85
46 900	26 808,86	27 348,67	27 846,96	28 345,26	28 843,55
47 000	26 858,56	27 398,37	27 896,66	28 394,95	28 893,24
47 100	26 908,26	27 448,07	27 946,36	28 444,65	28 942,94
47 200	26 957,96	27 497,77	27 996,06	28 494,35	28 992,64
47 300	27 007,66	27 547,47	28 045,76	28 544,05	29 042,34
47 400	27 057,35	27 597,17	28 095,46	28 593,75	29 092,04
47 500	27 107,05	27 646,87	28 145,16	28 643,45	29 141,74
47 600	27 156,75	27 696,57	28 194,86	28 693,15	29 191,44
47 700	27 206,45	27 746,27	28 244,56	28 742,85	29 241,14
47 800	27 256,15	27 795,96	28 294,25	28 792,55	29 290,84
47 900	27 305,85	27 845,66	28 343,95	28 842,24	29 340,53
48 000	27 354,87	27 894,69	28 392,98	28 891,27	29 389,56
48 100	27 402,47	27 942,28	28 440,57	28 938,86	29 437,15
48 200	27 450,06	27 989,88	28 488,17	28 986,46	29 484,75
48 300	27 497,65	28 037,47	28 535,76	29 034,05	29 532,34
48 400	27 545,25	28 085,06	28 583,35	29 081,64	29 579,93
48 500	27 592,84	28 132,65	28 630,94	29 129,23	29 627,53
48 600	27 640,43	28 180,25	28 678,54	29 176,83	29 675,12
48 700	27 688,03	28 227,84	28 726,13	29 224,42	29 722,71
48 800	27 735,62	28 275,43	28 773,72	29 272,01	29 770,30
48 900	27 783,21	28 323,03	28 821,32	29 319,61	29 817,90
49 000	27 830,80	28 370,62	28 868,91	29 367,20	29 865,49
49 100	27 878,40	28 418,21	28 916,50	29 414,79	29 913,08
49 200	27 925,99	28 465,80	28 964,09	29 462,39	29 960,68
49 300	27 973,58	28 513,40	29 011,69	29 509,98	30 008,27
49 400	28 021,18	28 560,99	29 059,28	29 557,57	30 055,86
49 500	28 068,77	28 608,58	29 106,87	29 605,16	30 103,45
49 600	28 116,36	28 656,18	29 154,47	29 652,76	30 151,05
49 700	28 163,95	28 703,77	29 202,06	29 700,35	30 198,64
49 800	28 211,55	28 751,36	29 249,65	29 747,94	30 246,23
49 900	28 259,14	28 798,95	29 297,25	29 795,54	30 293,83
50 000	28 306,73	28 846,55	29 344,84	29 843,13	30 341,42
50 100	28 351,62	28 891,43	29 389,72	29 888,01	30 386,30
50 200	28 396,50	28 936,32	29 434,61	29 932,90	30 431,19
50 300	28 441,39	28 981,20	29 479,49	29 977,78	30 476,07
50 400	28 486,27	29 026,09	29 524,38	30 022,67	30 520,96
50 500	28 531,16	29 070,97	29 569,26	30 067,55	30 565,84

Revenu brut annuel	Indemnités de remplacement du revenu (90 % du revenu net retenu pour 1999) Célibataire ou famille monoparentale Nombre de personnes à charge				
	0	1	2	3	4 et plus
100	87,57	87,57	87,57	87,57	87,57
200	175,14	175,14	175,14	175,14	175,14
300	262,71	262,71	262,71	262,71	262,71
400	350,28	350,28	350,28	350,28	350,28
500	437,85	437,85	437,85	437,85	437,85
600	525,42	525,42	525,42	525,42	525,42
700	612,99	612,99	612,99	612,99	612,99
800	700,56	700,56	700,56	700,56	700,56
900	788,13	788,13	788,13	788,13	788,13
1 000	875,70	875,70	875,70	875,70	875,70
1 100	963,27	963,27	963,27	963,27	963,27
1 200	1 050,84	1 050,84	1 050,84	1 050,84	1 050,84
1 300	1 138,41	1 138,41	1 138,41	1 138,41	1 138,41
1 400	1 225,98	1 225,98	1 225,98	1 225,98	1 225,98
1 500	1 313,55	1 313,55	1 313,55	1 313,55	1 313,55
1 600	1 401,12	1 401,12	1 401,12	1 401,12	1 401,12
1 700	1 488,69	1 488,69	1 488,69	1 488,69	1 488,69
1 800	1 576,26	1 576,26	1 576,26	1 576,26	1 576,26
1 900	1 663,83	1 663,83	1 663,83	1 663,83	1 663,83
2 000	1 751,40	1 751,40	1 751,40	1 751,40	1 751,40
2 100	1 838,97	1 838,97	1 838,97	1 838,97	1 838,97
2 200	1 926,54	1 926,54	1 926,54	1 926,54	1 926,54
2 300	2 014,11	2 014,11	2 014,11	2 014,11	2 014,11
2 400	2 101,68	2 101,68	2 101,68	2 101,68	2 101,68
2 500	2 189,25	2 189,25	2 189,25	2 189,25	2 189,25
2 600	2 276,82	2 276,82	2 276,82	2 276,82	2 276,82
2 700	2 364,39	2 364,39	2 364,39	2 364,39	2 364,39
2 800	2 451,96	2 451,96	2 451,96	2 451,96	2 451,96
2 900	2 539,53	2 539,53	2 539,53	2 539,53	2 539,53
3 000	2 627,10	2 627,10	2 627,10	2 627,10	2 627,10
3 100	2 714,67	2 714,67	2 714,67	2 714,67	2 714,67
3 200	2 802,24	2 802,24	2 802,24	2 802,24	2 802,24
3 300	2 889,81	2 889,81	2 889,81	2 889,81	2 889,81
3 400	2 977,38	2 977,38	2 977,38	2 977,38	2 977,38
3 500	3 064,95	3 064,95	3 064,95	3 064,95	3 064,95
3 600	3 149,37	3 149,37	3 149,37	3 149,37	3 149,37
3 700	3 233,79	3 233,79	3 233,79	3 233,79	3 233,79
3 800	3 318,21	3 318,21	3 318,21	3 318,21	3 318,21
3 900	3 402,63	3 402,63	3 402,63	3 402,63	3 402,63
4 000	3 487,05	3 487,05	3 487,05	3 487,05	3 487,05
4 100	3 571,47	3 571,47	3 571,47	3 571,47	3 571,47
4 200	3 655,89	3 655,89	3 655,89	3 655,89	3 655,89
4 300	3 740,31	3 740,31	3 740,31	3 740,31	3 740,31
4 400	3 824,73	3 824,73	3 824,73	3 824,73	3 824,73
4 500	3 909,15	3 909,15	3 909,15	3 909,15	3 909,15
4 600	3 993,57	3 993,57	3 993,57	3 993,57	3 993,57
4 700	4 077,99	4 077,99	4 077,99	4 077,99	4 077,99
4 800	4 162,41	4 162,41	4 162,41	4 162,41	4 162,41
4 900	4 246,83	4 246,83	4 246,83	4 246,83	4 246,83
5 000	4 331,25	4 331,25	4 331,25	4 331,25	4 331,25
5 100	4 415,67	4 415,67	4 415,67	4 415,67	4 415,67

Revenu brut annuel	Indemnités de remplacement du revenu (90 % du revenu net retenu pour 1999) Célibataire ou famille monoparentale				
	Nombre de personnes à charge				
	0	1	2	3	4 et plus
5 200	4 500,09	4 500,09	4 500,09	4 500,09	4 500,09
5 300	4 584,51	4 584,51	4 584,51	4 584,51	4 584,51
5 400	4 668,93	4 668,93	4 668,93	4 668,93	4 668,93
5 500	4 753,35	4 753,35	4 753,35	4 753,35	4 753,35
5 600	4 837,77	4 837,77	4 837,77	4 837,77	4 837,77
5 700	4 922,19	4 922,19	4 922,19	4 922,19	4 922,19
5 800	5 006,61	5 006,61	5 006,61	5 006,61	5 006,61
5 900	5 091,03	5 091,03	5 091,03	5 091,03	5 091,03
6 000	5 175,45	5 175,45	5 175,45	5 175,45	5 175,45
6 100	5 259,87	5 259,87	5 259,87	5 259,87	5 259,87
6 200	5 344,29	5 344,29	5 344,29	5 344,29	5 344,29
6 300	5 428,71	5 428,71	5 428,71	5 428,71	5 428,71
6 400	5 513,13	5 513,13	5 513,13	5 513,13	5 513,13
6 500	5 597,55	5 597,55	5 597,55	5 597,55	5 597,55
6 600	5 681,97	5 681,97	5 681,97	5 681,97	5 681,97
6 700	5 766,39	5 766,39	5 766,39	5 766,39	5 766,39
6 800	5 850,81	5 850,81	5 850,81	5 850,81	5 850,81
6 900	5 935,23	5 935,23	5 935,23	5 935,23	5 935,23
7 000	6 019,65	6 019,65	6 019,65	6 019,65	6 019,65
7 100	6 104,07	6 104,07	6 104,07	6 104,07	6 104,07
7 200	6 188,49	6 188,49	6 188,49	6 188,49	6 188,49
7 300	6 269,38	6 272,91	6 272,91	6 272,91	6 272,91
7 400	6 341,30	6 357,33	6 357,33	6 357,33	6 357,33
7 500	6 413,23	6 441,75	6 441,75	6 441,75	6 441,75
7 600	6 485,15	6 526,17	6 526,17	6 526,17	6 526,17
7 700	6 557,08	6 610,59	6 610,59	6 610,59	6 610,59
7 800	6 629,00	6 695,01	6 695,01	6 695,01	6 695,01
7 900	6 700,93	6 779,43	6 779,43	6 779,43	6 779,43
8 000	6 772,86	6 863,85	6 863,85	6 863,85	6 863,85
8 100	6 844,78	6 948,27	6 948,27	6 948,27	6 948,27
8 200	6 916,71	7 032,69	7 032,69	7 032,69	7 032,69
8 300	6 988,63	7 117,11	7 117,11	7 117,11	7 117,11
8 400	7 060,56	7 201,53	7 201,53	7 201,53	7 201,53
8 500	7 132,48	7 285,95	7 285,95	7 285,95	7 285,95
8 600	7 204,41	7 370,37	7 370,37	7 370,37	7 370,37
8 700	7 276,33	7 454,79	7 454,79	7 454,79	7 454,79
8 800	7 348,26	7 539,21	7 539,21	7 539,21	7 539,21
8 900	7 420,19	7 623,63	7 623,63	7 623,63	7 623,63
9 000	7 492,11	7 708,05	7 708,05	7 708,05	7 708,05
9 100	7 564,04	7 792,47	7 792,47	7 792,47	7 792,47
9 200	7 635,96	7 876,89	7 876,89	7 876,89	7 876,89
9 300	7 707,89	7 961,31	7 961,31	7 961,31	7 961,31
9 400	7 779,81	8 045,73	8 045,73	8 045,73	8 045,73
9 500	7 851,74	8 130,15	8 130,15	8 130,15	8 130,15
9 600	7 923,66	8 214,57	8 214,57	8 214,57	8 214,57
9 700	7 995,59	8 298,99	8 298,99	8 298,99	8 298,99
9 800	8 067,52	8 383,41	8 383,41	8 383,41	8 383,41
9 900	8 139,44	8 467,83	8 467,83	8 467,83	8 467,83
10 000	8 211,37	8 552,25	8 552,25	8 552,25	8 552,25
10 100	8 283,29	8 636,67	8 636,67	8 636,67	8 636,67

Revenu brut annuel	Indemnités de remplacement du revenu (90 % du revenu net retenu pour 1999) Célibataire ou famille monoparentale				
	Nombre de personnes à charge				
	0	1	2	3	4 et plus
10 200	8 355,22	8 721,09	8 721,09	8 721,09	8 721,09
10 300	8 427,14	8 805,51	8 805,51	8 805,51	8 805,51
10 400	8 499,07	8 889,93	8 889,93	8 889,93	8 889,93
10 500	8 570,99	8 974,35	8 974,35	8 974,35	8 974,35
10 600	8 642,92	9 058,77	9 058,77	9 058,77	9 058,77
10 700	8 713,94	9 143,19	9 143,19	9 143,19	9 143,19
10 800	8 767,81	9 227,61	9 227,61	9 227,61	9 227,61
10 900	8 821,69	9 312,03	9 312,03	9 312,03	9 312,03
11 000	8 875,56	9 396,45	9 396,45	9 396,45	9 396,45
11 100	8 929,43	9 480,87	9 480,87	9 480,87	9 480,87
11 200	8 983,30	9 565,29	9 565,29	9 565,29	9 565,29
11 300	9 037,17	9 649,71	9 649,71	9 649,71	9 649,71
11 400	9 091,04	9 734,13	9 734,13	9 734,13	9 734,13
11 500	9 144,92	9 818,55	9 818,55	9 818,55	9 818,55
11 600	9 198,79	9 902,97	9 902,97	9 902,97	9 902,97
11 700	9 252,66	9 987,39	9 987,39	9 987,39	9 987,39
11 800	9 306,53	10 071,81	10 071,81	10 071,81	10 071,81
11 900	9 360,40	10 156,23	10 156,23	10 156,23	10 156,23
12 000	9 414,27	10 240,65	10 240,65	10 240,65	10 240,65
12 100	9 468,14	10 325,07	10 325,07	10 325,07	10 325,07
12 200	9 522,02	10 409,49	10 409,49	10 409,49	10 409,49
12 300	9 575,89	10 493,91	10 493,91	10 493,91	10 493,91
12 400	9 629,76	10 578,33	10 578,33	10 578,33	10 578,33
12 500	9 683,63	10 662,75	10 662,75	10 662,75	10 662,75
12 600	9 737,50	10 747,17	10 747,17	10 747,17	10 747,17
12 700	9 791,37	10 831,59	10 831,59	10 831,59	10 831,59
12 800	9 845,25	10 916,01	10 916,01	10 916,01	10 916,01
12 900	9 899,12	11 000,43	11 000,43	11 000,43	11 000,43
13 000	9 952,99	11 084,85	11 084,85	11 084,85	11 084,85
13 100	10 006,86	11 169,27	11 169,27	11 169,27	11 169,27
13 200	10 060,73	11 253,69	11 253,69	11 253,69	11 253,69
13 300	10 114,60	11 338,11	11 338,11	11 338,11	11 338,11
13 400	10 168,47	11 422,53	11 422,53	11 422,53	11 422,53
13 500	10 222,35	11 506,95	11 506,95	11 506,95	11 506,95
13 600	10 276,22	11 585,84	11 585,84	11 585,84	11 585,84
13 700	10 330,09	11 658,27	11 658,27	11 658,27	11 658,27
13 800	10 383,96	11 730,71	11 730,71	11 730,71	11 730,71
13 900	10 437,83	11 803,15	11 803,15	11 803,15	11 803,15
14 000	10 491,70	11 875,13	11 875,13	11 875,13	11 875,13
14 100	10 545,58	11 947,06	11 947,06	11 947,06	11 947,06
14 200	10 599,45	12 018,99	12 018,99	12 018,99	12 018,99
14 300	10 653,32	12 090,91	12 090,91	12 090,91	12 090,91
14 400	10 707,19	12 162,84	12 162,84	12 162,84	12 162,84
14 500	10 761,06	12 234,76	12 234,76	12 234,76	12 234,76
14 600	10 814,93	12 306,69	12 306,69	12 306,69	12 306,69
14 700	10 868,81	12 378,61	12 378,61	12 378,61	12 378,61
14 800	10 922,68	12 450,54	12 450,54	12 450,54	12 450,54
14 900	10 976,55	12 522,46	12 522,46	12 522,46	12 522,46
15 000	11 030,42	12 594,39	12 594,39	12 594,39	12 594,39
15 100	11 084,29	12 666,32	12 666,32	12 666,32	12 666,32

Revenu brut annuel	Indemnités de remplacement du revenu (90 % du revenu net retenu pour 1999) Célibataire ou famille monoparentale				
	Nombre de personnes à charge				
	0	1	2	3	4 et plus
15 200	11 138,16	12 738,24	12 738,24	12 738,24	12 738,24
15 300	11 192,03	12 810,17	12 810,17	12 810,17	12 810,17
15 400	11 245,91	12 882,09	12 882,09	12 882,09	12 882,09
15 500	11 299,78	12 954,02	12 954,02	12 954,02	12 954,02
15 600	11 353,65	13 025,94	13 025,94	13 025,94	13 025,94
15 700	11 407,52	13 097,87	13 097,87	13 097,87	13 097,87
15 800	11 461,39	13 169,79	13 169,79	13 169,79	13 169,79
15 900	11 515,26	13 241,72	13 241,72	13 241,72	13 241,72
16 000	11 569,14	13 313,65	13 313,65	13 313,65	13 313,65
16 100	11 623,01	13 385,57	13 385,57	13 385,57	13 385,57
16 200	11 676,88	13 457,50	13 457,50	13 457,50	13 457,50
16 300	11 730,75	13 529,42	13 529,42	13 529,42	13 529,42
16 400	11 784,62	13 601,35	13 601,35	13 601,35	13 601,35
16 500	11 838,49	13 673,27	13 673,27	13 673,27	13 673,27
16 600	11 892,36	13 745,20	13 745,20	13 745,20	13 745,20
16 700	11 946,24	13 817,12	13 817,12	13 817,12	13 817,12
16 800	12 000,11	13 889,05	13 889,05	13 889,05	13 889,05
16 900	12 053,98	13 960,98	13 960,98	13 960,98	13 960,98
17 000	12 107,85	14 032,90	14 032,90	14 032,90	14 032,90
17 100	12 161,72	14 104,83	14 104,83	14 104,83	14 104,83
17 200	12 215,59	14 176,75	14 176,75	14 176,75	14 176,75
17 300	12 269,47	14 248,68	14 248,68	14 248,68	14 248,68
17 400	12 323,34	14 320,60	14 320,60	14 320,60	14 320,60
17 500	12 377,21	14 392,53	14 392,53	14 392,53	14 392,53
17 600	12 431,08	14 464,46	14 464,46	14 464,46	14 464,46
17 700	12 484,95	14 536,38	14 536,38	14 536,38	14 536,38
17 800	12 538,82	14 608,31	14 608,31	14 608,31	14 608,31
17 900	12 592,70	14 680,23	14 680,23	14 680,23	14 680,23
18 000	12 646,57	14 752,16	14 752,16	14 752,16	14 752,16
18 100	12 700,44	14 824,08	14 824,08	14 824,08	14 824,08
18 200	12 754,31	14 896,01	14 896,01	14 896,01	14 896,01
18 300	12 808,18	14 967,93	14 967,93	14 967,93	14 967,93
18 400	12 862,05	15 039,86	15 039,86	15 039,86	15 039,86
18 500	12 915,92	15 111,79	15 111,79	15 111,79	15 111,79
18 600	12 969,80	15 183,71	15 183,71	15 183,71	15 183,71
18 700	13 023,67	15 255,64	15 255,64	15 255,64	15 255,64
18 800	13 077,54	15 327,56	15 327,56	15 327,56	15 327,56
18 900	13 131,41	15 399,49	15 399,49	15 399,49	15 399,49
19 000	13 185,28	15 471,41	15 471,41	15 471,41	15 471,41
19 100	13 239,15	15 543,34	15 543,34	15 543,34	15 543,34
19 200	13 293,03	15 615,26	15 615,26	15 615,26	15 615,26
19 300	13 346,90	15 687,19	15 687,19	15 687,19	15 687,19
19 400	13 400,77	15 759,12	15 759,12	15 759,12	15 759,12
19 500	13 454,86	15 831,04	15 831,04	15 831,04	15 831,04
19 600	13 509,25	15 902,97	15 902,97	15 902,97	15 902,97
19 700	13 563,63	15 974,89	15 974,89	15 974,89	15 974,89
19 800	13 618,01	16 046,82	16 046,82	16 046,82	16 046,82
19 900	13 672,40	16 118,74	16 118,74	16 118,74	16 118,74
20 000	13 726,78	16 190,67	16 190,67	16 190,67	16 190,67
20 100	13 781,16	16 262,59	16 262,59	16 262,59	16 262,59

Revenu brut annuel	Indemnités de remplacement du revenu (90 % du revenu net retenu pour 1999) Célibataire ou famille monoparentale Nombre de personnes à charge				
	0	1	2	3	4 et plus
20 200	13 835,54	16 334,52	16 334,52	16 334,52	16 334,52
20 300	13 889,93	16 406,45	16 406,45	16 406,45	16 406,45
20 400	13 944,31	16 478,37	16 478,37	16 478,37	16 478,37
20 500	13 998,69	16 550,30	16 550,30	16 550,30	16 550,30
20 600	14 053,07	16 622,22	16 622,22	16 622,22	16 622,22
20 700	14 107,46	16 694,15	16 694,15	16 694,15	16 694,15
20 800	14 161,84	16 766,07	16 766,07	16 766,07	16 766,07
20 900	14 216,22	16 838,00	16 838,00	16 838,00	16 838,00
21 000	14 270,60	16 909,92	16 909,92	16 909,92	16 909,92
21 100	14 324,99	16 981,85	16 981,85	16 981,85	16 981,85
21 200	14 379,37	17 045,65	17 053,78	17 053,78	17 053,78
21 300	14 433,75	17 099,52	17 125,70	17 125,70	17 125,70
21 400	14 488,13	17 153,39	17 197,63	17 197,63	17 197,63
21 500	14 542,52	17 207,27	17 269,55	17 269,55	17 269,55
21 600	14 596,90	17 261,14	17 341,48	17 341,48	17 341,48
21 700	14 651,28	17 315,01	17 413,40	17 413,40	17 413,40
21 800	14 705,66	17 368,88	17 485,33	17 485,33	17 485,33
21 900	14 760,05	17 422,75	17 557,25	17 557,25	17 557,25
22 000	14 814,43	17 476,62	17 629,18	17 629,18	17 629,18
22 100	14 868,81	17 530,49	17 701,11	17 701,11	17 701,11
22 200	14 923,19	17 584,37	17 773,03	17 773,03	17 773,03
22 300	14 977,58	17 638,24	17 844,96	17 844,96	17 844,96
22 400	15 031,96	17 692,11	17 916,88	17 916,88	17 916,88
22 500	15 086,34	17 745,98	17 988,81	17 988,81	17 988,81
22 600	15 140,72	17 799,85	18 060,73	18 060,73	18 060,73
22 700	15 195,11	17 853,72	18 132,66	18 132,66	18 132,66
22 800	15 249,49	17 907,60	18 204,58	18 204,58	18 204,58
22 900	15 303,87	17 961,47	18 276,51	18 276,51	18 276,51
23 000	15 358,26	18 015,34	18 348,44	18 348,44	18 348,44
23 100	15 412,64	18 069,21	18 420,36	18 420,36	18 420,36
23 200	15 467,02	18 123,08	18 492,29	18 492,29	18 492,29
23 300	15 521,40	18 176,95	18 564,21	18 564,21	18 564,21
23 400	15 575,79	18 230,83	18 636,14	18 636,14	18 636,14
23 500	15 630,17	18 284,70	18 708,06	18 708,06	18 708,06
23 600	15 684,55	18 338,57	18 779,99	18 779,99	18 779,99
23 700	15 738,93	18 392,44	18 851,91	18 851,91	18 851,91
23 800	15 793,32	18 446,31	18 923,84	18 923,84	18 923,84
23 900	15 847,70	18 500,18	18 995,77	18 995,77	18 995,77
24 000	15 902,08	18 554,05	19 052,35	19 067,69	19 067,69
24 100	15 956,46	18 607,93	19 106,22	19 139,62	19 139,62
24 200	16 010,85	18 661,80	19 160,09	19 211,54	19 211,54
24 300	16 065,23	18 715,67	19 213,96	19 283,47	19 283,47
24 400	16 119,61	18 769,54	19 267,83	19 355,39	19 355,39
24 500	16 173,99	18 823,41	19 321,70	19 427,32	19 427,32
24 600	16 228,38	18 877,28	19 375,57	19 499,24	19 499,24
24 700	16 282,76	18 931,16	19 429,45	19 571,17	19 571,17
24 800	16 337,14	18 985,03	19 483,32	19 643,10	19 643,10
24 900	16 391,52	19 038,90	19 537,19	19 715,02	19 715,02
25 000	16 445,91	19 092,77	19 591,06	19 786,95	19 786,95
25 100	16 497,58	19 143,93	19 642,22	19 858,87	19 858,87
25 200	16 549,26	19 195,10	19 693,39	19 930,80	19 930,80

Revenu brut annuel	Indemnités de remplacement du revenu (90 % du revenu net retenu pour 1999) Célibataire ou famille monoparentale				
	Nombre de personnes à charge				
	0	1	2	3	4 et plus
25 300	16 600,93	19 246,26	19 744,55	20 002,72	20 002,72
25 400	16 652,60	19 297,42	19 795,71	20 074,65	20 074,65
25 500	16 704,28	19 348,59	19 846,88	20 146,57	20 146,57
25 600	16 755,95	19 399,75	19 898,04	20 218,50	20 218,50
25 700	16 807,63	19 450,91	19 949,20	20 290,43	20 290,43
25 800	16 859,30	19 502,08	20 000,37	20 362,35	20 362,35
25 900	16 910,98	19 553,24	20 051,53	20 434,28	20 434,28
26 000	16 962,65	19 604,40	20 102,70	20 506,20	20 506,20
26 100	17 011,21	19 647,04	20 145,33	20 578,13	20 578,13
26 200	17 059,77	19 689,67	20 187,96	20 650,05	20 650,05
26 300	17 108,33	19 732,30	20 230,59	20 721,98	20 721,98
26 400	17 156,89	19 774,94	20 273,23	20 771,52	20 793,90
26 500	17 205,45	19 817,57	20 315,86	20 814,15	20 865,83
26 600	17 254,01	19 860,20	20 358,49	20 856,78	20 937,76
26 700	17 302,57	19 902,84	20 401,13	20 899,42	21 009,68
26 800	17 351,13	19 945,47	20 443,76	20 942,05	21 081,61
26 900	17 399,69	19 988,10	20 486,39	20 984,68	21 153,53
27 000	17 448,25	20 030,73	20 529,02	21 027,32	21 225,46
27 100	17 496,81	20 073,37	20 571,66	21 069,95	21 297,38
27 200	17 545,37	20 116,00	20 614,29	21 112,58	21 369,31
27 300	17 593,93	20 158,63	20 656,92	21 155,21	21 441,23
27 400	17 642,49	20 201,27	20 699,56	21 197,85	21 513,16
27 500	17 691,05	20 243,90	20 742,19	21 240,48	21 585,09
27 600	17 739,61	20 286,53	20 784,82	21 283,11	21 657,01
27 700	17 788,17	20 329,16	20 827,46	21 325,75	21 728,94
27 800	17 836,73	20 371,80	20 870,09	21 368,38	21 800,86
27 900	17 885,29	20 414,43	20 912,72	21 411,01	21 872,79
28 000	17 933,85	20 457,06	20 955,35	21 453,64	21 944,71
28 100	17 982,42	20 499,70	20 997,99	21 496,28	21 994,57
28 200	18 030,98	20 542,33	21 040,62	21 538,91	22 037,20
28 300	18 079,54	20 584,96	21 083,25	21 581,54	22 079,83
28 400	18 128,10	20 627,60	21 125,89	21 624,18	22 122,47
28 500	18 176,66	20 670,23	21 168,52	21 666,81	22 165,10
28 600	18 225,22	20 712,86	21 211,15	21 709,44	22 207,73
28 700	18 273,78	20 755,49	21 253,78	21 752,08	22 250,37
28 800	18 322,34	20 798,13	21 296,42	21 794,71	22 293,00
28 900	18 370,90	20 840,76	21 339,05	21 837,34	22 335,63
29 000	18 419,46	20 883,39	21 381,68	21 879,97	22 378,26
29 100	18 468,02	20 926,03	21 424,32	21 922,61	22 420,90
29 200	18 516,58	20 968,66	21 466,95	21 965,24	22 463,53
29 300	18 565,14	21 011,29	21 509,58	22 007,87	22 506,16
29 400	18 613,70	21 053,93	21 552,22	22 050,51	22 548,80
29 500	18 662,26	21 096,56	21 594,85	22 093,14	22 591,43
29 600	18 710,14	21 138,51	21 636,80	22 135,10	22 633,39
29 700	18 751,94	21 174,38	21 672,67	22 170,96	22 669,26
29 800	18 793,73	21 210,25	21 708,54	22 206,83	22 705,12
29 900	18 835,53	21 246,12	21 744,41	22 242,70	22 740,99
30 000	18 877,33	21 281,99	21 780,28	22 278,57	22 776,86
30 100	18 919,12	21 317,86	21 816,15	22 314,44	22 812,73
30 200	18 960,92	21 353,73	21 852,02	22 350,31	22 848,60
30 300	19 002,72	21 389,60	21 887,89	22 386,18	22 884,47

Revenu brut annuel	Indemnités de remplacement du revenu (90 % du revenu net retenu pour 1999) Célibataire ou famille monoparentale				
	Nombre de personnes à charge				
	0	1	2	3	4 et plus
30 400	19 044,51	21 425,47	21 923,76	22 422,05	22 920,34
30 500	19 086,31	21 461,34	21 959,63	22 457,92	22 956,21
30 600	19 128,11	21 497,21	21 995,50	22 493,79	22 992,08
30 700	19 169,90	21 533,08	22 031,37	22 529,66	23 027,95
30 800	19 211,70	21 568,95	22 067,24	22 565,53	23 063,82
30 900	19 253,50	21 604,82	22 103,11	22 601,40	23 099,69
31 000	19 295,29	21 640,69	22 138,98	22 637,27	23 135,56
31 100	19 337,09	21 676,56	22 174,85	22 673,14	23 171,43
31 200	19 378,89	21 712,43	22 210,72	22 709,01	23 207,30
31 300	19 420,68	21 748,30	22 246,59	22 744,88	23 243,17
31 400	19 462,48	21 784,16	22 282,45	22 780,75	23 279,04
31 500	19 504,28	21 820,03	22 318,32	22 816,61	23 314,91
31 600	19 546,07	21 855,90	22 354,19	22 852,48	23 350,77
31 700	19 587,87	21 891,77	22 390,06	22 888,35	23 386,64
31 800	19 629,67	21 927,64	22 425,93	22 924,22	23 422,51
31 900	19 671,46	21 963,51	22 461,80	22 960,09	23 458,38
32 000	19 713,26	21 999,38	22 497,67	22 995,96	23 494,25
32 100	19 755,06	22 035,25	22 533,54	23 031,83	23 530,12
32 200	19 796,85	22 071,12	22 569,41	23 067,70	23 565,99
32 300	19 838,65	22 106,99	22 605,28	23 103,57	23 601,86
32 400	19 880,45	22 142,86	22 641,15	23 139,44	23 637,73
32 500	19 922,24	22 178,73	22 677,02	23 175,31	23 673,60
32 600	19 964,04	22 214,60	22 712,89	23 211,18	23 709,47
32 700	20 005,84	22 250,47	22 748,76	23 247,05	23 745,34
32 800	20 047,63	22 286,34	22 784,63	23 282,92	23 781,21
32 900	20 089,43	22 322,21	22 820,50	23 318,79	23 817,08
33 000	20 131,23	22 358,08	22 856,37	23 354,66	23 852,95
33 100	20 176,14	22 397,06	22 895,35	23 393,64	23 891,93
33 200	20 221,05	22 436,04	22 934,33	23 432,62	23 930,91
33 300	20 265,96	22 475,03	22 973,32	23 471,61	23 969,90
33 400	20 310,87	22 514,01	23 012,30	23 510,59	24 008,88
33 500	20 355,78	22 552,99	23 051,28	23 549,58	24 047,87
33 600	20 400,69	22 591,98	23 090,27	23 588,56	24 086,85
33 700	20 445,60	22 630,96	23 129,25	23 627,54	24 125,83
33 800	20 490,52	22 669,95	23 168,24	23 666,53	24 164,82
33 900	20 535,43	22 708,93	23 207,22	23 705,51	24 203,80
34 000	20 580,34	22 747,91	23 246,20	23 744,49	24 242,78
34 100	20 625,25	22 786,90	23 285,19	23 783,48	24 281,77
34 200	20 670,16	22 825,88	23 324,17	23 822,46	24 320,75
34 300	20 715,07	22 864,86	23 363,16	23 861,45	24 359,74
34 400	20 759,98	22 903,85	23 402,14	23 900,43	24 398,72
34 500	20 804,89	22 942,83	23 441,12	23 939,41	24 437,70
34 600	20 849,80	22 981,82	23 480,11	23 978,40	24 476,69
34 700	20 894,71	23 020,80	23 519,09	24 017,38	24 515,67
34 800	20 939,63	23 059,78	23 558,07	24 056,36	24 554,65
34 900	20 984,54	23 098,77	23 597,06	24 095,35	24 593,64
35 000	21 029,45	23 137,75	23 636,04	24 134,33	24 632,62
35 100	21 074,36	23 176,73	23 675,03	24 173,32	24 671,61
35 200	21 119,27	23 215,72	23 714,01	24 212,30	24 710,59
35 300	21 164,18	23 254,70	23 752,99	24 251,28	24 749,57
35 400	21 209,09	23 293,69	23 791,98	24 290,27	24 788,56

Revenu brut annuel	Indemnités de remplacement du revenu (90 % du revenu net retenu pour 1999) Célibataire ou famille monoparentale				
	Nombre de personnes à charge				
	0	1	2	3	4 et plus
35 500	21 254,00	23 332,67	23 830,96	24 329,25	24 827,54
35 600	21 298,91	23 371,65	23 869,94	24 368,23	24 866,52
35 700	21 343,82	23 410,64	23 908,93	24 407,22	24 905,51
35 800	21 388,74	23 449,62	23 947,91	24 446,20	24 944,49
35 900	21 433,65	23 488,60	23 986,90	24 485,19	24 983,48
36 000	21 478,56	23 527,59	24 025,88	24 524,17	25 022,46
36 100	21 523,47	23 566,57	24 064,86	24 563,15	25 061,44
36 200	21 568,38	23 605,56	24 103,85	24 602,14	25 100,43
36 300	21 613,29	23 644,54	24 142,83	24 641,12	25 139,41
36 400	21 658,20	23 683,52	24 181,81	24 680,10	25 178,39
36 500	21 703,11	23 722,51	24 220,80	24 719,09	25 217,38
36 600	21 748,02	23 761,49	24 259,78	24 758,07	25 256,36
36 700	21 792,93	23 800,47	24 298,77	24 797,06	25 295,35
36 800	21 837,85	23 839,46	24 337,75	24 836,04	25 334,33
36 900	21 882,76	23 878,44	24 376,73	24 875,02	25 373,31
37 000	21 930,37	23 920,13	24 418,42	24 916,71	25 415,00
37 100	21 977,98	23 961,82	24 460,11	24 958,40	25 456,69
37 200	22 025,60	24 003,50	24 501,79	25 000,08	25 498,37
37 300	22 073,21	24 045,19	24 543,48	25 041,77	25 540,06
37 400	22 120,83	24 086,88	24 585,17	25 083,46	25 581,75
37 500	22 168,44	24 128,56	24 626,85	25 125,14	25 623,43
37 600	22 216,05	24 170,25	24 668,54	25 166,83	25 665,12
37 700	22 263,67	24 211,94	24 710,23	25 208,52	25 706,81
37 800	22 311,28	24 253,62	24 751,91	25 250,20	25 748,49
37 900	22 358,89	24 295,31	24 793,60	25 291,89	25 790,18
38 000	22 406,51	24 337,00	24 835,29	25 333,58	25 831,87
38 100	22 454,12	24 378,68	24 876,97	25 375,26	25 873,55
38 200	22 501,74	24 420,37	24 918,66	25 416,95	25 915,24
38 300	22 549,35	24 462,06	24 960,35	25 458,64	25 956,93
38 400	22 596,96	24 503,74	25 002,03	25 500,32	25 998,61
38 500	22 644,58	24 545,43	25 043,72	25 542,01	26 040,30
38 600	22 692,19	24 587,11	25 085,41	25 583,70	26 081,99
38 700	22 739,81	24 628,80	25 127,09	25 625,38	26 123,67
38 800	22 787,42	24 670,49	25 168,78	25 667,07	26 165,36
38 900	22 835,03	24 712,17	25 210,47	25 708,76	26 207,05
39 000	22 882,65	24 754,31	25 252,60	25 750,89	26 249,18
39 100	22 932,35	24 798,59	25 296,88	25 795,17	26 293,46
39 200	22 982,04	24 842,88	25 341,17	25 839,46	26 337,75
39 300	23 031,74	24 887,16	25 385,45	25 883,74	26 382,03
39 400	23 081,44	24 931,44	25 429,73	25 928,02	26 426,31
39 500	23 131,14	24 975,72	25 474,01	25 972,31	26 470,60
39 600	23 180,84	25 020,01	25 518,30	26 016,59	26 514,88
39 700	23 230,54	25 064,29	25 562,58	26 060,87	26 559,16
39 800	23 280,24	25 108,57	25 606,86	26 105,15	26 603,44
39 900	23 329,94	25 152,86	25 651,15	26 149,44	26 647,73
40 000	23 379,64	25 197,14	25 695,43	26 193,72	26 692,01
40 100	23 429,33	25 241,42	25 739,71	26 238,00	26 736,29
40 200	23 479,03	25 285,70	25 783,99	26 282,28	26 780,57
40 300	23 528,73	25 329,99	25 828,28	26 326,57	26 824,86
40 400	23 578,43	25 374,27	25 872,56	26 370,85	26 869,14
40 500	23 628,13	25 418,55	25 916,84	26 415,13	26 913,42

Revenu brut annuel	Indemnités de remplacement du revenu (90 % du revenu net retenu pour 1999) Célibataire ou famille monoparentale				
	Nombre de personnes à charge				
	0	1	2	3	4 et plus
40 600	23 677,83	25 462,83	25 961,12	26 459,42	26 957,71
40 700	23 727,53	25 507,12	26 005,41	26 503,70	27 001,99
40 800	23 777,23	25 551,40	26 049,69	26 547,98	27 046,27
40 900	23 826,93	25 595,68	26 093,97	26 592,26	27 090,55
41 000	23 876,62	25 639,97	26 138,26	26 636,55	27 134,84
41 100	23 926,32	25 684,25	26 182,54	26 680,83	27 179,12
41 200	23 976,02	25 728,53	26 226,82	26 725,11	27 223,40
41 300	24 025,72	25 772,81	26 271,10	26 769,39	27 267,68
41 400	24 075,42	25 817,10	26 315,39	26 813,68	27 311,97
41 500	24 125,12	25 861,38	26 359,67	26 857,96	27 356,25
41 600	24 174,82	25 905,66	26 403,95	26 902,24	27 400,53
41 700	24 224,52	25 949,94	26 448,23	26 946,52	27 444,82
41 800	24 274,22	25 994,23	26 492,52	26 990,81	27 489,10
41 900	24 323,91	26 038,51	26 536,80	27 035,09	27 533,38
42 000	24 373,61	26 082,79	26 581,08	27 079,37	27 577,66
42 100	24 423,31	26 127,07	26 625,37	27 123,66	27 621,95
42 200	24 473,01	26 171,36	26 669,65	27 167,94	27 666,23
42 300	24 522,71	26 215,64	26 713,93	27 212,22	27 710,51
42 400	24 572,41	26 259,92	26 758,21	27 256,50	27 754,79
42 500	24 622,11	26 304,21	26 802,50	27 300,79	27 799,08
42 600	24 671,81	26 348,49	26 846,78	27 345,07	27 843,36
42 700	24 721,51	26 392,77	26 891,06	27 389,35	27 887,64
42 800	24 771,20	26 437,05	26 935,34	27 433,63	27 931,92
42 900	24 820,90	26 481,34	26 979,63	27 477,92	27 976,21
43 000	24 870,60	26 525,62	27 023,91	27 522,20	28 020,49
43 100	24 920,30	26 569,90	27 068,19	27 566,48	28 064,77
43 200	24 970,00	26 614,18	27 112,47	27 610,77	28 109,06
43 300	25 019,70	26 658,47	27 156,76	27 655,05	28 153,34
43 400	25 069,40	26 702,75	27 201,04	27 699,33	28 197,62
43 500	25 119,10	26 747,03	27 245,32	27 743,61	28 241,90
43 600	25 168,80	26 791,32	27 289,61	27 787,90	28 286,19
43 700	25 218,50	26 835,60	27 333,89	27 832,18	28 330,47
43 800	25 268,19	26 879,88	27 378,17	27 876,46	28 374,75
43 900	25 317,89	26 924,16	27 422,45	27 920,74	28 419,03
44 000	25 367,59	26 968,45	27 466,74	27 965,03	28 463,32
44 100	25 417,29	27 012,73	27 511,02	28 009,31	28 507,60
44 200	25 466,99	27 057,01	27 555,30	28 053,59	28 551,88
44 300	25 516,69	27 101,29	27 599,58	28 097,87	28 596,17
44 400	25 566,39	27 145,58	27 643,87	28 142,16	28 640,45
44 500	25 616,09	27 189,86	27 688,15	28 186,44	28 684,73
44 600	25 665,79	27 234,14	27 732,43	28 230,72	28 729,01
44 700	25 715,48	27 278,42	27 776,72	28 275,01	28 773,30
44 800	25 765,18	27 322,71	27 821,00	28 319,29	28 817,58
44 900	25 814,88	27 366,99	27 865,28	28 363,57	28 861,86
45 000	25 864,58	27 411,27	27 909,56	28 407,85	28 906,14
45 100	25 914,28	27 455,56	27 953,85	28 452,14	28 950,43
45 200	25 963,98	27 499,84	27 998,13	28 496,42	28 994,71
45 300	26 013,68	27 544,12	28 042,41	28 540,70	29 038,99
45 400	26 063,38	27 588,40	28 086,69	28 584,98	29 083,28
45 500	26 113,08	27 632,69	28 130,98	28 629,27	29 127,56
45 600	26 162,77	27 676,97	28 175,26	28 673,55	29 171,84

Revenu brut annuel	Indemnités de remplacement du revenu (90 % du revenu net retenu pour 1999) Célibataire ou famille monoparentale				
	Nombre de personnes à charge				
	0	1	2	3	4 et plus
45 700	26 212,47	27 721,25	28 219,54	28 717,83	29 216,12
45 800	26 262,17	27 765,53	28 263,83	28 762,12	29 260,41
45 900	26 311,87	27 809,82	28 308,11	28 806,40	29 304,69
46 000	26 361,57	27 858,61	28 356,90	28 855,19	29 353,48
46 100	26 411,27	27 908,31	28 406,60	28 904,89	29 403,18
46 200	26 460,97	27 958,01	28 456,30	28 954,59	29 452,88
46 300	26 510,67	28 007,71	28 506,00	29 004,29	29 502,58
46 400	26 560,37	28 057,41	28 555,70	29 053,99	29 552,28
46 500	26 610,06	28 107,11	28 605,40	29 103,69	29 601,98
46 600	26 659,76	28 156,81	28 655,10	29 153,39	29 651,68
46 700	26 709,46	28 206,51	28 704,80	29 203,09	29 701,38
46 800	26 759,16	28 256,20	28 754,50	29 252,79	29 751,08
46 900	26 808,86	28 305,90	28 804,19	29 302,48	29 800,77
47 000	26 858,56	28 355,60	28 853,89	29 352,18	29 850,47
47 100	26 908,26	28 405,30	28 903,59	29 401,88	29 900,17
47 200	26 957,96	28 455,00	28 953,29	29 451,58	29 949,87
47 300	27 007,66	28 504,70	29 002,99	29 501,28	29 999,57
47 400	27 057,35	28 554,40	29 052,69	29 550,98	30 049,27
47 500	27 107,05	28 604,10	29 102,39	29 600,68	30 098,97
47 600	27 156,75	28 653,80	29 152,09	29 650,38	30 148,67
47 700	27 206,45	28 703,49	29 201,79	29 700,08	30 198,37
47 800	27 256,15	28 753,19	29 251,48	29 749,77	30 248,06
47 900	27 305,85	28 802,89	29 301,18	29 799,47	30 297,76
48 000	27 354,87	28 852,59	29 350,88	29 849,17	30 347,46
48 100	27 402,47	28 902,29	29 400,58	29 898,87	30 397,16
48 200	27 450,06	28 951,99	29 450,28	29 948,57	30 446,86
48 300	27 497,65	29 001,69	29 499,98	29 998,27	30 496,56
48 400	27 545,25	29 051,39	29 549,68	30 047,97	30 546,26
48 500	27 592,84	29 101,09	29 599,38	30 097,67	30 595,96
48 600	27 640,43	29 150,78	29 649,08	30 147,37	30 645,66
48 700	27 688,03	29 200,48	29 698,77	30 197,06	30 695,36
48 800	27 735,62	29 250,18	29 748,47	30 246,76	30 745,05
48 900	27 783,21	29 299,88	29 798,17	30 296,46	30 794,75
49 000	27 830,80	29 349,58	29 847,87	30 346,16	30 844,45
49 100	27 878,40	29 399,28	29 897,57	30 395,86	30 894,15
49 200	27 925,99	29 448,98	29 947,27	30 445,56	30 943,85
49 300	27 973,58	29 498,68	29 996,97	30 495,26	30 993,55
49 400	28 021,18	29 548,38	30 046,67	30 544,96	31 043,25
49 500	28 068,77	29 598,08	30 096,37	30 594,66	31 092,95
49 600	28 116,36	29 647,77	30 146,06	30 644,35	31 142,65
49 700	28 163,95	29 697,47	30 195,76	30 694,05	31 192,34
49 800	28 211,55	29 747,17	30 245,46	30 743,75	31 242,04
49 900	28 259,14	29 796,87	30 295,16	30 793,45	31 291,74
50 000	28 306,73	29 846,57	30 344,86	30 843,15	31 341,44
50 100	28 351,62	29 893,56	30 391,85	30 890,14	31 388,43
50 200	28 396,50	29 940,55	30 438,84	30 937,13	31 435,42
50 300	28 441,39	29 987,54	30 485,83	30 984,12	31 482,41
50 400	28 486,27	30 034,53	30 532,82	31 031,11	31 529,40
50 500	28 531,16	30 081,52	30 579,81	31 078,10	31 576,39

## Projet de règlement

Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles  
(L.R.Q., c. A-3.001)

### Table des revenus bruts annuels d'emplois convenables pour l'année 1999

Avis est donné par les présentes, conformément aux articles 10 et 11 de la Loi sur les règlements (L.R.Q., c. R-18.1), que le projet de «Règlement sur la table des revenus bruts annuels d'emplois convenables pour l'année 1999» dont le texte apparaît ci-dessous, pourra être adopté par la Commission de la santé et de la sécurité du travail à l'expiration d'un délai de 45 jours à compter de la présente publication.

Ce projet de règlement vise à ajuster la table des revenus bruts annuels d'emplois convenables en fonction du salaire minimum en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 1999 et du maximum annuel assurable déterminé conformément à l'article 66 de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (L.R.Q., c. A-3.001) pour l'année 1999.

À ce jour, l'étude de ce dossier révèle les impacts suivants sur les citoyens et les entreprises directement concernés par ces modifications:

— L'augmentation du salaire minimum entraîne une augmentation du seuil minimum de revenu brut annuel d'emploi convenable dont la Commission tient compte pour déterminer l'indemnité de remplacement du revenu réduite d'un travailleur;

— Il n'y a pas d'impact significatif sur les entreprises.

Des renseignements additionnels peuvent être obtenus en s'adressant à monsieur René Peterson, 524, rue Bourdages, à Québec, téléphone (418) 643-1227, télécopieur (418) 528-2081.

Toute personne intéressée ayant des commentaires à formuler à ce sujet est priée de les faire parvenir par écrit, avant l'expiration de ce délai, à monsieur Roland Longchamps, vice-président aux finances, Commission de la santé et de la sécurité du travail, 524, rue Bourdages, Québec (Québec) G1K 7E2.

*Le président du conseil d'administration  
et chef de la direction  
de la Commission de la santé  
et de la sécurité du travail,  
TREFFLÉ LACOMBE*

## Règlement sur la table des revenus bruts annuels d'emplois convenables pour l'année 1999

Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles  
(L.R.Q., c. A-3.001, a. 50)

**1.** La table des revenus bruts annuels d'emplois convenables pour l'année 1999 est la suivante:

Tranche		Limite inférieure		Limite supérieure
1.	de	15 110 \$	à moins de	16 000 \$
2.	"	16 000 \$	"	18 000 \$
3.	"	18 000 \$	"	21 000 \$
4.	"	21 000 \$	"	24 000 \$
5.	"	24 000 \$	"	27 000 \$
6.	"	27 000 \$	"	30 000 \$
7.	"	30 000 \$	"	33 000 \$
8.	"	33 000 \$	"	36 000 \$
9.	"	36 000 \$	"	39 000 \$
10.	"	39 000 \$	"	42 000 \$
11.	"	42 000 \$	"	45 000 \$
12.	"	45 000 \$	"	48 000 \$
13.	"	48 000 \$	"	50 500 \$
14.	"	50 500 \$	et plus	

**2.** Le présent règlement entre en vigueur le quinzième jour qui suit la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

30735

## Projet de règlement

Code des professions  
(L.R.Q., c. C-26)

### Administrateurs agréés — Code de déontologie

Avis est donné par les présentes, conformément aux articles 10 et 11 de la Loi sur les Règlements (L.R.Q., c. R-18.1), que le «Code de déontologie des administrateurs agréés», adopté par le Bureau de l'Ordre des administrateurs agréés du Québec, pourra être soumis au gouvernement qui pourra l'approuver, avec ou sans modification, à l'expiration d'un délai de 45 jours à compter de la présente publication.

Ce règlement a principalement pour objet de prévoir des dispositions énonçant des conditions, des obligations et des prohibitions quant à la publicité faite par les membres de l'Ordre des administrateurs agréés du Québec. Ce règlement a donc un impact direct sur les administrateurs agréés puisqu'ils devront, dans leur publicité et pour le bénéfice de leur clientèle, observer certaines règles qui, aux termes de l'article 87 du Code des professions, doivent être contenues dans le Code de déontologie des administrateurs agréés du Québec.

Pour le citoyen, ce règlement contribuera à améliorer la qualité des services offerts et l'excellence des services offerts par les administrateurs agréés. Il n'y a aucun impact sur les entreprises, PME et autres.

Des renseignements additionnels peuvent être obtenus en s'adressant à madame Louise Champoux-Paillé, directrice générale et secrétaire, Ordre des administrateurs agréés du Québec, bureau 640, 680, rue Sherbrooke Ouest, Montréal (Québec) H3A 2M7, numéro de téléphone: 514-499-0880; numéro de télécopieur: 514-499-0892.

Toute personne ayant des commentaires à formuler est priée de les transmettre, avant l'expiration de ce délai, au président de l'Office des professions du Québec, 800, place d'Youville, 10<sup>e</sup> étage, Québec (Québec) G1R 5Z3. Ces commentaires seront communiqués par l'Office au ministre responsable de l'application des lois professionnelles; ils pourront également l'être à l'ordre professionnel qui a adopté le règlement ainsi qu'aux personnes, ministères et organismes intéressés.

*Le président de l'Office des  
professions du Québec,*  
ROBERT DIAMANT

## Code de déontologie des administrateurs agréés du Québec

Code des professions  
(L.R.Q., c. C-26, a. 87)

### SECTION I DEVOIRS ENVERS LE PUBLIC

**1.** L'administrateur agréé ne doit pas prononcer de paroles, publier d'écrits ou agir contrairement aux lois, ni conseiller, recommander ou inciter quiconque à y porter atteinte.

**2.** L'administrateur agréé doit appuyer toute mesure susceptible d'améliorer la qualité et la disponibilité des services professionnels dans le domaine où il exerce.

**3.** Dans l'exercice de sa profession, l'administrateur agréé doit tenir compte de l'ensemble des conséquences prévisibles que peuvent avoir ses recherches, travaux ou interventions sur la société et notamment sur un domaine d'intérêt public.

**4.** L'administrateur agréé doit refuser ou cesser d'agir lorsque les conséquences prévisibles de ses travaux, interventions ou recherches sont telles qu'elles vont à l'encontre ou sont préjudiciables à la société ou à un domaine d'intérêt public.

**5.** L'administrateur agréé doit favoriser les moyens d'éducation et d'information dans le domaine où il exerce. Il doit aussi, dans la mesure du possible, poser les actes qui s'imposent pour que soit assurée cette fonction d'éducation et d'information.

### SECTION II DEVOIRS ENVERS LE CLIENT

#### §1. Dispositions générales

**6.** Avant d'accepter d'agir ou d'intervenir pour un client, l'administrateur agréé doit tenir compte des limites de ses aptitudes, de ses connaissances, de son état et des circonstances ainsi que de moyens dont il dispose. Notamment, il ne doit pas entreprendre des travaux pour lesquels il n'est pas suffisamment préparé sans obtenir l'assistance nécessaire et sans en informer le client.

**7.** L'administrateur agréé qui est en mesure de reconnaître qu'il serait dans l'intérêt du client de rechercher les services d'un autre professionnel sous un aspect important, doit en informer le client dès lors.

**8.** L'administrateur agréé doit reconnaître en tout temps le droit du client de consulter un autre administrateur agréé, un membre d'un autre ordre professionnel ou toute autre personne compétente, avec lequel il devra, s'il y a lieu, coopérer étroitement.

L'administrateur agréé ne peut cependant agir ou intervenir dans une affaire dans laquelle un autre professionnel ou une autre personne compétente, notamment un autre administrateur agréé, est déjà impliqué sans en aviser ce dernier et en informer le client.

**9.** Avant d'accepter d'agir ou intervenir, l'administrateur agréé doit s'assurer qu'il n'y a pas de risque de conflit de quelque nature dont le client ou un client éventuel pourrait souffrir, entre les tâches qui lui sont ou seraient confiées et celles d'un autre professionnel impliqué.

**10.** L'administrateur agréé doit s'abstenir d'exercer dans des conditions ou des états susceptibles de compromettre la qualité de ses services.

**11.** L'administrateur agréé doit s'abstenir de s'ingérer dans les affaires personnelles de son client sur des sujets qui ne relèvent pas de sa compétence.

**12.** L'administrateur agréé doit, dans l'exercice de sa profession, s'identifier comme administrateur agréé auprès de son client. Il doit notamment signer et faire connaître sa qualité d'administrateur agréé sur tout rapport ou document produit dans l'exercice de sa profession.

## *§2. Intégrité*

**13.** L'administrateur agréé doit s'acquitter de ses devoirs professionnels avec intégrité et agir dans le meilleur intérêt du client.

**14.** L'administrateur agréé doit éviter toute fausse représentation quant à son niveau de compétence ou quant à l'efficacité de ses propres services et de ceux généralement assurés par les membres de sa profession. Si le bien du client l'exige, il doit, sur autorisation de ce dernier, consulter un confrère, un membre d'un autre ordre professionnel ou une autre personne compétente, ou le diriger vers l'une de ces personnes.

**15.** L'administrateur agréé doit, dès que possible, informer son client du coût, de l'ampleur et des modalités de son intervention. Il doit obtenir son accord à ce sujet et s'assurer que le client comprenne les objectifs, l'ampleur des services impliqués de même que la base de facturation.

**16.** L'administrateur agréé doit exposer à son client d'une façon complète et objective la nature et la portée du problème qui, à son avis, ressort de l'ensemble des faits qui ont été portés à sa connaissance.

**17.** Lorsque l'administrateur agréé juge que l'intérêt du client exige une modification de l'intervention originale, il doit en aviser le client, quelles que soient les conséquences qui peuvent en découler sur la durée de l'intervention et obtenir le consentement du client avant de donner un avis ou un conseil.

**18.** L'administrateur agréé doit s'abstenir d'exprimer des avis ou de donner des conseils contradictoires ou incomplets. À cette fin, il doit chercher à avoir une connaissance complète des faits avant de donner un avis ou un conseil.

**19.** L'administrateur agréé doit, dans l'exercice de ses fonctions, conserver une indépendance d'esprit vis-à-vis de son client et s'assurer que ses interventions et ses opinions ou conseils s'inspirent d'une analyse objective des faits.

**20.** L'administrateur agréé doit informer le plus tôt possible son client de tout fait, de tout intérêt, de circonstances ou d'erreur dont il a connaissance ou de toute relation et lien personnel qui pourraient influencer l'exécution de son intervention ou qui pourraient être préjudiciables au client.

**21.** L'administrateur agréé doit apporter un soin raisonnable aux biens confiés à sa garde par un client et il ne peut prêter ou utiliser ceux-ci à des fins autres que celles pour lesquelles ils lui ont été confiés.

**22.** L'administrateur agréé doit soumettre à son client toute offre reçue pour ce dernier dans l'exercice de sa profession.

**23.** L'administrateur agréé ne doit utiliser aucun subterfuge, ni artifice, ni aucune prétention, déclaration ou autre moyen trompeur à l'égard d'une personne dans le but de l'amener à requérir ses services professionnels, que cette personne ait requis ou non les services de cet administrateur agréé.

**24.** L'administrateur agréé ne peut utiliser ou transmettre à des tiers des procédures techniques, informations, données, documents ou autres biens ne lui appartenant pas sans l'autorisation expresse du propriétaire, administrateur ou autre représentant ou titulaire autorisé.

**25.** L'administrateur agréé ne doit pas retenir de sommes d'argent, titres, valeurs, documents ou biens d'un client ou d'une autre personne sauf dans les cas où la loi l'autorise ou sur indication écrite du client.

**26.** L'administrateur agréé ne doit pas profiter de son intervention auprès d'un client pour encourager un employé de ce dernier à considérer un autre emploi, sans avoir avisé au préalable ce client.

### §3. Disponibilité et diligence

**27.** L'administrateur agréé doit faire preuve, dans l'exercice de sa profession, d'une disponibilité et d'une diligence raisonnables.

**28.** En plus des avis et des conseils, l'administrateur agréé doit fournir à son client les explications nécessaires à la compréhension et à l'appréciation des services qu'il lui rend.

**29.** L'administrateur agréé doit rendre compte à son client comme s'il était son mandataire lorsque celui-ci le requiert et être diligent à son égard dans ses rapports, redditions de compte et remises.

**30.** L'administrateur agréé doit faire preuve d'objectivité et de désintéressement lorsque des personnes autre que ses clients lui demandent des informations.

**31.** L'administrateur agréé ne peut cesser d'agir pour le compte d'un client, sauf pour un motif juste et raisonnable.

Constituent notamment des motifs justes et raisonnables:

1° la perte de confiance du client;

2° le fait que l'administrateur agréé soit en situation de conflit d'intérêts ou dans un contexte tel que son indépendance professionnelle pourrait être mise en doute;

3° l'incitation de la part du client à l'accomplissement d'actes illégaux, injustes ou frauduleux;

4° le refus par le client d'honorer une obligation relative aux frais, débours ou honoraires qui sont dus à l'administrateur agréé;

5° les circonstances prévues à l'article 4.

**32.** Avant de cesser d'exercer ses fonctions pour le compte d'un client, l'administrateur agréé doit faire parvenir un préavis de délaissement dans un délai raisonnable et s'assurer que cette cessation de service n'est pas préjudiciable à son client.

### §4. Responsabilité

**33.** L'administrateur agréé ne doit pas, dans l'exercice de sa profession et à l'intérieur des limites du mandat que lui a accordé son client, éluder ou tenter d'éluder sa responsabilité civile ou professionnelle.

**34.** L'administrateur agréé ne doit d'aucune façon prétendre ou laisser croire à une garantie des bénéfices qui pourraient résulter de ses services.

**35.** L'administrateur agréé doit faire connaître le présent Code de déontologie aux personnes qu'il a à son emploi ou sous sa supervision.

### §5. Indépendance et désintéressement

**36.** L'administrateur agréé doit subordonner son intérêt personnel à celui de son client.

**37.** L'administrateur agréé doit ignorer toute intervention d'un tiers qui pourrait influencer sur l'exécution de ses devoirs professionnels au préjudice de son client.

**38.** L'administrateur agréé ne peut agir dans des conditions telles que son objectivité, son indépendance professionnelle ou son intégrité pourraient être mises en doute. Il doit en tout temps éviter toute situation où il serait susceptible d'être en conflit d'intérêts.

L'administrateur agréé est notamment en conflit d'intérêts:

1° lorsqu'il se trouve dans une situation telle qu'il peut être porté à préférer d'autres intérêts que ceux de son client ou que son jugement et sa loyauté envers celui-ci peuvent en être défavorablement affectés;

2° s'il se trouve dans une situation telle qu'il puisse en retirer, outre la rémunération convenue, un avantage personnel, direct ou indirect, actuel ou futur.

**39.** L'administrateur agréé doit dévoiler au client tout intérêt, avantage ou bénéfice direct ou indirect qu'il est susceptible de recevoir dans le cadre ou à la suite de l'exécution de ses services professionnels.

**40.** Dès qu'il constate qu'il est susceptible de se trouver dans une situation de conflit d'intérêts, l'administrateur agréé doit en aviser son client et obtenir l'autorisation de ce dernier afin de continuer son intervention, contrat ou mandat.

**41.** L'administrateur agréé ne doit généralement pas agir, dans la même affaire, que pour l'une des parties en cause. Si ses devoirs professionnels exigent qu'il agisse

autrement, l'administrateur agréé doit en aviser les parties, préciser la nature de ses responsabilités et il doit tenir toutes les parties intéressées informées qu'il cessera d'agir si la situation devient inconciliable ou incompatible avec les dispositions du présent code.

**42.** L'administrateur agréé ne peut partager ses honoraires avec une autre personne que dans la mesure où ce partage correspond à une répartition des services et des responsabilités, tâches, attributions ou sous-contrats confiés à ces tierces personnes et dans la mesure où un tel partage n'est pas prohibé par la loi et si le client en a été avisé.

**43.** L'administrateur agréé doit s'abstenir de verser, offrir de verser ou s'engager à verser un avantage, une ristourne ou une commission si cet avantage, ristourne ou commission est facturé au client en sus de la rémunération convenue.

**44.** Pour un service donné, l'administrateur agréé ne doit accepter d'honoraires que d'une seule source à moins d'entente explicite entre toutes les parties intéressées. Sauf sur indication de son client, il ne doit accepter le versement de ces honoraires que de son client ou de son représentant.

#### *§6. Normes de pratique professionnelle*

**45.** L'administrateur agréé doit agir conformément aux règles de l'art et aux principes d'administration et de gestion généralement reconnus; il doit notamment connaître et appliquer les principes, normes et pratiques du Guide de la saine gestion des entreprises et des organisations, y compris toute modification ultérieure qui y est apportée. L'administrateur agréé exerçant en tant que conseiller en management (CMC) doit, en sus des règles applicables à tout administrateur agréé, connaître et appliquer le processus conseil tel que défini au chapitre 3 du Manuel de référence du professionnel, y compris toute modification ultérieure qui y est apportée.

#### *§7. Secret professionnel*

**46.** L'administrateur agréé doit respecter le secret de tout renseignement de nature confidentielle obtenu dans l'exercice de sa profession.

**47.** L'administrateur agréé doit éviter toute conversation indiscrete à propos de ses clients ou des services qui leur sont rendus.

**48.** L'administrateur agréé ne doit pas divulguer de renseignements personnels ou nominatifs concernant ses clients sans leur autorisation écrite et il doit prendre les moyens raisonnables afin d'éviter que ses associés et ses employés ne divulguent de tels renseignements.

**49.** L'administrateur agréé ne doit pas faire usage de renseignements de nature confidentielle en vue d'obtenir directement ou indirectement un avantage pour lui-même ou pour autrui.

**50.** L'administrateur agréé ne peut être relevé du secret professionnel qu'avec l'autorisation écrite de son client ou lorsque la loi l'ordonne.

#### *§8. Accessibilité et rectification des dossiers*

**51.** L'administrateur agréé doit permettre à son client de prendre connaissance des documents qui le concernent dans tout dossier constitué à son sujet et d'obtenir copie de ces documents. Toutefois, le membre peut refuser l'accès aux renseignements qui y sont contenus lorsque leur divulgation entraînerait vraisemblablement un préjudice grave pour le client ou pour un tiers.

**52.** L'administrateur agréé doit permettre à son client de faire corriger, dans un document qui le concerne et qui est inclus dans tout dossier constitué à son sujet, des renseignements inexacts, incomplets ou équivoques en regard des fins pour lesquelles ils sont recueillis. Il doit aussi permettre à son client de faire supprimer tout renseignement périmé ou non justifié par l'objet du dossier, ou de formuler par écrit des commentaires et de les verser au dossier.

**53.** L'administrateur agréé détenant le dossier qui fait l'objet d'une demande d'accès ou de rectification par la personne concernée doit donner suite à cette demande avec diligence et au plus tard dans les vingt jours de la date de la demande.

**54.** L'accès aux renseignements contenus dans un dossier est gratuit. Toutefois, des frais n'excédant pas le coût de leur transcription, de leur reproduction ou de leur transmission peuvent être exigés du requérant. L'administrateur agréé qui entend exiger des frais en vertu du présent article doit informer le requérant du montant approximatif exigible avant de procéder à la transcription, à la reproduction ou à la transmission des renseignements.

**55.** L'administrateur agréé qui refuse d'acquiescer à la demande d'accès ou de rectification d'une personne concernée doit lui notifier par écrit son refus en le motivant et l'informer de ses recours.

**56.** L'administrateur agréé qui acquiesce à une demande de rectification doit délivrer sans frais à la personne qui l'a faite une copie de tout renseignement modifié ou ajouté ou, selon le cas, une attestation du retrait du renseignement.

Cette personne peut exiger que l'administrateur agréé transmette copie de ces renseignements ou, selon le cas, de cette attestation à la personne de qui il a obtenu le renseignement ou à toute autre personne à qui le renseignement a été communiqué.

**57.** L'administrateur agréé qui détient un renseignement faisant l'objet d'une demande d'accès ou de rectification doit, s'il n'acquiesce pas à cette demande, le conserver le temps requis pour permettre à la personne concernée d'épuiser les recours prévus par la loi.

#### *§9. Fixation et paiement de la rémunération*

**58.** L'administrateur agréé doit demander et accepter une rémunération juste et raisonnable.

**59.** La rémunération est juste et raisonnable si elle est justifiée par les circonstances et proportionnée aux services rendus. L'administrateur agréé doit notamment tenir compte des facteurs suivants pour la fixation de sa rémunération:

1° le temps consacré à l'exécution du service professionnel;

2° la difficulté et l'importance du service;

3° la prestation de services inhabituels ou exigeant une compétence ou une célérité exceptionnelle;

4° l'expérience du professionnel;

5° les efforts voués à l'exécution du service professionnel.

**60.** L'administrateur agréé doit s'assurer que le client est avisé à l'avance du coût approximatif de ses services, du mode de rémunération, des modalités de paiement et de l'ampleur des travaux.

**61.** L'administrateur agréé doit fournir à son client toutes les explications nécessaires à la compréhension de son compte d'honoraires, sa justification et les modalités de paiement.

**62.** L'administrateur agréé ne peut percevoir des intérêts sur les comptes en souffrance qu'après en avoir avisé son client. Les intérêts ainsi exigés doivent être d'un taux raisonnable.

**63.** Avant d'intenter des procédures judiciaires, l'administrateur agréé doit épuiser les autres moyens dont il dispose pour obtenir le paiement de son compte d'honoraires.

**64.** L'administrateur agréé doit s'abstenir de se payer à même les fonds qu'il détient pour un client, sauf si ce dernier y consent expressément par écrit et si le client a reçu préalablement un compte d'honoraires.

### SECTION III

#### *§1. Conditions, obligations et prohibitions relatives à la publicité*

**65.** Un administrateur agréé ne peut faire, ou permettre que soit faite, par quelque moyen que ce soit, de la publicité fausse, trompeuse ou susceptible d'induire en erreur.

**66.** Un administrateur agréé ne peut s'attribuer de qualités ou d'habiletés particulières que s'il est en mesure de les justifier.

**67.** Un administrateur agréé ne peut utiliser des procédés publicitaires susceptibles de dénigrer ou de dévaloriser un autre administrateur agréé.

**68.** L'administrateur agréé qui fait de la publicité quant à ses prix, tarifs, honoraires, commissions ou autres modes de rémunération doit éviter de donner un caractère de lucre ou de commercialité déraisonnable à cette publicité. Il doit:

1° arrêter des prix, tarifs, honoraires, commissions ou autres modes de rémunération déterminés;

2° préciser la nature et l'étendue des services inclus dans ce prix, tarif, honoraire, commission ou autre mode de rémunération;

3° indiquer si les débours ou frais sont ou non inclus dans ce prix, tarif, honoraire, commission ou autre mode de rémunération;

4° indiquer si des services additionnels pourraient être requis et pour lesquels une somme supplémentaire pourrait être exigée.

Ces précisions et indications doivent être de nature à informer raisonnablement une personne afin de lui permettre de faire un choix éclairé relativement aux services professionnels offerts et à la rémunération exigée.

**69.** Les prix, tarifs, honoraires, commissions ou autre mode de rémunération faisant l'objet de cette publicité doivent demeurer en vigueur pour une période d'au moins 90 jours après sa dernière diffusion ou publication.

**70.** L'administrateur agréé doit conserver une copie intégrale de toute publicité dans sa forme d'origine, pendant une période de cinq ans suivant la date de la dernière diffusion ou publication. Sur demande, cette copie doit être remise au syndic ou à un membre ou un inspecteur du Comité d'inspection professionnelle.

**71.** L'administrateur agréé doit s'abstenir, dans sa publicité, d'utiliser ou de permettre que soit utilisé un témoignage d'appui ou de reconnaissance qui le concerne à l'exception de distinctions ou des prix d'excellence et autres mérites attribués par l'Ordre ou par un organisme reconnu par le Bureau, ou soulignant une contribution ou une réalisation dont l'honneur a rejailli sur la profession.

### §2. Symbole graphique de l'Ordre

**72.** L'Ordre des administrateurs agréés du Québec est représenté par un symbole graphique conforme à l'original détenu par le secrétaire de l'Ordre.

**73.** Lorsqu'un administrateur agréé reproduit ou permet que soit reproduit le symbole graphique de l'Ordre pour des fins de publicité, il doit s'assurer que ce symbole soit conforme à l'original détenu par le secrétaire de l'Ordre.

**74.** Lorsque l'administrateur agréé utilise le symbole graphique de l'Ordre dans sa publicité auprès des médias écrits ou télévisés, il doit joindre à sa publicité l'avertissement suivant:

«Cette publicité n'est pas une publicité de l'Ordre des administrateurs agréés du Québec.».

### §3. Sociétés d'administrateurs agréés

**75.** Le nom, la raison sociale, de même qu'une appellation, désignation ou qualification d'une société d'administrateurs agréés ne peut porter la désignation «Administrateurs agréés», ou les initiales «Adm.A» ou «C.Adm.» que si tous les associés sont membres de l'Ordre. L'adjonction des mots «et associés» ou d'une autre désignation similaire ne peut être utilisée que lorsque le nombre des associés oeuvrant au sein de la société est supérieur au nombre de noms apparaissant à la raison sociale.

**76.** L'administrateur agréé doit, sur demande, transmettre au secrétaire de l'Ordre une copie de la déclaration d'immatriculation de la société dont il est associé et une copie de toute modification ou radiation de celle-ci.

**77.** Le nom d'un administrateur agréé qui cesse de faire partie d'une société doit être retiré de la raison

sociale de cette société dans l'année qui suit le retrait de l'administrateur agréé, à moins qu'un avis de maintien de nom soit donné au secrétaire de l'Ordre, dans le même délai.

## SECTION IV DEVOIRS ENVERS LA PROFESSION

### §1. Relations avec l'Ordre et les confrères

**78.** L'administrateur agréé doit en tout temps agir de façon à ne pas discréditer la profession, l'Ordre ou ses représentants.

**79.** L'administrateur agréé ne doit d'aucune façon user de fausses représentations quant à ses compétences, capacités, droits ou pouvoirs.

**80.** Sur demande du Bureau, l'administrateur agréé doit, dans la mesure de ses possibilités, participer à un conseil d'arbitrage de compte, à un comité de discipline, à un comité d'inspection professionnelle, à un comité d'un secteur d'activité professionnelle, à un comité régional ou à tout autre comité. Il peut demander d'en être dispensé pour des motifs valables.

**81.** L'administrateur agréé doit répondre dans les plus brefs délais à toute demande et correspondance provenant du syndic de l'Ordre, d'un inspecteur, d'un enquêteur ou d'un membre du Comité d'inspection professionnelle.

**82.** L'administrateur agréé ne doit pas surprendre la bonne foi d'un confrère ou se rendre coupable envers lui d'un abus de confiance ou de procédés déloyaux. Il ne doit pas, notamment, s'attribuer le mérite de travaux qui revient à un confrère.

**83.** Avec l'autorisation du client, l'administrateur agréé consulté par un confrère ou un autre professionnel au sujet d'un dossier de client, doit collaborer et lui fournir les informations pertinentes de la façon la plus complète possible.

**84.** L'administrateur agréé doit s'abstenir de tenir des propos portant atteinte au crédit, à l'intégrité et à la réputation d'un confrère.

### §2. Contribution à l'avancement de la profession

**85.** L'administrateur agréé doit, dans la mesure de ses possibilités, aider au développement de la profession par l'échange de ses connaissances et de son expérience avec ses confrères et par sa participation aux activités de parrainage ou de développement professionnel qui requièrent sa collaboration.

**86.** L'administrateur agréé doit de plus s'efforcer à améliorer ses connaissances dans les domaines reliés à son activité professionnelle par sa participation à des séminaires, cours, colloques ou autres sessions semblables et par des lectures professionnelles.

## SECTION V ACTES DÉROGATOIRES

**87.** Outre des actes mentionnés au Code des professions, sont dérogatoires à la dignité de la profession, notamment le fait, pour un administrateur agréé:

1<sup>o</sup> inciter quelqu'un avec insistance ou de façon pressante, déraisonnable, indue ou répétée à recourir à ses services professionnels;

2<sup>o</sup> de communiquer avec le plaignant sans la permission écrite et préalable du syndic ou de son adjoint, lorsqu'il est informé d'une enquête sur sa conduite ou sa compétence professionnelle ou lorsqu'il a reçu signification d'une plainte à son endroit;

3<sup>o</sup> de continuer d'agir pour le compte d'un client lorsque, à sa connaissance, ce dernier agit frauduleusement;

4<sup>o</sup> de conseiller ou d'encourager une personne à poser un acte illégal, frauduleux ou répréhensible;

5<sup>o</sup> de ne pas informer le syndic dans un délai raisonnable d'un acte dérogatoire commis à sa connaissance personnelle par un administrateur agréé;

6<sup>o</sup> de refuser, de négliger ou de tarder à répondre au syndic ou à son représentant ou de se rendre à son bureau, si demande lui en a été faite;

7<sup>o</sup> de réclamer des honoraires pour des entrevues, des communications ou de la correspondance avec le syndic à la suite de demandes par ce dernier de renseignements ou d'explications pour une affaire le concernant;

8<sup>o</sup> de réclamer des honoraires pour des actes professionnels non dispensés ou faussement ou exagérément décrits;

9<sup>o</sup> de ne pas aviser son client dès qu'il constate qu'il est susceptible d'être en conflit d'intérêts;

10<sup>o</sup> de ne pas aviser son client qu'il n'est plus en mesure d'accomplir la tâche ou l'intervention confiée ou acceptée;

11<sup>o</sup> de continuer d'agir lorsqu'il enfreint l'une quelconque des dispositions du présent Code de déontologie, d'un règlement de l'Ordre, du Code des professions, ou d'une résolution du Bureau;

12<sup>o</sup> de ne pas se conformer aux règlements, résolutions, directives ou décisions du Bureau relatives aux secteurs d'activité professionnelle et à l'utilisation des titres complémentaires;

13<sup>o</sup> d'utiliser un titre complémentaire sans être autorisé par le Bureau.

**88.** Le présent code remplace le Code de déontologie des administrateurs agréés (R.R.Q., 1981, c. C-26, r. 10) et le Règlement sur la publicité des administrateurs agréés (R.R.Q., 1981, c. C-26, r. 17).

**89.** Le présent règlement entre en vigueur le quinzième jour qui suit la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

30772

## Projet de règlement

Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (L.R.Q., c. C-61.1)

### Refuge faunique de la Rivière-des-Mille-Îles

Avis est donné par les présentes, conformément aux articles 10 et 11 de la Loi sur les règlements ( L.R.Q., c. R-18.1) que le « Règlement sur le refuge faunique de la Rivière-des-Mille-Îles », dont le texte apparaît ci-dessous, pourra être édicté par le gouvernement à l'expiration d'un délai de 45 jours à compter de la présente publication.

Ce projet de règlement vise à établir les normes et conditions d'utilisation du territoire et des ressources du refuge faunique de la Rivière-des-Mille-Îles.

Pour ce faire, il prévoit une interdiction de chasse et de séjour sur ce territoire. Il détermine aussi les conditions auxquelles doit se conformer une personne qui y accède, y circule ou y réalise une activité.

À ce jour, l'étude du dossier révèle un impact positif sur les usagers et sur les entreprises.

Des renseignements additionnels peuvent être obtenus en s'adressant à:

Monsieur Michel Jean  
Ministère de l'Environnement et de la Faune  
Direction des territoires fauniques,  
de la réglementation, et des permis  
150, boulevard René-Lévesque Est, 4<sup>e</sup> étage  
Québec (Québec)  
G1R 4Y1

Téléphone: (418) 643-4968  
Télécopieur: (418) 528-0834  
Internet: michel.jean@mef.gouv.qc.ca

Toute personne intéressée ayant des commentaires à formuler à ce sujet, est priée de les faire parvenir par écrit, avant l'expiration de ce délai, au ministre de l'Environnement et de la Faune, édifice Marie-Guyart, 30<sup>e</sup> étage, 675, boulevard René-Lévesque Est, Québec (Québec) G1R 5V7.

*Le ministre de l'Environnement  
et de la Faune,*  
PAUL BÉGIN

## Règlement sur le refuge faunique de la Rivière-des-Mille-Îles

Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune  
(L.R.Q., c. C-61.1, a. 125 par. 1<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup> et a. 162 par. 14<sup>o</sup>;  
1997, c. 95, a. 7)

- 1.** Le présent règlement s'applique au refuge faunique de la Rivière-des-Mille-Îles, établi par arrêté ministériel.
- 2.** Nul ne peut chasser ou séjourner dans le refuge faunique.
- 3.** Toute personne peut accéder, circuler ou se livrer à une activité quelconque dans le refuge faunique à la condition d'utiliser un corridor, un sentier, une plateforme d'observation ou une passerelle, identifiés à ces fins.

La personne qui accède au refuge faunique, accompagnée d'un animal domestique, doit le garder en laisse.

Malgré le premier alinéa, la personne qui piège ou celle qui, dans l'exercice de ses fonctions, agit pour des fins de recherche scientifique ou d'entretien, peut accéder, circuler ou se livrer à une activité quelconque à tout endroit dans le refuge faunique.

- 4.** Nul ne peut faire un feu de camp dans le refuge faunique.

**5.** Nul ne peut, dans le refuge faunique, se livrer à une activité quelconque, susceptible de modifier un élément biologique, physique ou chimique de l'habitat de la tortue géographique (*Graptemys géographica*), de la couleuvre brune (*Storeria dekayi*), du canard branchu (*Aix sponsa*) ou de la bernache du Canada (*Branta canadensis*).

**6.** Toute personne qui contrevient à l'un ou l'autre des articles 2, 3, 4 ou 5, commet une infraction.

**7.** Le présent règlement entre en vigueur le quinzième jour qui suit la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

30765

## Décisions

### Décision 6846, 30 juillet 1998

Loi sur la mise en marché des produits agricoles, alimentaires et de la pêche  
(L.R.Q., c. M-35.1)

#### Producteurs de bovins

- Contributions
- Prélèvement
- Modification

ATTENDU QU'en vertu de l'article 129 de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles, alimentaires et de la pêche, la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec peut, par règlement pris de sa propre initiative ou à la demande d'un office:

1. obliger quiconque autre qu'un consommateur qui achète ou reçoit d'un producteur un produit visé par un plan, à retenir, à même le prix ou la valeur du produit qui doit être versé au producteur, la totalité ou une partie des contributions déterminées selon les articles 123 et 124 et à la remettre à cet office, selon les modalités prescrites par ce règlement;

2. déterminer les renseignements qui doivent être fournis relativement aux sommes ainsi retenues;

ATTENDU QUE la Régie a approuvé, par sa décision 6841 du 16 juillet 1998, un Règlement modifiant le Règlement des producteurs de bovins sur une contribution spéciale pour l'application du Règlement sur la mise en marché des bouvillons;

ATTENDU QU'en vertu des articles 12 et 18 de la Loi sur les règlements (L.R.Q., c. R-18.1), un projet de règlement peut être édicté sans avoir fait l'objet de la publication prévue à l'article 8 de cette loi et peut entrer en vigueur dès la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*, lorsque l'autorité qui l'édicte est d'avis que l'urgence de la situation l'impose;

ATTENDU QU'en vertu des articles 13 et 18 de cette loi, le motif justifiant l'absence de publication préalable et une telle entrée en vigueur doit être publié avec le règlement;

ATTENDU QUE, de l'avis de la Régie, l'urgence due aux circonstances suivantes justifie l'absence de la publication préalable et une telle entrée en vigueur;

Ce règlement doit entrer en vigueur en même temps ou aussitôt que possible après l'entrée en vigueur du Règlement modifiant le Règlement des producteurs de bovins sur une contribution spéciale pour l'application du Règlement sur la mise en marché des bouvillons, lequel est exempté de l'application des sections III et IV de la Loi sur les règlements en vertu de l'article 203 de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles, alimentaires et de la pêche;

ATTENDU QU'il y a lieu d'édicter ce règlement;

EN CONSÉQUENCE, la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec a pris le Règlement modifiant le Règlement sur le prélèvement des contributions des producteurs de bovins dont le texte suit.

*Le secrétaire,*  
CLAUDE RÉGNIER

### Règlement modifiant le Règlement sur le prélèvement des contributions des producteurs de bovins<sup>1</sup>

Loi sur la mise en marché des produits agricoles, alimentaires et de la pêche  
(L.R.Q., c. M-35.1, a. 129, par. 1<sup>o</sup>)

**1.** L'article 2 du Règlement sur le prélèvement des contributions des producteurs de bovins est modifié par le remplacement au premier alinéa, de «3,25 \$» par «3,75 \$».

**2.** Le présent règlement entre en vigueur à la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

30770

<sup>1</sup> La dernière modification au Règlement sur le prélèvement des contributions des producteurs de bovins, édicté par la décision 5264 du 6 février 1991 (1991, *G.O.* 2, 1389), a été apportée par le règlement édicté par la décision 6478 du 6 août 1996 (1996, *G.O.* 2, 5389). Pour les modifications antérieures, voir le «Tableau des modifications et Index sommaire», Éditeur officiel du Québec, à jour au 1<sup>er</sup> mars 1998.

## Décision 6859, 28 août 1998

Loi sur la mise en marché des produits agricoles, alimentaires et de la pêche  
(L.R.Q., c. M-35.1)

### Producteurs de bovins

- Acheteurs, veaux d'embouche
- Garantie de responsabilité financière
- Modification

ATTENDU QU'en vertu de l'article 149 de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles, alimentaires et de la pêche (L.R.Q., c. M-35.1), la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec peut, par règlement pris de sa propre initiative ou à la demande d'un office:

1. obliger toute personne qui achète ou reçoit d'un producteur un produit agricole qu'elle désigne, à déposer auprès d'elle une garantie de responsabilité financière qui vise à assurer le paiement des sommes dues aux producteurs pour la mise en marché de leurs produits;

2. déterminer les conditions qu'un producteur doit remplir pour qu'une garantie de responsabilité soit appliquée au paiement de sa créance, à quel moment elle deviendra exigible et le pourcentage de cette créance qu'il pourra réclamer;

ATTENDU QUE la Régie a approuvé, par sa décision 6859 du 28 août 1998, un Règlement modifiant le Règlement des producteurs de bovins sur le fonds de garantie;

ATTENDU QU'en vertu des articles 12 et 18 de la Loi sur les règlements (L.R.Q., c. R-18.1), un projet de règlement peut être édicté sans avoir fait l'objet de la publication prévue à l'article 8 de cette loi et peut entrer en vigueur dès la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*, lorsque l'autorité qui l'édicte est d'avis que l'urgence de la situation l'impose;

ATTENDU QU'en vertu des articles 13 et 18 de cette loi, le modif justifiant l'absence de publication préalable à une telle entrée en vigueur doit être publié avec le règlement;

ATTENDU QUE, de l'avis de la Régie, l'urgence due aux circonstances suivantes justifie l'absence de la publication préalable à une telle entrée en vigueur;

Ce règlement doit entrer en vigueur en même temps que le Règlement modifiant le Règlement des producteurs de bovins sur le fonds de garantie, lequel est exempté de l'application des sections III et IV de la Loi sur les règlements en vertu de l'article 203 de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles, alimentaires et de la pêche;

ATTENDU QUE la Régie a recueilli les observations des personnes intéressées à ce règlement lors d'une séance publique tenue le 6 août 1998;

ATTENDU QU'il y a lieu d'édicter ce règlement;

EN CONSÉQUENCE, veuillez prendre note que la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec édicte le Règlement modifiant le Règlement sur la garantie de responsabilité financière des acheteurs de veaux d'embouche dont le texte suit.

*Le secrétaire,*  
CLAUDE RÉGNIER

## Règlement modifiant le Règlement sur la garantie de responsabilité financière des acheteurs de veaux d'embouche<sup>1</sup>

Loi sur la mise en marché des produits agricoles, alimentaires et de la pêche  
(L.R.Q., c. M-35.1, a. 149)

**1.** L'article 8 du Règlement sur la garantie de responsabilité financière des acheteurs de veaux d'embouche est modifié par l'insertion, après le premier alinéa, du suivant:

«S'il est producteur de bouvillons d'abattage ou d'engraissement de type semi-fini et inscrit à ce titre au fichier tenu par la Fédération, un acheteur n'a pas à fournir de cautionnement pour ses achats effectués dans un encan spécialisé de veaux d'embouche, tel que défini au Règlement sur la mise en marché des veaux d'embouche, approuvé par la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec par sa décision 5613 du 26 mai 1992 (1992, *G.O.* 2, 4115), s'il fait lui-même tous ces achats, sans intermédiaire ni mandataire, pour ses propres fins d'engraissement et que le montant du cautionnement calculé conformément à l'article 3 est d'un maximum de 50 000 \$.»

**2.** Le présent règlement entre en vigueur le quinzième jour qui suit la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

30771

<sup>1</sup> Les dernières modifications au Règlement sur la garantie de responsabilité financière des acheteurs de veaux d'embouche, édicté par la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec, par sa décision 5597 du 8 mai 1992 (1992, *G.O.* 2, 3669) ont été apportées par le règlement édicté par la décision 6786 du 3 mars 1998 (1998, *G.O.* 2, 1823). Pour les modifications antérieures, voir le «Tableau des modifications et Index sommaire», Éditeur officiel du Québec, 1998, à jour au 1<sup>er</sup> mars 1998.

## Décision 6859A, 28 août 1998

Loi sur la mise en marché des produits agricoles, alimentaires et de la pêche  
(L.R.Q., c. M-35.1)

### Producteurs de bovins — Fonds de garantie — Modification

Veillez prendre note que la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec a, par sa décision 6859 du 28 août 1998, approuvé le Règlement modifiant le Règlement des producteurs de bovins sur le fonds de garantie pris par la Fédération des producteurs de bovins le 27 mars 1998 et ratifié par les producteurs visés par le Plan conjoint des producteurs de bovins en assemblée générale tenue à cette fin les 7 et 8 avril 1998 et dont le texte suit.

Veillez de plus noter que ce règlement est soustrait de l'application des sections III et IV de la Loi sur les règlements (L.R.Q., c. R-18.1) en vertu de l'article 203 de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles, alimentaires et de la pêche (L.R.Q., c. M-35.1)

*Le secrétaire,*  
M<sup>e</sup> CLAUDE RÉGNIER

---

## Règlement modifiant le Règlement des producteurs de bovins sur le fonds de garantie<sup>1</sup>

Loi sur la mise en marché des produits agricoles, alimentaires et de la pêche  
(L.R.Q., c. M-35.1, a. 154, 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> al., par. 3<sup>o</sup>)

**1.** Le Règlement des producteurs de bovins sur le fonds de garantie est modifié par l'addition, après l'article 14, du suivant:

« **14.1** Sous réserve de l'article 3, en cas de défaut de paiement à un producteur de veaux d'embouche par un acheteur qui fait lui-même partie du groupe des producteurs de bouvillons, la Fédération peut payer le producteur à même une partie du fonds constitué à l'acquis des

producteurs de bouvillons, jusqu'à concurrence du tiers du montant du défaut et sans excéder 50 000 \$.

**2.** Le présent règlement entre en vigueur à la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

30769

---

<sup>1</sup> La dernière modification au Règlement des producteurs de bovins sur le fonds de garantie, approuvé par la décision 4935 du 14 juin 1989 (1989, *G.O.* 2, 3544) a été apportée par le règlement approuvé par la décision 6114 du 23 juin 1994 (1994, *G.O.* 2, 4041). Pour les modifications antérieures, voir le «Tableau des modifications et Index sommaire», Éditeur officiel du Québec, à jour au 1<sup>er</sup> mars 1998.



## Décrets

Gouvernement du Québec

### Décret 1120-98, 2 septembre 1998

CONCERNANT l'exercice des fonctions de certains ministres

IL EST ORDONNÉ, sur la recommandation du premier ministre:

QUE, conformément à l'article 11 de la Loi sur l'exécutif (L.R.Q., c. E-18), soient conférés temporairement les pouvoirs, devoirs et attributions:

— du ministre d'État de l'Économie et des Finances, ministre des Finances, ministre de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie et ministre du Revenu à monsieur Jacques Léonard, membre du Conseil exécutif, du 4 septembre 1998 au 11 septembre 1998;

— de la ministre de l'Éducation, ministre de la Famille et de l'Enfance à monsieur Jacques Brassard, membre du Conseil exécutif, du 2 septembre 1998 au 8 septembre 1998.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
MICHEL NOËL DE TILLY

30737

Gouvernement du Québec

### Décret 1121-98, 2 septembre 1998

CONCERNANT la nomination de madame Suzanne Chassé comme sous-ministre adjointe au Tourisme au ministère de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie

IL EST ORDONNÉ, sur la recommandation du premier ministre:

QUE madame Suzanne Chassé, professeure en tourisme au Collège de Granby, soit nommée sous-ministre adjointe au Tourisme au ministère de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie, administratrice d'État II, au salaire annuel de 94 000 \$, à compter du 14 septembre 1998;

QUE le décret 801-91 du 12 juin 1991 concernant les Règles sur la classification, la rémunération, les avantages sociaux et les autres conditions de travail des admi-

nistrateurs d'État II et des sous-ministres associés et adjoints engagés à contrat et ses modifications subséquentes s'appliquent à madame Suzanne Chassé.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
MICHEL NOËL DE TILLY

30738

Gouvernement du Québec

### Décret 1122-98, 2 septembre 1998

CONCERNANT la nomination d'un substitut à un membre des comités de réexamen constitués en vertu de la Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels

ATTENDU QU'en vertu du premier alinéa de l'article 141 de la Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels (L.R.Q., c. R-9.2), modifié par l'article 623 du chapitre 43 des lois de 1997, le gouvernement constitue par règlement, selon les catégories d'employés ou de bénéficiaires qu'il détermine, des comités de réexamen au sein de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances pour décider des demandes formulées en vertu de l'article 140;

ATTENDU QU'en vertu du deuxième alinéa de l'article 141 de cette loi, chacun de ces comités se compose de quatre membres nommés par le gouvernement dont deux proviennent des syndicats ou des associations qui représentent les employés, sur recommandation du syndicat ou de l'association concerné et le gouvernement peut nommer de plus, de la même façon, un substitut à chacun de ces membres pour les remplacer en cas d'absence ou d'empêchement;

ATTENDU QU'en vertu des décrets 901-97, 902-97 et 903-97 du 9 juillet 1997, monsieur André Lortie était nommé substitut à madame Diane Olivier, membre des comités de réexamen constitués en vertu de la Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels pour les agents de la paix en services correctionnels, pour les employés faisant partie du Syndicat canadien de la fonction publique ainsi que pour les cadres intermédiaires, pour un mandat de deux ans venant à expiration le 8 juillet 1999, qu'il a démissionné de ses fonctions et qu'il y a lieu de pourvoir à son remplacement;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique et président du Conseil du trésor:

QUE monsieur monsieur Claude Gagnon, agent de recherche et de planification socio-économique à la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances, soit nommé substitut à madame Diane Olivier, membre des comités de réexamen constitués en vertu de la Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels, pour les agents de la paix en services correctionnels, pour les employés faisant partie du Syndicat canadien de la fonction publique ainsi que pour les cadres intermédiaires, pour la durée non écoulée du mandat de monsieur André Lortie soit jusqu'au 8 juillet 1999;

QUE le remboursement des frais réellement encourus par monsieur Gagnon, dans l'exercice de ses fonctions au sein de ce comité, soit assumé par son employeur aux taux et règles édictés par le Conseil du trésor et applicables aux professionnels à l'emploi du gouvernement.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
MICHEL NOËL DE TILLY

30739

Gouvernement du Québec

## Décret 1123-98, 2 septembre 1998

CONCERNANT la composition et le mandat de la délégation québécoise à la réunion interprovinciale des ministres responsables de la négociation d'une Entente-cadre sur l'union sociale qui se tiendra à Toronto les 8 et 9 septembre 1998

ATTENDU QUE l'article 3.21 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (L.R.Q., c. M-30) prescrit que toute délégation officielle du Québec à une conférence ministérielle fédérale-provinciale ou interprovinciale est constituée et mandatée par le gouvernement;

ATTENDU QUE la réunion interprovinciale des ministres responsables de la négociation d'une Entente-cadre sur l'union sociale se tiendra à Toronto les 8 et 9 septembre 1998;

ATTENDU QU'il est opportun que le Québec y soit représenté;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes:

QUE le ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes dirige la délégation québécoise à la réunion fédérale-provinciale des ministres responsables de la négociation d'une Entente-cadre sur l'union sociale qui se tiendra à Toronto les 8 et 9 septembre 1998;

QUE cette délégation soit, en outre, composée des personnes suivantes:

Mme Esther Gaudreault, directrice de cabinet, Cabinet du ministre délégué aux affaires intergouvernementales canadiennes;

Mme Marie Vaillant, attachée de presse, Cabinet du ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes;

M. Gilbert Charland, secrétaire adjoint, Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes;

M. Clément Bourque, conseiller, Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes;

QUE le mandat de cette délégation soit d'exposer la position du Québec conformément à la décision du Conseil des ministres.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
MICHEL NOËL DE TILLY

30740

Gouvernement du Québec

## Décret 1124-98, 2 septembre 1998

CONCERNANT le versement d'une aide financière de 10 400 000 \$ à la Société de développement du Massif de Petite-Rivière-Saint-François pour la réalisation du projet d'aménagement d'une piste de descente de calibre international au centre de ski le Massif de Petite-Rivière-Saint-François dans le cadre de l'activité « Infrastructures Québec »

ATTENDU QUE l'article 7.1 de la Loi sur le ministère des Affaires municipales (L.R.Q., c. M-22.1) stipule que le ministre des Affaires municipales doit favoriser le développement du sport;

ATTENDU QUE l'activité « Infrastructures Québec », dont la gestion échoit au ministre des Affaires municipales, vise à permettre la réalisation de projets qui sont structurants ou qui ont un effet d'entraînement pour l'économie d'une région ou d'une municipalité;

ATTENDU QUE la Société de développement du Massif de Petite-Rivière-Saint-François a présenté dans ce cadre une demande d'aide financière pour un projet d'aménagement d'une piste de descente de calibre international au centre de ski le Massif de Petite-Rivière-Saint-François;

ATTENDU QUE le projet présenté par la Société de développement du Massif de Petite-Rivière-Saint-François est structurant et que sa réalisation produira des retombées économiques majeures de même qu'un impact favorable au plan touristique pour la région de Charlevoix;

ATTENDU QU'il y a lieu d'accorder une aide financière de 10 400 000 \$ plus les intérêts, sur une période de 10 ans, pour la réalisation de ce projet;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Affaires municipales:

QU'une aide financière de 10 400 000 \$ plus les intérêts, puisée à même les crédits réguliers du ministère des Affaires municipales, soit versée sur une période de 10 ans à la Société de développement du Massif de Petite-Rivière-Saint-François pour la réalisation du projet d'aménagement d'une piste de descente de calibre international au centre de ski le Massif de Petite-Rivière-Saint-François dans le cadre de l'activité «Infrastructures Québec».

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
MICHEL NOËL DE TILLY

30741

Gouvernement du Québec

### **Décret 1125-98, 2 septembre 1998**

CONCERNANT une entente entre la Municipalité de Saint-Gabriel-de-Valcartier et le gouvernement du Canada relativement à la cession de certaines infrastructures situées dans le secteur des logements familiaux de la Base militaire de Valcartier

ATTENDU QUE la Municipalité de Saint-Gabriel-de-Valcartier a l'intention de signer une entente avec le gouvernement du Canada par laquelle le gouvernement du Canada cédera à la municipalité certaines infrastructures situées dans le secteur des logements familiaux de la Base de Valcartier;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 3.11 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (L.R.Q., c. M-30) aucune municipalité ne peut négocier ou conclure une entente

avec un gouvernement au Canada, un ministère ou un organisme de ce gouvernement;

ATTENDU QUE l'article 3.13 de cette même loi permet cependant au gouvernement, dans la mesure et aux conditions qu'il détermine, d'exclure de l'application de celle-ci une entente qu'il désigne;

ATTENDU QU'il y a lieu de permettre à la Municipalité de Saint-Gabriel-de-Valcartier de conclure une entente avec le gouvernement du Canada relativement au sujet ci-dessus mentionné;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes et du ministre des Affaires municipales:

QUE l'entente à être conclue entre la Municipalité de Saint-Gabriel-de-Valcartier et le gouvernement du Canada par laquelle le gouvernement du Canada cédera à la municipalité certaines infrastructures situées dans le secteur des logements familiaux de la Base de Valcartier, et dont le texte sera substantiellement conforme à celui joint à la recommandation ministérielle du présent décret, soit exclue de l'application de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
MICHEL NOËL DE TILLY

30742

Gouvernement du Québec

### **Décret 1126-98, 2 septembre 1998**

CONCERNANT un contrat de location à intervenir entre la Société de la Place des Arts de Montréal et Bijouterie et Librairies Le Parchemin Inc.

ATTENDU QUE la Société de la Place des Arts de Montréal est une corporation constituée par la Loi sur la Société de la Place des Arts de Montréal (L.R.Q., c. S-11.03)

ATTENDU QUE le paragraphe 3<sup>o</sup> de l'article 21 de cette loi stipule que la Société ne peut conclure un contrat de cinq ans ou plus dans lequel elle est locateur sans obtenir l'autorisation préalable du gouvernement;

ATTENDU QUE la Société a procédé par appel d'offres public;

ATTENDU QUE la Société n'a reçu, outre celle du Musée d'art contemporain, qu'une proposition, soit celle

de Bijouterie et Librairies Le Parchemin Inc., qui offre à la Société de louer cet espace d'une superficie approximative de 2 778 pieds carrés, au taux de 30 \$ le pied carré, pour y opérer un atelier de bijouterie et un laboratoire de gemmologie;

ATTENDU QUE Bijouterie et Librairies Le Parchemin Inc. doit pour ce faire apporter des modifications et aménagements aux lieux nécessitant un investissement d'environ 800 000 \$;

ATTENDU QUE Bijouterie et Librairies Le Parchemin Inc. ne procédera aux investissements requis pour l'aménagement des lieux que s'il est possible d'amortir cet investissement sur une période de cinq ans avec cinq options de renouvellement de trois ans chacune au bénéfice du locataire, mais avec majoration du loyer selon les modalités prévues au contrat;

ATTENDU QUE ce contrat générera pour la Société des revenus additionnels minimums de 83 340 \$ les cinq premières années;

ATTENDU QUE la conclusion de contrat n'engendre pour la Société aucun risque financier;

ATTENDU QUE le Comité exécutif de la Société considérant les revenus additionnels pouvant être générés recommande au gouvernement du Québec, par sa résolution adoptée lors de sa séance du comité exécutif du 11 juin 1998, d'autoriser la Société à conclure un contrat de location avec Bijouterie et Librairies Le Parchemin Inc. pour une période de cinq ans avec cinq options de renouvellement de trois ans;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre de la Culture et des Communications:

QUE la Société de la Place des Arts de Montréal soit autorisée à conclure un contrat de location avec Bijouterie et Librairies Le Parchemin Inc. pour une période de cinq ans avec cinq options de renouvellement de trois ans, le tout substantiellement conforme au projet de contrat joint à la recommandation ministérielle du présent décret.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
MICHEL NOËL DE TILLY

30743

Gouvernement du Québec

## **Décret 1127-98, 2 septembre 1998**

CONCERNANT un contrat de location d'espaces de stationnement à intervenir entre la Société de la Place des Arts de Montréal et la Communauté Urbaine de Montréal

ATTENDU QUE la Société de la Place des Arts de Montréal est une personne morale constituée par la Loi sur la Société de la Place des Arts de Montréal (L.R.Q., c. S-11.03);

ATTENDU QUE le paragraphe 3<sup>o</sup> de l'article 21 de cette loi stipule que la Société ne peut conclure un contrat de cinq ans ou plus dans lequel elle est locateur sans obtenir l'autorisation préalable du gouvernement;

ATTENDU QUE la Société est propriétaire d'un stationnement d'environ 1 000 espaces;

ATTENDU QUE 300 espaces sont disponibles pour location;

ATTENDU QUE la Communauté Urbaine de Montréal offre de louer 54 espaces pour une période de 25 ans, au tarif mensuel de 120 \$, incluant les taxes;

ATTENDU QUE ce tarif sera majoré à tous les cinq ans selon les pourcentages appliqués aux locataires mensuels de la Société;

ATTENDU QU'au cas où l'augmentation excéderait 10 %, la Communauté Urbaine de Montréal pourrait mettre fin à ce contrat au terme des 60 jours suivant la réception par celle-ci d'un avis écrit d'augmentation de loyer de la Société;

ATTENDU QUE la Communauté Urbaine de Montréal peut également se prévaloir de 66 espaces additionnels aux mêmes conditions, sauf en ce qui a trait à la réalisation qui serait possible en tout temps;

ATTENDU QUE ce contrat générera pour la Société des revenus annuels de 77 760 \$ pendant 25 ans avec possibilité d'un revenu additionnel de l'ordre de 95 000 \$;

ATTENDU QUE la conclusion de ce contrat engendre pour la Société peu de risque financier;

ATTENDU QUE le comité exécutif de la Société, considérant les revenus additionnels pouvant être générés, recommande au gouvernement du Québec d'autoriser la Société, par sa résolution adoptée lors de sa séance du comité exécutif du 10 juillet 1998, à conclure un contrat de location avec la Communauté Urbaine de Montréal pour une période de 25 ans;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre de la Culture et des Communications:

QUE la Société de la Place des Arts de Montréal soit autorisée à conclure un contrat de location d'espaces de stationnement avec la Communauté Urbaine de Montréal pour une période de 25 ans.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
MICHEL NOËL DE TILLY

30744

Gouvernement du Québec

### **Décret 1128-98, 2 septembre 1998**

CONCERNANT le versement à la Société de télédiffusion du Québec d'une subvention de 1 500 000 \$ pour les activités de production et de distribution de matériel audiovisuel à caractère éducatif pour l'année 1998-1999

ATTENDU QU'en vertu de l'article 16 de la Loi sur la Société de télédiffusion du Québec (L.R.Q., c. S-12.01), la Société peut, en outre, exploiter un service de production et de distribution de documents audiovisuels, multimédias et de télédiffusion;

ATTENDU QUE le décret 1389-86 du 10 septembre 1986 autorisait le ministre de l'Éducation à signer pour et au nom du gouvernement, un protocole d'entente avec la Société de Radio-télévision du Québec devenue depuis, la Société de télédiffusion du Québec;

ATTENDU QUE l'article 2.03 du protocole intervenu le 17 septembre 1986 entre le ministre de l'Éducation et la Société de Radio-télévision du Québec et annexé au décret 1389-86, fait de la Société le producteur privilégié du ministère de l'Éducation pour réaliser le matériel audiovisuel à caractère éducatif selon la formule de commandite;

ATTENDU QUE l'article 15.03 de ce protocole précise que dans le cadre du transfert des ressources du ministère à la Société de Radio-télévision du Québec, les budgets spécifiquement affectés à la production de matériel audiovisuel à des fins éducatives demeurent au ministère;

ATTENDU QUE l'article 19.02 de ce protocole précise que le ministre, après recommandation du comité permanent de liaison et après entente avec la Société sur les productions à réaliser, verse à la Société, à même les

budgets demeurés au ministère pour la production du matériel audiovisuel à caractère éducatif, les sommes nécessaires à la réalisation de ces productions;

ATTENDU QUE le comité permanent de liaison visé à l'article 18.01 de ce protocole a émis une recommandation conformément à l'article 19.02 de ce protocole;

ATTENDU QUE le Conseil du trésor a autorisé la signature d'une entente intervenue le 31 juillet 1987 entre le ministre de l'Éducation et la Société de Radio-télévision du Québec et régissant l'aide financière du ministère de l'Éducation pour la production et la distribution de matériel audiovisuel à caractère éducatif;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 1.3 de la Loi sur le ministère de l'Éducation (L.R.Q., c. M-15), la ministre peut notamment accorder, aux conditions qu'elle croit devoir fixer, une aide financière sur les sommes mises à sa disposition à cette fin;

ATTENDU QUE la ministre de l'Éducation verse annuellement à la Société de télédiffusion du Québec, une subvention selon les modalités prévues à l'entente intervenue le 31 juillet 1987;

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe a de l'article 3 du Règlement sur la promesse et l'octroi de subventions (R.R.Q., 1981, c. A-6, r. 22), tout octroi et toute promesse de subvention doivent être soumis à l'approbation préalable du gouvernement, sur recommandation du Conseil du trésor, lorsque le montant de cet octroi ou de cette promesse est égal ou supérieur à 1 000 000 \$;

ATTENDU QUE le ministère de l'Éducation a les crédits nécessaires pour verser cette subvention à la Société de télédiffusion du Québec;

ATTENDU QU'il y a lieu d'autoriser la ministre de l'Éducation à verser 1 500 000 \$ à la Société de télédiffusion du Québec;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de la ministre de l'Éducation:

QUE la ministre de l'Éducation soit autorisée à verser une aide financière au montant de 1 500 000 \$ à la Société de télédiffusion du Québec pour les activités de production et de distribution de matériel audiovisuel à caractère éducatif pour l'année financière 1998-1999 selon les modalités stipulées à l'entente intervenue le 31 juillet 1987.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
MICHEL NOËL DE TILLY

30745

Gouvernement du Québec

## Décret 1129-98, 2 septembre 1998

CONCERNANT l'octroi d'une subvention au Fonds pour la formation de chercheurs et l'aide à la recherche pour l'année universitaire 1998-1999 et d'un acompte pour l'année universitaire 1999-2000

ATTENDU QUE le Fonds pour la formation de chercheurs et l'aide à la recherche (le Fonds) a été institué par la Loi favorisant le développement scientifique et technologique du Québec (L.R.Q., c. D-9.1);

ATTENDU QU'en vertu de l'article 129 de cette loi, les sommes requises par le Fonds sont prises sur les sommes accordées annuellement à cette fin par le Parlement;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 91 de cette loi, le gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, autoriser le ministre des Finances à avancer au Fonds, à même le fonds consolidé du revenu, tout montant jugé nécessaire pour l'exercice de ses fonctions;

ATTENDU QUE, conformément à l'article 94 de cette loi, l'exercice financier du Fonds se termine le 31 mai de chaque année;

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe *a* de l'article 3 du Règlement sur la promesse et l'octroi de subventions (R.R.Q., 1981, c. A-6, r. 22), tout octroi de subvention, dont le montant est égal ou supérieur à 1 000 000 \$, doit être soumis à l'approbation préalable du gouvernement, sur la recommandation du Conseil du trésor;

ATTENDU QUE le budget total du Fonds pour l'année universitaire 1998-1999 est de 49 628 800 \$;

ATTENDU QUE 80 % de la subvention est imputé aux crédits de 1998-1999 et 20 % à ceux de 1999-2000, et que cette subvention se répartit de la façon suivante:

	Crédits du 1 <sup>er</sup> juin 1998 au 31 mars 1999	Crédits du 1 <sup>er</sup> avril 1999 au 31 mai 1999	Total 1998-1999 (du 1 <sup>er</sup> juin 1998 au 31 mai 1999)
	(80 %)	(20 %)	(100 %)
Aide à la recherche	23 667 120	5 916 780	29 583 900
Bourses	14 150 560	3 537 640	17 688 200
Gestion	1 868 520	488 180	2 356 700
Total	39 686 200	9 942 600	49 628 800

ATTENDU QU'il y a lieu d'autoriser le versement d'une subvention de 49 628 800 \$, afin que le Fonds puisse respecter ses engagements financiers, en tenant compte du montant de 10 000 000 \$ versé à titre d'acompte et autorisé par le décret 1176-97 du 10 septembre 1997;

ATTENDU QU'il y a lieu d'autoriser également le versement au Fonds d'une subvention de 10 000 000 \$, représentant environ 20 % de la subvention accordée pour l'année universitaire 1998-1999, à titre d'acompte sur la subvention pour l'année universitaire 1999-2000, sous réserve des crédits accordés par l'Assemblée nationale;

ATTENDU QU'il y a lieu d'accorder cette autorisation;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre de l'Éducation:

QU'une subvention totale de 49 628 800 \$ soit accordée au Fonds pour l'année universitaire s'étendant du 1<sup>er</sup> juin 1998 au 31 mai 1999, selon les modalités suivantes:

1<sup>o</sup> pour la période s'étendant du 1<sup>er</sup> juin 1998 au 31 mars 1999, un montant de 39 686 200 \$ à même les crédits 1998-1999, avec un solde à verser de 29 686 200 \$ en tenant compte de l'acompte de 10 000 000 \$ autorisé par le décret 1176-97 du 10 septembre 1997;

2<sup>o</sup> pour la période s'étendant du 1<sup>er</sup> avril 1999 au 31 mai 1999, une avance de 9 942 600 \$, sous réserve de l'allocation des crédits par l'Assemblée nationale pour l'année financière 1999-2000;

QU'un montant de 10 000 000 \$, représentant environ 20 % de la subvention pour l'année universitaire 1998-1999, soit versé au Fonds à compter de juin 1999, à titre d'acompte sur la subvention pour l'année universitaire 1999-2000 et sous réserve des crédits accordés par l'Assemblée nationale;

QUE ces montants soient versés selon un échéancier à déterminer avec le Fonds, sur la base de ses besoins mensuels de déboursés.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
MICHEL NOËL DE TILLY

30746

Gouvernement du Québec

## Décret 1130-98, 2 septembre 1998

CONCERNANT la nomination de monsieur André Caron comme membre de la Commission des partenaires du marché du travail

ATTENDU QU'en vertu de l'article 21 de la Loi sur le ministère de l'Emploi et de la Solidarité et instituant la Commission des partenaires du marché du travail (1997, c. 63), la Commission des partenaires du marché du travail est composée des membres dont certains sont nommés par le gouvernement;

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe 5<sup>o</sup> du premier alinéa de l'article 21 de cette loi, le gouvernement nomme un membre issu du milieu de l'enseignement secondaire et un autre, du milieu de l'enseignement collégial, choisis après consultation d'organismes des milieux concernés;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 23 de cette loi, le mandat des membres de la Commission nommés par le gouvernement est d'au plus trois ans;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 25 de cette loi, les membres de la Commission nommés par le gouvernement ont droit au remboursement des dépenses faites dans l'exercice de leurs fonctions, aux conditions et dans la mesure que détermine le gouvernement;

ATTENDU QU'en vertu du décret 1178-97 du 10 septembre 1997, madame Diane Drouin était nommée membre de la Commission des partenaires du marché du travail, pour un mandat de trois ans venant à expiration le 9 septembre 2000, qu'elle a démissionné de ses fonctions et qu'il y a lieu de pourvoir à son remplacement pour la durée non écoulée de son mandat;

ATTENDU QUE les consultations requises par la loi ont été effectuées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre d'État de l'Emploi et de la Solidarité et ministre de l'Emploi et de la Solidarité:

QUE monsieur André Caron, président général de la Fédération des commissions scolaires du Québec, soit nommé membre de la Commission des partenaires du marché du travail, après consultation d'organismes du milieu concerné, pour la durée non écoulée du mandat de madame Diane Drouin, soit jusqu'au 9 septembre 2000;

QUE monsieur André Caron soit remboursé des frais de voyage et de séjour occasionnés par l'exercice de ses fonctions conformément aux règles applicables aux membres d'organismes et arrêtées par le gouvernement par le

décret 2500-83 du 30 novembre 1983 et ses modifications subséquentes.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
MICHEL NOËL DE TILLY

30747

Gouvernement du Québec

## Décret 1131-98, 2 septembre 1998

CONCERNANT la nomination de monsieur Gérald Lemoyne comme président de l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris

ATTENDU QU'en vertu de l'article 21 de la Loi sur la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris bénéficiaires de la Convention de la Baie James et du Nord québécois (L.R.Q., c. S-3.2), l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris se compose de six membres, dont trois sont nommés par le gouvernement, et avis des nominations des six membres est publié par le ministre à la *Gazette officielle du Québec* dans les trente jours de ces nominations;

ATTENDU QUE l'article 22 de cette loi prévoit que le gouvernement et l'Administration régionale crie désignent, chaque année et alternativement, un président et un vice-président parmi les membres de l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris;

ATTENDU QUE conformément à la règle de l'alternance prévue à l'article 22 de cette loi, il revient au gouvernement de désigner pour l'année 1998-1999 un président parmi les membres de l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris;

ATTENDU QUE l'article 22 de cette loi prévoit également que le ministre publie, dans les trente jours de leur nomination, un avis des nominations du président et du vice-président à la *Gazette officielle du Québec*;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre d'État de l'Emploi et de la Solidarité et ministre de l'Emploi et de la Solidarité:

QUE monsieur Gérald Lemoyne soit désigné président de l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris pour l'année 1998-1999, à compter des présentes et jusqu'au 30 juin 1999;

QU'un avis de cette nomination soit publié dans la *Gazette officielle du Québec*.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
MICHEL NOËL DE TILLY

30748

Gouvernement du Québec

## Décret 1132-98, 2 septembre 1998

CONCERNANT l'acquisition par expropriation de certains immeubles avec meubles accessoires pour l'agrandissement du parc de conservation du Saguenay

ATTENDU QU'en vertu de l'article 2.1 de la Loi sur les parcs (L.R.Q., c. P-9), le ministre de l'Environnement et de la Faune peut acquérir, à l'amiable ou par expropriation, tout bien qu'il juge nécessaire à l'établissement d'un parc ou à la modification de ses limites;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 36 de la Loi sur l'expropriation (L.R.Q., c. E-24), toute expropriation doit être décidée ou, suivant le cas, autorisée préalablement par le gouvernement aux conditions qu'il détermine;

ATTENDU QUE le parc de conservation du Saguenay a été établi par le décret 1111-83 du 1<sup>er</sup> juin 1983 adopté aux termes de la Loi sur les parcs (L.R.Q., c. P-9);

ATTENDU QUE le ministre de l'Environnement et de la Faune projette de modifier les limites de ce parc par voie d'un agrandissement et, à cette fin, acquérir l'immeuble suivant, soit une partie des lots 8 et 9 du rang 1 du cadastre officiel du Canton de Saint-Jean, circonscription foncière de Chicoutimi, soit les parcelles A et D montrées sur le plan préparé par monsieur Gaétan Taillon, arpenteur-géomètre, sous le numéro 482 de ses minutes, le tout tel que plus amplement décrit à l'annexe jointe à la recommandation ministérielle du présent décret;

ATTENDU QU'il y a lieu d'autoriser le ministre de l'Environnement et de la Faune à acquérir cet immeuble par expropriation;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de l'Environnement et de la Faune:

QUE le ministre de l'Environnement et de la Faune soit autorisé à acquérir, par expropriation, les immeubles avec les biens meubles accessoires de ceux-ci pour l'agrandissement du parc de conservation du Saguenay, à savoir, une partie des lots 8 et 9 du rang 1 du cadastre officiel du Canton de Saint-Jean, circonscription foncière de Chicoutimi, soit les parcelles A et D montrées sur le plan préparé par monsieur Gaétan Taillon, arpenteur-géomètre, sous le numéro 482 de ses minutes, le tout tel que plus amplement décrit à l'annexe jointe à la recommandation ministérielle du présent décret;

QUE les sommes nécessaires à cette fin soient payées à même les crédits dégagés par le plan de relance des parcs québécois du ministère de l'Environnement et de la Faune.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
MICHEL NOËL DE TILLY

30749

Gouvernement du Québec

## Décret 1133-98, 2 septembre 1998

CONCERNANT la délivrance d'un certificat d'autorisation en faveur d'Hydro-Québec pour la réfection des protections en enrochement de l'aménagement de la Hart-Jaune, à l'intérieur des anciennes limites de la Ville de Gagnon sur le territoire non organisé de la MRC de Caniapiscau

ATTENDU QUE la section IV.1 du chapitre I de la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., c. Q-2) prévoit une procédure d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement pour certains projets de construction, certains ouvrages, certaines activités, certaines exploitations, certains travaux exécutés suivant un plan ou un programme, dans les cas visés par règlement du gouvernement;

ATTENDU QUE le gouvernement a adopté le Règlement sur l'évaluation et l'examen des impacts sur l'environnement (R.R.Q., 1981, c. Q-2, r. 9) modifié par les règlements adoptés par les décrets 1002-85 du 29 mai 1985, 879-88 du 8 juin 1988, 586-92 du 15 avril 1992, 1529-93 du 3 novembre 1993, 101-96 du 24 janvier 1996, 1310-97 du 8 octobre 1997 et 1514-97 du 26 novembre 1997;

ATTENDU QUE le paragraphe *b* de l'article 2 du Règlement sur l'évaluation et l'examen des impacts sur l'environnement assujettit à la procédure d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement tout projet de remblayage sous la limite des hautes eaux printanières moyennes à quelque fin que ce soit dans un cours d'eau visé par ce règlement, sur une distance de 300 mètres ou plus;

ATTENDU QU'Hydro-Québec a l'intention de réaliser un projet de remblayage dans le Petit lac Manicouagan, sur une distance de 2 385 mètres linéaires, pour refaire une partie des parements amont des ouvrages de retenue de l'aménagement de la Hart-Jaune;

ATTENDU QU'à cet effet, Hydro-Québec a déposé auprès du ministre de l'Environnement et de la Faune, le 18 août 1997, un avis de projet conformément aux dispositions de l'article 31.2 de la Loi sur la qualité de l'environnement;

ATTENDU QUE Hydro-Québec a complété le dépôt auprès du ministre de l'Environnement et de la Faune, le 30 mars 1998, d'une étude d'impact sur l'environnement concernant ce projet, conformément aux dispositions de l'article 31.2 de la Loi sur la qualité de l'environnement;

ATTENDU QUE cette étude d'impact a été rendue publique par le ministre de l'Environnement et de la Faune, le 20 avril 1998, conformément aux dispositions de l'article 31.3 de la Loi sur la qualité de l'environnement;

ATTENDU QUE ce projet a franchi l'étape d'information et de consultation publiques prévue par le Règlement sur l'évaluation et l'examen des impacts sur l'environnement;

ATTENDU QUE durant la période d'information et de consultation publiques, aucune demande d'audience publique n'a été adressée au ministre de l'Environnement et de la Faune relativement à ce projet;

ATTENDU QUE le ministère de l'Environnement et de la Faune a soumis son rapport sur l'analyse environnementale de ce projet;

ATTENDU QUE ce rapport conclut que le projet est acceptable à certaines conditions;

ATTENDU QUE l'article 31.5 de la Loi sur la qualité de l'environnement prévoit que le gouvernement peut, à l'égard d'un projet soumis à la section IV.1 du chapitre I de cette loi, délivrer un certificat d'autorisation pour la réalisation d'un projet avec ou sans modification et aux conditions qu'il détermine;

ATTENDU QU'il y a lieu de délivrer un certificat d'autorisation en faveur d'Hydro-Québec pour remblayer dans le Petit lac Manicouagan et la rivière Hart-Jaune, à l'intérieur des anciennes limites de la Ville de Gagnon sur le territoire non organisé de la MRC de Caniapiscau, afin qu'elle puisse refaire une partie des parements amont des ouvrages de retenue de l'aménagement de la Hart-Jaune;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de l'Environnement et de la Faune:

QU'un certificat d'autorisation soit délivré en faveur d'Hydro-Québec afin de remblayer dans le Petit lac Manicouagan et la rivière Hart-Jaune, à l'intérieur des

anciennes limites de la Ville de Gagnon sur le territoire non organisé de la MRC de Caniapiscau, afin qu'elle puisse refaire une partie des parements amont des ouvrages de retenue de l'aménagement de la Hart-Jaune, le tout aux conditions suivantes:

### Condition 1

Que le promoteur respecte les mesures décrites dans les documents suivants:

— HYDRO-QUÉBEC. Réfection des protections en enrochement de l'aménagement de la Hart-Jaune — Rapport d'avant-projet, préparé par le groupe Projets et Affaires internationales, Direction principale Projets d'équipements / SEBJ, janvier 1998, 80 p. et 3 annexes;

— HYDRO-QUÉBEC. Réfection des protections en enrochements de l'aménagement de la Hart-Jaune — Résumé, préparé par le groupe Projets et Affaires internationales, Direction principale Projets d'équipements / SEBJ, janvier 1998, 37 p.;

— Lettre de M. Robert Abdallah de la Direction principale Projets d'équipements, Hydro-Québec, à M. Gilles Plante du ministère de l'Environnement et de la Faune, datée du 26 mars 1998, concernant les réponses aux questions du ministère sur la recevabilité de l'étude d'impact, 1 p. et 1 annexe;

Si des indications contradictoires sont contenues dans ces documents, les plus récentes prévalent;

### Condition 2

Que le promoteur procède aux travaux pouvant toucher les sites de frai du grand corégone présents au niveau du barrage supérieur avant le 1<sup>er</sup> octobre de l'année en cours;

### Condition 3

Que le promoteur respecte les recommandations des «Lignes directrices concernant l'utilisation d'explosifs dans les eaux de pêche canadienne» (Wright, 1995) si l'utilisation d'explosifs est nécessaire à proximité d'un cours d'eau;

### Condition 4

Que les travaux visés par le présent décret soient complétés avant le 31 décembre 2003.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
MICHEL NOËL DE TILLY

30750

Gouvernement du Québec

## Décret 1134-98, 2 septembre 1998

CONCERNANT la nomination de onze membres au conseil d'administration de la Fondation de la faune du Québec

ATTENDU QUE l'article 129 de la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (L.R.Q., c. C-61.1) a institué la Fondation de la faune du Québec;

ATTENDU QU'en vertu du premier alinéa de l'article 133 de cette loi, la Fondation de la faune du Québec est administrée par un conseil d'administration formé de treize membres, dont un président du conseil d'administration et un président-directeur général, nommés par le gouvernement;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 135 de cette loi, la durée du mandat des présidents et des autres membres du conseil d'administration est d'au plus trois ans et que le mandat du président du conseil d'administration et des membres du conseil autres que le président-directeur général ne peut être renouvelé consécutivement qu'une fois;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 136 de cette loi, à la fin de leur mandat, les membres du conseil d'administration demeurent en fonction jusqu'à ce qu'ils soient remplacés ou nommés de nouveau;

ATTENDU QUE monsieur Rodrigue Biron a été nommé membre et président du conseil d'administration de la Fondation de la faune du Québec par le décret 1358-96 du 29 octobre 1996 et que son mandat est expiré depuis le 28 octobre 1997;

ATTENDU QUE monsieur Yvon Lavoie et madame Nathalie Zinger ont été nommés membres du conseil d'administration de la Fondation de la faune du Québec par le décret 749-95 du 31 mai 1995 et que leur mandat est expiré depuis le 30 mai 1998;

ATTENDU QUE messieurs Benoît Allard, J. Jacques Blouin, Jacques Cormier, André Duchesne, Richard Fortin, Jacques R. Gagnon et mesdames Denise Gentil et Sylvie Lemaire ont été nommés membres du conseil d'administration de la Fondation de la faune du Québec par le décret 1505-96 du 4 décembre 1996 et que leur mandat est expiré depuis le 31 décembre 1997;

ATTENDU QU'il y a lieu de nommer de nouveau les membres du conseil d'administration de la Fondation de la faune du Québec;

ATTENDU QUE les consultations requises par la loi ont été effectuées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de l'Environnement et de la Faune:

QUE monsieur Rodrigue Biron, président, Rodrigue Biron et associés, soit nommé de nouveau membre et président du conseil d'administration de la Fondation de la faune du Québec, pour un mandat de trois ans à compter des présentes;

QUE les personnes suivantes soient nommées de nouveau membres du conseil d'administration de la Fondation de la faune du Québec, pour un mandat de trois ans à compter des présentes:

— monsieur Benoît Allard, président fondateur, Groupe Benoît Allard;

— monsieur J. Jacques Blouin, membre du conseil, Les Hélicoptères Canadien inc.;

— monsieur Jacques Cormier, directeur, École Saint-Sauveur, Val-d'Or;

— monsieur André Duchesne, président et directeur général, Association des industries forestières du Québec;

— monsieur Richard Fortin, vice-président, Alimentation Couche-Tard inc.;

— monsieur Jacques R. Gagnon, vice-président-Communications, Alcan;

— madame Denise Gentil, ex-mairesse de la Ville de Matane;

— monsieur Yvon Lavoie, enseignant, CEGEP de Chicoutimi;

— madame Sylvie Lemaire, vice-présidente-Opération, Fempro;

— madame Nathalie Zinger, directrice-Québec, Fonds mondial pour la nature Canada.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
MICHEL NOËL DE TILLY

30751

Gouvernement du Québec

## Décret 1135-98, 2 septembre 1998

CONCERNANT la composition de la délégation québécoise à la réunion du Comité gouvernemental de l'Accord intergouvernemental canadien concernant l'Accord nord-américain de coopération dans le domaine de l'environnement, qui se tiendra à Inuvik (Territoires du Nord-Ouest), le 10 septembre 1998

ATTENDU QUE l'article 3.21 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (L.R.Q., c. M-30) prescrit que toute délégation officielle du Québec à une conférence ministérielle fédérale-provinciale ou interprovinciale est constituée et mandatée par le gouvernement;

ATTENDU QUE le Comité gouvernemental de l'Accord intergouvernemental canadien concernant l'Accord nord-américain de coopération dans le domaine de l'environnement tiendra sa deuxième réunion à Inuvik (Territoires du Nord-Ouest), le 10 septembre 1998;

ATTENDU QUE les sujets qui seront discutés lors de cette réunion portent sur des questions importantes pour le Québec en matière d'environnement et de faune;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de l'Environnement et de la Faune et du ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes:

QUE le ministre de l'Environnement et de la Faune dirige la délégation québécoise pour la réunion du 10 septembre 1998 du Comité gouvernemental de l'Accord intergouvernemental canadien concernant l'Accord nord-américain de coopération dans le domaine de l'environnement;

QUE la délégation québécoise soit en outre composée de:

madame Diane Gaudet, sous-ministre du ministère de l'Environnement et de la Faune;

monsieur Alain-François Meunier, conseiller politique, cabinet du ministre de l'Environnement et de la Faune;

monsieur Raynald L'Abbé, conseiller au Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
MICHEL NOËL DE TILLY

30752

Gouvernement du Québec

## Décret 1136-98, 2 septembre 1998

CONCERNANT la composition et le mandat de la délégation québécoise à la réunion du Conseil canadien des ministres de l'Environnement (CCME), qui se tiendra à Inuvik (Territoires du Nord-Ouest), les 10 et 11 septembre 1998

ATTENDU QUE l'article 3.21 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (L.R.Q., c. M-30) prescrit que toute délégation officielle du Québec à une conférence ministérielle fédérale-provinciale ou interprovinciale est constituée et mandatée par le gouvernement;

ATTENDU QUE le Conseil canadien des ministres de l'Environnement (CCME) tiendra une réunion à Inuvik (Territoires du Nord-Ouest), les 10 et 11 septembre 1998;

ATTENDU QUE les sujets qui seront discutés lors de cette réunion portent sur des questions importantes pour le Québec en matière d'environnement;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre de l'Environnement et de la Faune et du ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes:

QUE le ministre de l'Environnement et de la Faune dirige la délégation québécoise;

QUE la délégation québécoise soit en outre composée de:

madame Diane Gaudet, sous-ministre du ministère de l'Environnement et de la Faune;

monsieur Alain-François Meunier, conseiller politique, cabinet du ministre de l'Environnement et de la Faune;

monsieur Raynald L'Abbé, conseiller au Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes;

QUE le mandat de la délégation soit d'exposer les positions du Québec conformément aux décisions du Conseil des ministres.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
MICHEL NOËL DE TILLY

30753

Gouvernement du Québec

## Décret 1137-98, 2 septembre 1998

CONCERNANT la création d'un compte à fin déterminée intitulé « Compte pour le financement de certains organismes, projets et activités du secteur du loisir et du sport »

ATTENDU QUE la Société de développement du loisir et du sport du Québec (SDLSQ) n'est plus autorisée à tenir des casinos temporaires aux fins de financer ses activités et celles d'autres organismes du secteur du loisir et du sport;

ATTENDU QUE la décision du gouvernement de ne plus autoriser la tenue de casinos temporaires a eu comme effet de priver la SDLSQ et ses organismes bénéficiaires de revenus annuels de près de un million de dollars, et ce, depuis 1996;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 7.1 de la Loi sur le ministère des Affaires municipales (L.R.Q., c. M-22.1), le ministre des Affaires municipales est responsable du développement du loisir, du sport et du plein air;

ATTENDU QUE pour assurer le développement et la promotion du loisir et du sport, le ministère des Affaires municipales a comme principaux partenaires les organismes du milieu associatif de ces deux secteurs;

ATTENDU QU'il faut assurer à ces organismes de loisir et de sport les sources de revenus nécessaires au financement de certains de leurs projets et activités;

ATTENDU QUE suite à la décision de ne plus autoriser la tenue de casinos forains, le gouvernement a autorisé par l'adoption du décret 1597-97 du 10 décembre 1997 la création d'un compte à fin déterminée au ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation aux fins de recevoir de la Société des loteries du Québec le dépôt de sommes pour financer certains projets et activités des associations agricoles qui bénéficiaient de la tenue de casinos forains;

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe a de l'article 17 de la Loi sur la Société des loteries du Québec (L.R.Q., c. S-13.1), la Société des loteries du Québec peut accomplir tout ce qui est nécessaire à la réalisation de ses fins mais ne peut, sans l'autorisation préalable du gouvernement, conclure une entente avec un gouvernement ou un organisme relevant d'un gouvernement toute entente jugée nécessaire à la réalisation de ses fins;

ATTENDU QU'une entente relative au financement de certains organismes, projets et activités du secteur du

loisir et du sport sera conclue entre la Société des loteries du Québec et le ministre des Affaires municipales;

ATTENDU QU'en vertu de cette entente, la Société des loteries du Québec versera au ministre des Affaires municipales un montant de deux millions six cent mille dollars réparti sur cinq années;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 29.1 de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6), le gouvernement peut créer, sur proposition conjointe du président du Conseil du trésor et du ministre des Finances, un compte à fin déterminée dans lequel peuvent être déposées les sommes reçues en vertu d'un contrat ou d'une entente qui prévoit l'affectation à une fin spécifique;

ATTENDU QU'en vertu de ce même article, le gouvernement détermine la nature des activités et des coûts qui peuvent y être imputés de même que les limites relatives aux déboursés qui peuvent y être effectués;

ATTENDU QU'il est opportun de procéder à la création d'un compte à fin déterminée afin de permettre le dépôt des sommes reçues de la Société des loteries du Québec en vertu d'une entente à être conclue entre la Société des loteries du Québec et le ministre des Affaires municipales sur le financement de certains organismes, projets et activités du secteur du loisir et du sport;

ATTENDU QUE le ministre des Affaires municipales administre et gère ce compte en lieu et place de la Société de développement du loisir et du sport du Québec (SDLSQ) au bénéfice de ces organismes, projets et activités;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Finances, du président du Conseil du trésor et du ministre des Affaires municipales:

QUE soit créé un compte à fin déterminée intitulé « Compte pour le financement de certains organismes, projets et activités du secteur du loisir et du sport » aux fins du dépôt de montants totalisant deux millions six cent mille dollars répartis sur cinq années et découlant d'une entente à être conclue entre la Société des loteries du Québec et le ministre des Affaires municipales;

QUE la Société des loteries du Québec soit autorisée à conclure une entente administrative avec le ministre des Affaires municipales en vue de déposer dans ce compte des sommes pour le financement de certains organismes, projets et activités du secteur du loisir et du sport;

QUE les projets, les activités et les organismes visés par ce compte soient ceux prévus dans le cadre de l'entente;

QUE les coûts relatifs à ces activités puissent être imputés sur ce compte jusqu'à concurrence des sommes reçues de la Société des loteries du Québec;

QUE les limites relatives aux déboursés qui peuvent y être effectués correspondent à la contribution financière de la Société des loteries du Québec conformément à l'entente, et ce, pour toute sa durée;

QUE les responsabilités administratives inhérentes à l'administration et à la gestion de ce compte soient confiées au ministre des Affaires municipales.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
MICHEL NOËL DE TILLY

30754

Gouvernement du Québec

### Décret 1138-98, 2 septembre 1998

CONCERNANT une modification au programme de relance d'entreprises manufacturières et commerciales situées dans des régions affectées par les pluies diluviennes survenues les 19 et 20 juillet 1996

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec a, par le décret 504-97 du 16 avril 1997, adopté un programme de relance d'entreprises manufacturières et commerciales situées dans des régions affectées par les pluies diluviennes survenues les 19 et 20 juillet 1996 pour venir en aide aux entreprises qui ont subi des préjudices;

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec a, par le décret 1688-97 du 17 décembre 1997, modifié ce programme afin qu'un plus grand nombre d'entreprises puissent en bénéficier;

ATTENDU QU'à la suite des interventions du milieu, il appert que certaines entreprises ayant subi des préjudices ne sont pas couvertes par ce programme et ne peuvent se prévaloir de l'aide financière prévue;

ATTENDU QU'il y a lieu de modifier ce programme afin qu'un plus grand nombre d'entreprises puissent en bénéficier et ainsi assurer un traitement équitable à toutes les entreprises;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre d'État de l'Économie et des Finances et ministre de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie et du ministre délégué à l'Industrie et au Commerce;

QUE le programme de relance d'entreprises manufacturières et commerciales situées dans des régions affectées par les pluies diluviennes survenues les 19 et 20 juillet 1996, adopté par le décret 504-97 du 16 avril 1997 et modifié par le décret 1688-97 du 17 décembre 1997, soit modifié à l'annexe 1:

1<sup>o</sup> par le remplacement de l'article 8 par le suivant:

«Malgré les articles 2.1 à 2.5 du présent programme, les coprésidents pourront décider d'octroyer une aide financière aux entreprises affectées par les pluies diluviennes mentionnées aux annexes A et B».

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
MICHEL NOËL DE TILLY

---

### ANNEXE B

Domaine du Lac Ha! Ha!

Musée du Fjord

30755

Gouvernement du Québec

### Décret 1139-98, 2 septembre 1998

CONCERNANT l'octroi de la subvention au Centre interuniversitaire de recherche en analyse des organisations (CIRANO) pour les exercices financiers 1998-1999 à 2000-2001

ATTENDU QUE le ministre d'État de l'Économie et des Finances et ministre de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie est chargé de l'application de la Loi sur le ministère de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie (L.R.Q., c. M-17);

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe 1.2<sup>o</sup> de l'article 7.1 de la Loi sur le ministère de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie (L.R.Q., c. M-17), les fonctions et pouvoirs du ministre consistent notamment à contribuer à la valorisation de la recherche et à mener des actions liées à la promotion, au développement et à l'implantation de nouvelles technologies au Québec;

ATTENDU QUE le ministre d'État de l'Économie et des Finances et ministre de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie et le ministre délégué à l'Industrie et au Commerce peuvent, dans l'exercice de leurs fonctions, contribuer au développement d'établissements de recherche;

ATTENDU QUE le ministre d'État de l'Économie et des Finances et ministre de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie et le ministre délégué à l'Industrie et au Commerce, aux fins de l'exercice de leurs fonctions dans les domaines de la recherche et du développement technologique, peuvent accorder, aux conditions et selon les modalités fixées, une aide financière sur les sommes mises à leur disposition à cette fin;

ATTENDU QU'il est toujours opportun pour le gouvernement du Québec de favoriser les liens entre les établissements d'enseignement supérieur et les entreprises, notamment en matière d'analyse scientifique des organisations et des comportements stratégiques;

ATTENDU QUE le Centre interuniversitaire de recherche en analyse des organisations (CIRANO) est une personne morale constituée en vertu de la partie III de la Loi sur les compagnies (L.R.Q., c. C-38);

ATTENDU QUE le CIRANO s'est vu octroyer par le décret 810-93 du 9 juin 1993, au titre de centre de liaison et de transfert, une subvention quinquennale maximale de 5 710 000 \$ pour les exercices financiers 1993-1994 à 1997-1998;

ATTENDU QUE le CIRANO a soumis une demande de soutien financier de fonctionnement, et ce, pour les exercices financiers 1998-1999 à 2000-2001;

ATTENDU QUE la mission, les objectifs, les activités, la structure et le type de financement du CIRANO correspondent aux objectifs gouvernementaux en matière de liaison entre les entreprises et les établissements d'enseignement supérieur et que l'évaluation des activités du CIRANO pour la période 1992-1997 est favorable;

ATTENDU QU'en soutenant financièrement le CIRANO, le gouvernement contribuera à assurer des mécanismes de liaison et de transfert bidirectionnels dans le domaine des connaissances en analyse scientifique des organisations;

ATTENDU QUE les sommes nécessaires sont prévues à l'élément 2 du programme 2 du ministère de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre d'État de l'Économie et des Finances et ministre de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie et du ministre délégué à l'Industrie et au Commerce:

QUE le ministre d'État de l'Économie et des Finances et ministre de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie et le ministre délégué à l'Industrie et au Commerce soient autorisés à verser au Centre

interuniversitaire de recherche en analyse des organisations, une subvention maximale de 3 750 000 \$, pour la période 1998-1999 à 2000-2001, soit 1 250 000 \$ par année;

QUE le ministre d'État de l'Économie et des Finances et ministre de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie et le ministre délégué à l'Industrie et au Commerce soient autorisés à signer avec le Centre interuniversitaire de recherche en analyse des organisations une convention de subvention à cet effet dont le texte sera substantiellement conforme à celui joint à la recommandation ministérielle du présent décret;

QUE le ministre d'État de l'Économie et des Finances et ministre de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie et le ministre délégué à l'Industrie et au Commerce soient autorisés à verser immédiatement 58 % de l'aide prévue en 1998-1999, soit 725 000 \$.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
MICHEL CARPENTIER

30756

Gouvernement du Québec

## **Décret 1140-98, 2 septembre 1998**

CONCERNANT M<sup>e</sup> Jean-Pierre Marcotte, secrétaire du Conseil de la magistrature

ATTENDU QUE le premier alinéa de l'article 255 de la Loi sur les tribunaux judiciaires (L.R.Q., c. T-16), modifiée par la Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires (1997, c. 76), stipule que le président du Conseil de la magistrature nomme le secrétaire du conseil, pour un mandat de cinq ans, parmi les avocats inscrits au Tableau de l'Ordre des avocats depuis au moins dix ans et membres de la fonction publique;

ATTENDU QUE le premier alinéa de l'article 255 de cette loi prévoit également que le gouvernement détermine le traitement du secrétaire, ses avantages sociaux et ses autres conditions de travail;

ATTENDU QUE le deuxième alinéa de l'article 255 de cette loi énonce que dès sa nomination, le secrétaire cesse d'être assujéti à la Loi sur la fonction publique (L.R.Q., c. F-3.1.1) et qu'il est, pour la durée de son mandat et dans le but d'accomplir les devoirs de sa fonction, en congé sans solde;

ATTENDU QUE l'article 5 de la Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires mentionne que le mandat du secrétaire du Conseil de la magistrature en fonction le

17 décembre 1997 prend fin à compter de la nomination du secrétaire nommé conformément à l'article 255 de la Loi sur les tribunaux judiciaires, tel que remplacé par l'article 2 de cette loi;

ATTENDU QUE M<sup>e</sup> Jean-Pierre Marcotte a été nommé secrétaire du Conseil de la magistrature par la présidente de ce conseil, pour un mandat de cinq ans à compter du 21 septembre 1998, et qu'il y a lieu de déterminer son traitement, ses avantages sociaux et ses autres conditions de travail;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de la Justice:

QUE le traitement, les avantages sociaux et les autres conditions de travail de M<sup>e</sup> Jean-Pierre Marcotte, secrétaire du Conseil de la magistrature, soient ceux établis en annexe au présent décret.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
MICHEL NOËL DE TILLY

## Conditions d'emploi de M<sup>e</sup> Jean-Pierre Marcotte comme secrétaire du Conseil de la magistrature

Aux fins de rendre explicites les considérations et conditions de la nomination faite en vertu de la Loi sur les tribunaux judiciaires (L.R.Q., c. T-16), modifiée par la Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires (1977, c. 76)

### 1. OBJET

M<sup>e</sup> Jean-Pierre Marcotte a été nommé et accepte d'agir à titre exclusif et à temps plein, comme secrétaire du Conseil de la magistrature, ci-après appelé le Conseil.

À titre de secrétaire, M<sup>e</sup> Marcotte est chargé de l'administration des affaires du Conseil dans le cadre des lois et des règlements ainsi que des règlements et politiques adoptés par le Conseil pour la conduite de ses affaires.

M<sup>e</sup> Marcotte exerce, à l'égard du personnel du Conseil, les pouvoirs que la Loi sur la fonction publique attribue à un dirigeant d'organisme.

M<sup>e</sup> Marcotte remplit ses fonctions au siège du Conseil à Québec.

M<sup>e</sup> Marcotte, cadre supérieur classe II au ministère du Conseil exécutif, muté au ministère de la Justice, est en congé sans solde de ce dernier ministère pour la durée du présent mandat.

### 2. DURÉE

Le présent engagement commence le 21 septembre 1998 pour se terminer le 20 septembre 2003, sous réserve des dispositions des articles 5 et 6.

### 3. RÉMUNÉRATION

La rémunération de M<sup>e</sup> Marcotte comprend le salaire et la contribution de l'employeur aux régimes de retraite et d'assurances.

#### 3.1 Salaire

À compter de la date de son engagement, M<sup>e</sup> Marcotte reçoit un salaire versé sur la base annuelle de 96 057 \$.

Ce salaire sera révisé selon la politique applicable aux dirigeants d'organismes et arrêtée par le gouvernement.

#### 3.2 Régimes d'assurance

M<sup>e</sup> Marcotte participe aux régimes d'assurance collective du personnel d'encadrement des secteurs public et parapublic du Québec.

#### 3.3 Régime de retraite

M<sup>e</sup> Marcotte participe au Régime de retraite de l'administration supérieure (RRAS) adopté par le décret 245-92 du 26 février 1992 et ses modifications subséquentes.

### 4. AUTRES DISPOSITIONS

#### 4.1 Frais de représentation

Le Conseil remboursera à M<sup>e</sup> Marcotte, sur présentation de pièces justificatives, les dépenses occasionnées par l'exercice de ses fonctions jusqu'à concurrence d'un montant annuel de 1 400 \$, conformément aux règles applicables aux dirigeants d'organismes et arrêtées par le gouvernement par le décret 1308-80 du 28 avril 1980 et ses modifications subséquentes. Ce montant pourra être ajusté de temps à autre par le gouvernement.

#### 4.2 Frais de voyage et de séjour

Pour les frais de voyage et de séjour occasionnés par l'exercice de ses fonctions, M<sup>e</sup> Marcotte sera remboursé conformément aux règles applicables aux dirigeants d'organismes et arrêtées par le gouvernement par le décret 2500-83 du 30 novembre 1983 et ses modifications subséquentes. De plus, les voyages à l'extérieur du Québec sont régis par la directive du Conseil du trésor concernant les frais de déplacement à l'extérieur du Québec.

### 4.3 Vacances

À compter de la date de son entrée en fonction, M<sup>e</sup> Marcotte a droit à des vacances annuelles payées de vingt-cinq jours ouvrables, le nombre de jours étant calculé en proportion du temps qu'il a été en fonction au cours de l'année financière.

Le report de vacances annuelles en tout ou en partie, lorsqu'il est impossible de les prendre au cours de l'année, doit être autorisé par le président du Conseil.

### 5. TERMINAISON

Le présent engagement prend fin à la date stipulée à l'article 2, sous réserve toutefois des dispositions qui suivent:

#### 5.1 Démission

M<sup>e</sup> Marcotte peut démissionner de la fonction publique et de son poste de secrétaire du Conseil, sans pénalité, après avoir donné un avis écrit de trois mois.

Copie de l'avis de démission doit être transmise au secrétaire général associé aux Emplois supérieurs au ministère du Conseil exécutif.

#### 5.2 Destitution

M<sup>e</sup> Marcotte consent également à ce que le président du Conseil révoque en tout temps le présent engagement, sans préavis ni indemnité, pour raisons de malversation, maladministration, faute lourde ou motif de même gravité, la preuve étant à la charge du président du Conseil.

#### 5.3 Échéance

À la fin de son mandat, M<sup>e</sup> Marcotte demeure en fonction jusqu'à ce qu'il soit remplacé ou nommé de nouveau.

### 6. RETOUR

M<sup>e</sup> Marcotte peut demander que ses fonctions de secrétaire du Conseil prennent fin avant l'échéance du 20 septembre 2003, après avoir donné un avis écrit de trois mois.

En ce cas, il sera réintégré parmi le personnel du ministère de la Justice au salaire qu'il avait comme secrétaire du Conseil si ce salaire est inférieur ou égal au maximum de l'échelle de traitement des cadres supérieurs classe II. Dans le cas où son salaire de secrétaire du Conseil est supérieur, il sera réintégré au maximum de l'échelle de traitement qui lui est applicable.

### 7. RENOUELEMENT

Tel que prévu à l'article 2, le mandat de M<sup>e</sup> Marcotte se termine le 20 septembre 2003. Dans le cas où le président du Conseil a l'intention de renouveler le mandat de M<sup>e</sup> Marcotte à titre de secrétaire du Conseil, il l'en avisera au plus tard six mois avant l'échéance du présent mandat.

Si le présent engagement n'est pas renouvelé ou si M<sup>e</sup> Marcotte n'est pas nommé à un autre poste, il sera alors réintégré parmi le personnel du ministère de la Justice aux conditions énoncées à l'article 6.

8. Toute entente verbale non incluse au présent document est nulle.

### 9. SIGNATURES

M<sup>e</sup> JEAN-PIERRE MARCOTTE      GILLES R. TREMBLAY,  
*secrétaire général*  
*associé*

30757

Gouvernement du Québec

### Décret 1143-98, 2 septembre 1998

CONCERNANT le financement temporaire de l'Agence métropolitaine de transport

ATTENDU QU'en vertu de l'article 64 de la Loi sur l'Agence métropolitaine de transport (L.R.Q., c. A-7.02), l'Agence métropolitaine de transport, ci-après appelée l'Agence, ne peut, sans l'autorisation du gouvernement, contracter des emprunts temporaires qui portent au-delà du montant déterminé par le gouvernement le total de ses emprunts temporaires en cours;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 65 de cette loi, l'Agence peut, avec l'autorisation du gouvernement et aux conditions qu'il détermine, pourvoir à son financement au moyen d'emprunt ou par tout autre moyen et conclure tout contrat à cet égard;

ATTENDU QUE l'Agence désire contracter des emprunts temporaires pour une somme ne pouvant excéder 50 000 000,00 \$;

ATTENDU QUE le conseil d'administration de l'Agence a adopté le 13 mai 1998 une résolution dont copie est portée à la recommandation du ministre d'État à la Métropole, demandant au gouvernement l'autorisation de contracter ces emprunts;

ATTENDU QU'il y a lieu d'autoriser l'Agence à contracter des emprunts temporaires jusqu'à concurrence d'un montant total en cours de cinquante millions de dollars (50 000 000,00 \$);

ATTENDU QU'en vertu de l'article 69.6 de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6), le ministre des Finances peut accorder des prêts à un organisme dont la loi constitutive prévoit que les emprunts peuvent être autorisés par le gouvernement ou un ministre, lorsqu'un tel emprunt est remboursé en totalité ou en partie par une subvention accordée à cette fin;

ATTENDU QU'il est nécessaire, aux fins d'assurer le paiement en capital et intérêts des emprunts à court terme contractés auprès du ministre des Finances, en sa qualité de gestionnaire du Fonds de financement, d'autoriser le ministre d'État à la Métropole, après s'être assuré que l'Agence n'est pas en mesure de rencontrer ses obligations sur l'un ou l'autre de ces emprunts, à verser à l'Agence les sommes requises pour suppléer à l'inexécution de ses obligations;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre d'État à la Métropole:

QUE l'Agence soit autorisée, jusqu'au 30 septembre 2001, à contracter de temps à autre au Canada des emprunts à taux variable ou à taux fixe auprès d'institutions financières ou auprès du ministre des Finances, en sa qualité de gestionnaire du Fonds de financement, le tout aux conditions suivantes:

a) si l'emprunt concerné est contracté à taux variable auprès d'une institution financière, le coût de financement de cet emprunt ne pourra excéder le taux préférentiel de l'institution en cours de temps à autre pendant la durée de cet emprunt;

b) si l'emprunt concerné est contracté à taux fixe auprès d'une institution financière, le coût de financement de cet emprunt ne pourra excéder le taux préférentiel de l'institution en vigueur au moment où l'emprunt est contracté;

c) aux fins des présentes, on entend par:

i. «coût de financement»: l'intérêt exigé sur l'emprunt ainsi que toutes sommes additionnelles escomptées ou payables à l'égard de cet emprunt;

ii. «taux préférentiel»: le taux d'intérêt, exprimé sur une base annuelle, établi ou annoncé de temps à autre par l'institution comme étant son taux d'intérêt de référence alors en vigueur pour déterminer les taux d'intérêt qu'elle exigera au cours de la période concernée sur ses

prêts commerciaux consentis au Canada, en dollars canadiens, et qu'elle appelle son taux préférentiel ou son taux de base, ou si l'institution financière choisie ne détermine pas un tel taux préférentiel, la moyenne arithmétique des taux préférentiels tels que déterminés ci-dessus de trois des six plus grandes banques mentionnées à l'annexe «I» de la Loi sur les banques, chapitre 46 des Lois du Canada (1991), et appliqué sur le solde quotidien pour le nombre de jours réellement écoulés sur la base d'une année de 365 jours;

d) malgré les paragraphes a et b, l'Agence peut contracter des emprunts dont le coût de financement excède le taux préférentiel si le taux des fonds à un jour de l'institution financière le jour de l'emprunt est plus élevé que le taux préférentiel; l'emprunt pourra alors être effectué à ce taux pour chaque jour où ce taux excédera le taux préférentiel;

e) si l'emprunt est contracté auprès du ministre des Finances, en sa qualité de gestionnaire du Fonds de financement, le taux d'intérêt payable sur cet emprunt sera celui déterminé conformément à tout décret concernant les critères de fixation de taux d'intérêt adopté en vertu de l'article 69.6 de la Loi sur l'administration financière en vigueur (L.R.Q., c. A-6);

f) le montant en capital global en circulation incluant les coûts de financement desdits emprunts ne devra, en aucun temps, excéder cinquante millions de dollars (50 000 000,00 \$) en monnaie légale du Canada;

g) le terme de ces emprunts ne doit en aucun temps excéder un (1) an;

QUE l'Agence soit autorisée à émettre des billets, des acceptations bancaires ou tout autre titre, et à signer tout document nécessaire, aux fins des emprunts effectués;

QUE lorsque l'emprunt est contracté auprès du ministre des Finances, en sa qualité de gestionnaire du Fonds de financement, le ministre d'État à la Métropole, après s'être assuré que l'Agence n'est pas en mesure de rencontrer ses obligations sur l'un ou l'autre des emprunts à court terme, soit autorisé à verser à l'Agence les sommes requises pour suppléer à l'inexécution de ses obligations;

QUE le présent décret remplace, à compter de son adoption, le décret 1322-97 du 8 octobre 1997.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
MICHEL NOËL DE TILLY

30758

Gouvernement du Québec

## Décret 1144-98, 2 septembre 1998

CONCERNANT la nomination de huit membres de l'Office de la protection du consommateur

ATTENDU QUE le premier alinéa de l'article 294 de la Loi sur la protection du consommateur (L.R.Q., c. P-40.1), modifié par l'article 3 de la Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur (1995, c. 38), prévoit que l'Office est composé d'au plus neuf membres, dont un président, nommés par le gouvernement;

ATTENDU QUE le deuxième alinéa de l'article 294 de cette loi énonce que les membres de l'Office doivent être des personnes qui, en raison de leurs activités, sont susceptibles de contribuer d'une façon particulière à la solution des problèmes des consommateurs;

ATTENDU QUE l'article 295 de cette loi précise que les personnes choisies comme membres de l'Office, autres que le président, sont nommées pour un mandat d'au plus trois ans;

ATTENDU QUE l'article 296 de cette loi mentionne que chacun des membres de l'Office, y compris le président, demeure en fonction à l'expiration de son mandat jusqu'à ce qu'il ait été remplacé ou nommé de nouveau;

ATTENDU QUE l'article 298 de cette loi prévoit que le gouvernement fixe les honoraires, les allocations ou le traitement des membres de l'Office;

ATTENDU QUE, par le décret 1435-93 du 13 octobre 1993, monsieur Hans Christian Fluehler a été nommé membre de l'Office de la protection du consommateur, que son mandat est expiré et qu'il y a lieu de pourvoir à son remplacement;

ATTENDU QUE, par le décret 1775-93 du 8 décembre 1993, madame Ghislaine G. Gervais et messieurs Pierre Careau, J. Hardy Craft, André Fortier, André Mignault et Paul-Émile Dion ont été nommés membres de l'Office, que leur mandat est expiré et qu'il y a lieu de pourvoir à leur remplacement;

ATTENDU QUE, par le décret 1775-93 du 8 décembre 1993, madame France Bergeron a été nommée membre de l'Office, que son mandat est expiré et qu'il y a lieu de le renouveler;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Relations avec les citoyens et de l'Immigration:

QUE les personnes suivantes soient nommées membres de l'Office de la protection du consommateur, pour un mandat de trois ans à compter des présentes:

— monsieur Jean-Pierre Beaudry, directeur des relations publiques, Fédération des Caisses populaires Desjardins de Montréal et de l'Ouest du Québec, en remplacement de monsieur Hans Christian Fluehler;

— madame France Bergeron, avocate, Caïn, Lamarre, Wells;

— monsieur Marc Boutet, co-président-directeur général, De Marque inc., en remplacement de madame Ghislaine G. Gervais;

— madame Pierrette Dupont-Rousse, ex-directrice générale du Centre communautaire juridique de l'Outaouais, en remplacement de monsieur Pierre Careau;

— monsieur Pierre-Claude Lafond, docteur en droit de la consommation et professeur, Département des sciences juridiques, Université du Québec à Montréal, en remplacement de monsieur J. Hardy Craft;

— madame Monette Malewski, vice-présidente, Agence d'assurance M. Bacal inc., en remplacement de monsieur André Fortier;

— monsieur René Rheault, en remplacement de monsieur André Mignault;

— madame Louise Rozon, directrice, Option consommateurs, en remplacement de monsieur Paul-Émile Dion;

QUE, pour les frais de voyage et de séjour occasionnés par l'exercice de leurs fonctions, ces personnes soient remboursées conformément aux règles applicables aux membres d'organismes et arrêtées par le gouvernement par le décret 2500-83 du 30 novembre 1983 et ses modifications subséquentes.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
MICHEL NOËL DE TILLY

30759

Gouvernement du Québec

## Décret 1145-98, 2 septembre 1998

CONCERNANT l'autorisation à Hydro-Québec de construire la ligne biterne à 120 kV Saint-Blaise – Val-d'or, ainsi que les infrastructures et équipements connexes et d'acquérir par voie d'expropriation les immeubles et droits réels requis et d'obtenir les immeubles du domaine public et les droits réels nécessaires à cette fin

ATTENDU QUE le réseau de répartition dans le secteur de Val-d'Or est présentement exploité tout près de sa limite;

ATTENDU QUE l'alimentation à 120 kV du poste Val-d'Or n'est pas bouclée et que deux des lignes de répartition de ce secteur sont désuètes;

ATTENDU QUE la configuration actuelle du poste ne permet pas d'y raccorder rapidement de nouveaux clients industriels;

ATTENDU QUE la construction d'une nouvelle ligne biterne à 120 kV entre la ligne Figury-Lebel et le poste Val-d'Or favorisera le transit d'énergie vers le poste Val-d'Or et augmentera la fiabilité et la sécurité de l'alimentation en électricité de la population et des clients industriels;

ATTENDU QUE la ligne devrait être mise en service pour le mois d'août 1999;

ATTENDU QU'Hydro-Québec désire être autorisée à construire la ligne à 120 kV Saint-Blaise – Val-d'Or ainsi que les infrastructures et les équipements connexes;

ATTENDU QU'Hydro-Québec désire être autorisée à acquérir par voie d'expropriation les immeubles et droits réels et à obtenir les immeubles du domaine public et droits réels, nécessaires aux fins susmentionnées dans le territoire ci-après défini;

Municipalités	Cadastre	Circonscription foncière
Val-d'Or	Canton de Dubuisson	Abitibi
Sullivan	Canton de Dubuisson	Abitibi
Vassan	Canton de Vassan	Abitibi
La Corne	Canton de Lacorne	Abitibi
Landrienne	Canton de Landrienne	Abitibi

ATTENDU QU'en vertu des articles 29, 32 et 33 de la Loi sur Hydro-Québec (L.R.Q., c. H-5) et de l'article 36 de la Loi sur l'expropriation (L.R.Q., c. E-24), il s'avère nécessaire d'obtenir l'autorisation du gouvernement aux fins susmentionnées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre d'État des Ressources naturelles et ministre des Ressources naturelles;

QU'Hydro-Québec soit autorisée à construire la ligne à 120 kV Saint-Blaise – Val-d'Or ainsi que les infrastructures et les équipements connexes;

QU'Hydro-Québec soit autorisée à acquérir par voie d'expropriation les immeubles et droits réels nécessaires aux fins susmentionnées;

QU'Hydro-Québec soit autorisée à obtenir les immeubles du domaine public et droits réels nécessaires aux fins susmentionnées;

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
MICHEL NOËL DE TILLY

30760

Gouvernement du Québec

## Décret 1146-98, 2 septembre 1998

CONCERNANT la nomination de cinq membres de l'Office des personnes handicapées du Québec

ATTENDU QU'en vertu de l'article 6 de la Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées (L.R.Q., c. E-20.1), l'Office des personnes handicapées du Québec est composé de quatorze membres, dont un président, tous nommés par le gouvernement;

ATTENDU QU'en vertu du premier alinéa de l'article 8 de cette loi, les membres visés dans l'article 6, autres que le président, sont nommés pour trois ans;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 9 de cette loi, chaque membre de l'Office demeure en fonction nonobstant l'expiration de son mandat jusqu'à ce qu'il ait été remplacé ou nommé de nouveau;

ATTENDU QU'en vertu du décret 777-95 du 7 juin 1995 et 927-97 du 9 juillet 1997, madame Rollande Barabé Cloutier était nommée membre et désignée vice-présidente de l'Office des personnes handicapées du Québec, que son mandat est expiré et qu'il y a lieu de le renouveler;

ATTENDU QU'en vertu du décret 777-95 du 7 juin 1995, monsieur Richard Lavigne était nommé membre de l'Office des personnes handicapées du Québec pour un mandat de trois ans, que son mandat est expiré et qu'il y a lieu de le renouveler;

ATTENDU QU'en vertu du décret 777-95 du 7 juin 1995, monsieur Michel Lemay et madame Anne-Marie Castonguay étaient nommés membres de l'Office des personnes handicapées du Québec, que leur mandat est expiré et qu'il y a lieu de pourvoir à leur remplacement;

ATTENDU QU'en vertu du décret 1048-95 du 2 août 1995, monsieur Jean-Paul Létourneau était nommé membre de l'Office des personnes handicapées du Québec pour un mandat de trois ans, que son mandat est expiré et qu'il y a lieu de pourvoir à son remplacement;

ATTENDU QUE les consultations prévues à l'article 6 de cette loi ont été effectuées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de la Santé et des Services sociaux, responsable de l'application de la Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées:

QUE madame Rollande Barabé Cloutier, directrice générale de la Maison Far, soit nommée membre et vice-présidente de l'Office des personnes handicapées du Québec, pour un second mandat de trois ans à compter des présentes;

QUE les personnes suivantes soient nommées membres de l'Office des personnes handicapées du Québec, pour un mandat de trois ans à compter des présentes:

— monsieur Richard Lavigne, directeur général du Regroupement des aveugles et amblyopes du Montréal métropolitain, pour un second mandat;

— madame Jocelyne Légaré, professeur à La Cité collégiale, en remplacement de monsieur Michel Lemay;

— monsieur Gilles Mongrain, agent de recherche et de planification socio-économique à Emploi-Québec, en remplacement de madame Anne-Marie Castonguay;

— monsieur Martin Comeau, économiste à la Chambre de commerce du Québec, en remplacement de monsieur Jean-Paul Létourneau.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
MICHEL NOËL DE TILLY

30761

Gouvernement du Québec

## Décret 1147-98, 2 septembre 1998

CONCERNANT la cession par le ministre des Transports de terrains situés à l'intérieur du Parc technologique du Québec métropolitain

ATTENDU QU'en vertu du décret 954-88 du 15 juin 1988, le ministre des Transports a été autorisé à acquérir, pour le compte du domaine de l'État, les terrains et les servitudes à l'intérieur du territoire du Parc technologique du Québec métropolitain;

ATTENDU QUE par ce décret, le ministre des Transports a été également autorisé à céder à des tiers, les terrains et les servitudes acquis, selon les modalités et conditions de l'entente signée le 29 juin 1988 avec le Parc technologique du Québec métropolitain;

ATTENDU QUE le ministre des Transports, pour le compte de l'État, agit comme propriétaire du reliquat des terrains situés à l'intérieur du Parc technologique du Québec métropolitain;

ATTENDU QUE le territoire du Parc technologique du Québec métropolitain est reconnu, par les intervenants de la région, comme un élément d'importance stratégique pour l'économie de la région de Québec;

ATTENDU QUE la politique relative à la Capitale nationale comprend notamment un axe d'intervention qui vise à investir dans la transformation de l'activité économique de la région, dans le cadre de la mise en oeuvre de la stratégie de développement industriel, commercial et technologique et que, de ce fait, le gouvernement s'est engagé à supporter le développement et la mise en place des entreprises de haute technologie;

ATTENDU QU'il y a lieu de favoriser l'établissement d'un partenariat entre les entreprises, les milieux d'enseignement et de recherche ainsi que tous les autres intéressés au développement de la technologie et qu'à cette fin, une corporation sans but lucratif, connue sous le nom de Parc technologique de la région de Québec, a été créée en vertu de la troisième partie de la Loi sur les compagnies (L.R.Q., c. C-38);

ATTENDU QUE pour consolider les assises et la position stratégique du territoire du Parc technologique du Québec métropolitain et en vue de favoriser le développement économique de la région de Québec et pour respecter le cadre du Forum des priorités de 1996, il est nécessaire que la gestion des immeubles situés sur ce territoire soit confiée à la nouvelle corporation dont le

but est notamment d'établir, maintenir et poursuivre les objectifs de la corporation du Parc technologique du Québec métropolitain;

ATTENDU QUE pour ce faire, le ministre des Transports doit céder gratuitement et sans aucune garantie au Parc technologique de la région de Québec, le reliquat des terrains situés à l'intérieur du territoire du Parc technologique du Québec métropolitain et tous les droits qu'il possède sur ceux-ci, à l'exception des terrains et des servitudes requis pour le réaménagement de l'échangeur de l'autoroute Henri IV et du boulevard Wilfrid-Hamel;

ATTENDU QUE le ministre délégué à l'Industrie et au Commerce, le ministre d'État de l'Économie et des Finances et ministre de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie sont responsables du Parc technologique du Québec métropolitain;

ATTENDU QUE le ministre de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie doit être autorisé à accorder au Parc technologique de la région de Québec, une subvention égale à la moitié (50 %) de la valeur des taxes foncières municipales ou d'améliorations locales imposées au Parc pour les années 1999, 2000 et 2001;

ATTENDU QUE le ministre des Affaires municipales doit être autorisé à transférer annuellement au ministère de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie, les crédits nécessaires au paiement de la subvention prévue au paragraphe précédent;

ATTENDU QU'il y a lieu de modifier le décret 954-88 du 15 juin 1988, afin d'y apporter les ajustements nécessaires pour l'application du présent décret;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre délégué à l'Industrie et au Commerce, du ministre d'État de l'Économie et des Finances et ministre de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie, du ministre des Affaires municipales et du ministre des Transports:

QUE le décret 954-88 du 15 juin 1988 soit modifié, afin que le ministre des Transports soit autorisé à céder, à titre gratuit et sans aucune garantie, au Parc technologique de la région de Québec, le reliquat des terrains situés à l'intérieur du territoire du Parc technologique du Québec métropolitain et tous les droits qu'il possède sur ceux-ci, à l'exception des terrains et des servitudes nécessaires au réaménagement de l'échangeur de l'autoroute Henri IV et du boulevard Wilfrid-Hamel;

QUE le ministre des Transports soit autorisé à céder ces terrains et les droits s'y rattachant à la condition que le Parc technologique de la région de Québec ne les utilise ou ne les cède qu'à des fins d'entreprises de haute technologie sous réserve, pour toute autorité gouvernementale ou municipale, de pouvoir acquérir gratuitement certains de ces terrains ou parties de ceux-ci ainsi que toutes servitudes qui pourraient être requis pour les fins du réseau routier; à défaut de respecter ces conditions, le Parc technologique de la région de Québec devra rembourser au ministre des Transports, pour le compte de l'État, le montant correspondant à la valeur de l'immeuble et ce au prix du marché immobilier au moment où le défaut est constaté. Au cas de liquidation ou dissolution de la corporation du Parc technologique de la région de Québec, celle-ci devra remettre gratuitement au ministre des Transports, les terrains qui lui auront été cédés par ce dernier et qui n'auront pas fait l'objet d'une aliénation à cette date;

QUE le Parc technologique de la région de Québec s'engage à assumer à compter de la signature du contrat de cession, tout paiement de taxes foncières, municipales et scolaires pouvant grever les terrains à être cédés;

QUE le ministre de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie soit autorisé à accorder au Parc technologique de la région de Québec, une subvention égale à la moitié (50 %) de la valeur des taxes foncières municipales ou d'améliorations locales imposées au Parc pour les années 1999, 2000 et 2001 et que cette aide s'applique à compter de la date de signature du contrat de cession;

QUE le ministre des Affaires municipales soit autorisé à transférer annuellement au ministère de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie, les crédits nécessaires au paiement de la subvention prévue au paragraphe précédent;

QUE le ministre des Transports soit autorisé à signer le contrat de cession en faveur du Parc technologique de la région de Québec et à y inclure toutes autres conditions jugées utiles.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
MICHEL CARPENTIER

30762

Gouvernement du Québec

### Décret 1165-98, 9 septembre 1998

CONCERNANT la nomination de monsieur le juge Gilles Charest comme juge en chef des cours municipales

ATTENDU QU'en vertu de l'article 36.1 de la Loi sur les cours municipales édicté par l'article 6 de la Loi modifiant la Loi sur les cours municipales et la Loi sur les tribunaux judiciaires (1998, c. 30), le gouvernement nomme, parmi les juges municipaux et par commission sous le grand sceau, le juge en chef des cours municipales;

ATTENDU QU'en vertu des arrêtés en conseil 3564-76 du 15 octobre 1976 et 331-78 du 8 février 1978 et du décret 272-98 du 11 mars 1998, monsieur Gilles Charest a été nommé respectivement juge municipal de Lauzon, juge municipal de Loretteville et juge à la Cour municipale de Sainte-Foy;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de la Justice:

QUE monsieur Gilles Charest, juge municipal, soit nommé, à compter du 30 septembre 1998, juge en chef des cours municipales.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
MICHEL NOËL DE TILLY

30763

Gouvernement du Québec

### Décret 1166-98, 9 septembre 1998

CONCERNANT la rémunération du juge en chef des cours municipales et les dépenses faites dans l'exercice de ses fonctions

ATTENDU QU'en vertu de l'article 49.1 de la Loi sur les cours municipales édicté par l'article 14 de la Loi modifiant la Loi sur les cours municipales et la Loi sur les tribunaux judiciaires (1998, c. 30), le gouvernement fixe, par décret, la rémunération du juge en chef des cours municipales, laquelle ne peut être inférieure au traitement et à la rémunération additionnelle que reçoit un juge en chef adjoint de la Cour du Québec et que cette rémunération est réduite du montant de la rémunération qu'il reçoit à titre de juge suivant l'article 49 de la Loi sur les cours municipales;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 49.2 de la Loi sur les cours municipales édicté par l'article 14 de la Loi modifiant la Loi sur les cours municipales et la Loi sur les tribunaux judiciaires (1998, c. 30), le gouvernement détermine, par décret, les cas, les conditions et la mesure dans laquelle le gouvernement rembourse au juge en chef les dépenses faites par celui-ci dans l'exercice de ses fonctions;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de la Justice:

QUE la rémunération du juge en chef des cours municipales soit équivalente au traitement et à la rémunération additionnelle d'un juge en chef adjoint de la Cour du Québec réduite du montant de la rémunération qu'il reçoit à titre de juge suivant l'article 49 de la Loi sur les cours municipales;

QU'il bénéficie des mêmes frais de fonction que ceux attachés à la fonction d'un juge en chef adjoint de la Cour du Québec;

QUE les dépenses faites par celui-ci dans l'exercice de ses fonctions lui soient remboursées en application du Règlement sur les allocations des frais de voyages des juges (R.R.Q., c. T-16, r.1);

QUE le présent décret entre en vigueur le 30 septembre 1998.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
MICHEL NOËL DE TILLY

30764

## Index des textes réglementaires

Abréviations: **A**: Abrogé, **N**: Nouveau, **M**: Modifié

Règlements — Lois	Page	Commentaires
Accidents du travail et les maladies professionnelles, Loi sur les... — Table des indemnités de remplacement du revenu pour l'année 1999 . . . . . (L.R.Q., c. A-3.001)	5263	Projet
Accidents du travail et les maladies professionnelles, Loi sur les... — Table des revenus bruts annuels d'emplois convenables pour l'année 1999 . . . . . (L.R.Q., c. A-3.001)	5294	Projet
Administrateurs agréés — Code de déontologie . . . . . (Code des professions, L.R.Q., c. C-26)	5295	Projet
Agence métropolitaine de transport — Financement temporaire . . . . .	5322	N
Caron, André — Nomination comme membre de la Commission des partenaires du marché du travail . . . . .	5313	N
Centre interuniversitaire de recherche en analyse des organisations (CIRANO) — Octroi de la subvention pour les exercices financiers 1998-1999 à 2000-2001 . .	5319	N
Charest, Gilles — Nomination comme juge en chef des cours municipales . . . .	5328	N
Chasse . . . . . (Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune, L.R.Q., c. C-61.1)	5254	M
Chassé, Suzanne — Nomination comme sous-ministre adjointe au Tourisme au ministère de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie . . . .	5307	N
Code criminel — Tarif en matière criminelle . . . . . (L.R.C., 1985, c. C-46)	5251	N
Code des professions — Administrateurs agréés — Code de déontologie . . . . . (L.R.Q., c. C-26)	5295	Projet
Comité gouvernemental de l'Accord intergouvernemental canadien concernant l'Accord nord-américain de coopération dans le domaine de l'environnement, qui se tiendra à Inuvik (Territoires du Nord-Ouest), le 10 septembre 1998 — Composition de la délégation québécoise . . . . .	5317	N
Comités de réexamen constitués en vertu de la Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnel — Nomination d'un substitut à un membre . . . . .	5307	N
Compte à fin déterminée intitulé « Compte pour le financement de certains organismes, projets et activités du secteur du loisir et du sport » — Création . . .	5318	N
Conseil canadien des ministres de l'Environnement (CCME), qui se tiendra à Inuvik (Territoires du Nord-Ouest), les 10 et 11 septembre 1998 — Composition et mandat de la délégation québécoise . . . . .	5317	N
Conservation et la mise en valeur de la faune, Loi sur la... — Chasse . . . . . (L.R.Q., c. C-61.1)	5254	M
Conservation et la mise en valeur de la faune, Loi sur la... — Partie des droits qu'un organisme doit verser à la personne morale reconnue en application de l'article 106.3 de la loi . . . . . (L.R.Q., c. C-61.1)	5253	N

Conservation et la mise en valeur de la faune, Loi sur la... — Piégeage et commerce de fourrure . . . . . (L.R.Q., c. C-61.1)	5256	M
Conservation et la mise en valeur de la faune, Loi sur la... — Refuge faunique de la Rivière-des-Mille-Îles . . . . . (L.R.Q., c. C-61.1)	5301	Projet
Cours municipales et la Loi sur les tribunaux judiciaires, Loi modifiant la Loi sur les... — Entrée en vigueur de certaines dispositions . . . . . (1998, c. 30)	5249	
Entente entre la Municipalité de Saint-Gabriel-de-Valcartier et le gouvernement du Canada relativement à la cession de certaines infrastructures situées dans le secteur des logements familiaux de la Base militaire de Valcartier . . . . .	5309	N
Exercice des fonctions de certains ministres . . . . .	5307	N
Fondation de la faune du Québec — Nomination de onze membres au conseil d'administration . . . . .	5316	N
Fonds pour la formation de chercheurs et l'aide à la recherche — Octroi d'une subvention pour l'année universitaire 1998-1999 et d'un acompte pour l'année universitaire 1999-2000 . . . . .	5312	N
Hydro-Québec — Autorisation de construire la ligne biterne à 120 kV Saint-Blaise-Val-d'Or, ainsi que les infrastructures et équipements connexes et d'acquérir par voie d'expropriation les immeubles et droits réels requis et d'obtenir les immeubles du domaine public et les droits réels nécessaires à cette fin . . . . .	5325	N
Hydro-Québec — Délivrance d'un certificat d'autorisation pour la réfection des protections en enrochement de l'aménagement de la Hart-Jaune, à l'intérieur des anciennes limites de la Ville de Gagnon sur le territoire non organisé de la MRC de Caniapiscau . . . . .	5314	N
Juge en chef des cours municipales — Rémunération et dépenses faites dans l'exercice de ses fonctions . . . . .	5328	N
Lemoyne, Gérald — Nomination comme président de l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris . . . . .	5313	N
Marcotte, Jean-Pierre — Secrétaire du Conseil de la magistrature . . . . .	5320	N
Mise en marché des produits agricoles, alimentaires et de la pêche, Loi sur la... — Producteurs de bovins — Acheteurs, veaux d'embouche — Garantie de responsabilité financière . . . . . (L.R.Q., c. M-35.1)	5304	Décision
Mise en marché des produits agricoles, alimentaires et de la pêche, Loi sur la... — Producteurs de bovins — Contributions — Prélèvement . . . . . (L.R.Q., c. M-35.1)	5303	Décision
Mise en marché des produits agricoles, alimentaires et de la pêche, Loi sur la... — Producteurs de bovins — Fonds de garantie . . . . . (L.R.Q., c. M-35.1)	5305	Décision
Modification à l'annexe I de la loi . . . . . (Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, L.R.Q., c. R-10)	5251	M
Office de la protection du consommateur — Nomination de huit membres . . . .	5324	N

Office des personnes handicapées du Québec — Nomination de cinq membres . . .	5325	N
Parc de conservation du Saguenay — Acquisition par expropriation de certains immeubles pour l'agrandissement . . . . .	5314	N
Parc technologique du Québec métropolitain — Cession de terrains par le ministre des Transports . . . . .	5326	N
Partie des droits qu'un organisme doit verser à la personne morale reconnue en application de l'article 106.3 de la loi . . . . . (Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune, L.R.Q., c. C-61.1)	5253	N
Piégeage et commerce de fourrure . . . . . (Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune, L.R.Q., c. C-61.1)	5256	M
Producteurs de bovins — Acheteurs, veaux d'embouche — Garantie de responsabilité financière . . . . . (Loi sur la mise en marché des produits agricoles, alimentaires et de la pêche, L.R.Q., c. M-35.1)	5304	Décision
Producteurs de bovins — Contributions — Prélèvement . . . . . (Loi sur la mise en marché des produits agricoles, alimentaires et de la pêche, L.R.Q., c. M-35.1)	5303	Décision
Producteurs de bovins — Fonds de garantie . . . . . (Loi sur la mise en marché des produits agricoles, alimentaires et de la pêche, L.R.Q., c. M-35.1)	5305	Décision
Programme de relance d'entreprises manufacturières et commerciales situées dans des régions affectées par les pluies diluviennes survenues les 19 et 20 juillet 1996 — Modification . . . . .	5319	M
Refuge faunique de la Rivière-des-Mille-Îles . . . . . (Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune, L.R.Q., c. C-61.1)	5301	Projet
Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, Loi sur le... — Modification à l'annexe I de la loi . . . . . (L.R.Q., c. R-10)	5251	M
Réunion interprovinciale des ministres responsables de la négociation d'une Entente-cadre sur l'union sociale qui se tiendra à Toronto les 8 et 9 septembre 1998 — Composition et mandat de la délégation québécoise . . . . .	5308	N
Société de développement du Massif de Petite-Rivière-Saint-François — Versement d'une aide financière pour la réalisation du projet d'aménagement d'une piste de descente de calibre international au centre de ski le Massif de Petite-Rivière-Saint-François dans le cadre de l'activité « Infrastructures Québec » . . . . .	5308	N
Société de la Place des Arts de Montréal et Bijouterie et Librairies Le Parchemin Inc. — Contrat de location à intervenir . . . . .	5309	N
Société de la Place des Arts de Montréal et Communauté Urbaine de Montréal — Contrat de location d'espaces de stationnement à intervenir . . . . .	5310	N
Société de télédiffusion du Québec — Versement d'une subvention pour les activités de production et de distribution de matériel audiovisuel à caractère éducatif pour l'année 1998-1999 . . . . .	5311	N
Table des indemnités de remplacement du revenu pour l'année 1999 . . . . . (Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles, L.R.Q., c. A-3.001)	5263	Projet

---

Table des revenus bruts annuels d'emplois convenables pour l'année 1999 . . . . (Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles, L.R.Q., c. A-3.001)	5294	Projet
Tarif en matière criminelle . . . . . (Code criminel, L.R.C., 1985, c. C-46)	5251	N